UNITED NATIONS UNIVERSITY
Centre for Policy Research

UNIDIR
UNITED NATIONS INSTITUTE FOR DISARMAMENT RESEARCH

Rapport d'étude de cas MEAC sur le bassin du lac Tchad

Lutter contre le recrutement et assurer des efforts de réintégration efficaces : Observations autour du bassin du lac Tchad à but d'information politique et stratégique

Authors : Sophie Huvé, Dr Siobhan O'Neil, Dr Remadji Hoinathy, Kato Van Broeckhoven avec Mohammed Bukar, Fatima Yetcha Ajimi Badu, Teniola Tayo, Jessica Caus et Adja Faye

Novembre 2022

MANAGING EXITS
FROM ARMED CONFLICT

TABLE DES MATIÈRES

PRINCIPALES OBSERVATIONS 5

I. Introduction 9

II. Aperçu démographique des répondants 18

A. Sexe, âge, déplacement 18
B. Chad 22
C. Cameroun 23
D. Niger 23
E. Nigeria (enquête de base) 24
F. Echantillon de répondants ex-associés 24

III. Potentiels facteurs d'association avec Boko Haram et ses factions 26

A. Facteurs économiques 27
B. Facteurs d'engagement civique et politique 28
C. Les réseaux sociaux de soutien et l'impact du lien familial 29
D. L'influence du changement climatique 31

IV. Implication avec Boko Haram et ses factions 36

A. Entrée dans le groupe 36
1. Âge d'entrée dans le groupe 36
2. Rémunération et incitations à rejoindre le groupe 37
3. Niveau élevé d'enlèvements au Cameroun et au Tchad, moins élevé au Niger et au Nigeria 39
B. La vie au sein de Boko Haram et de ses factions 42
1. Rôles et responsabilités dans les activités quotidiennes du groupe 42
2. Risques pour la sécurité personnelle et commission de violences 44
3. Vie familiale et liens familiaux 46
C. Sortir de Boko Haram et de ses factions 47

V. Le conflit et le contexte humanitaire pour la réintégration 52

A. Principales préoccupations - Pauvreté, insécurité alimentaire et eau 52
B. Les plus grandes menaces pour la sécurité des communautés 56

VI. L'expérience des communautés avec Boko Haram 57

A. Présence de Boko Haram 57
B. Expériences de victimisation 60

C. Les auteurs d'actes de violence 67

VII. Au retour des ex-associés de Boko Haram 68

A. Retour des ex-associés dans les communautés 69
B. Volonté des membres non-associés des communautés d'interagir avec les ex-associés 71
1. Perceptions négatives des ex-associés 71
2. Préoccupations concernant la stigmatisation 73
3. Le potentiel de pardon et de réintégration 74
C. Préférences des membres non-associés des communautés en matière de punition 78
1. Aperçu des préférences de punition pour les ex-associés en fonction de leur sexe, de leur autonomie lorsqu'ils ont rejoint le groupe, et de leur rôle dans le groupe. 79
2. Préférences pour des peines sévères pour les ex-associés de Boko Haram 84
D. Familiarité des membres non-associés des communautés avec les centres de transit 87

VIII. Impacts potentiels de l'association sur la vie après le conflit 91

A. Indicateurs économiques 92
B. Engagement social et civique 94
C. Fonctionnement psychologique 94

IX. Vie dans les centres de transit et les camps de déplacés internes 95

A. Attentes des personnes déplacées et des personnes dans les centres de transit 95

X. Structures institutionnelles existantes pour la prévention et la réintégration 97

A. Confiance et perceptions autour des structures étatiques et non étatiques 98
B. Transitions des ex-affiliés parmi les acteurs sécuritaires non-étatiques 101
C. Besoins des bénéficiaires et aide humanitaire 103
1. Soutien, besoins et préférences des membres non-associés de la communauté 104
2. Besoins des bénéficiaires et préférences en matière de soutien chez les ex-associés de Boko Haram 106

XI. Conclusion - Optimisme pour l'avenir parmi les ex-associés de Boko Haram 110

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été produit dans le cadre d'un partenariat bilatéral et avec le soutien de du Secrétariat de la Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience grâce au financement de la Facilité régionale de stabilisation du PNUD pour le lac Tchad.



La recherche dont les résultats sont détaillés dans ce rapport a été réalisée en partenariat avec l'Institut d'Etudes de Sécurité.

Cette étude est la première publication d'une série de travaux commandités par la Commission du Bassin du Lac Tchad en collaboration avec le projet *Managing Exits from Armed Conflict* (MEAC). Ce partenariat vise à fournir des évidences et un cadre analytique solides permettant de comprendre le phénomène Boko Haram et son impact sur les communautés de la région du bassin du lac Tchad. Cette étude apportera une contribution précieuse aux efforts de toutes les parties prenantes qui œuvrent à la promotion de sociétés pacifiques, prospères et dynamiques dans la région, connectées par des relations économiques et culturelles florissantes.

MEAC est soutenu par le Ministère norvégien des Affaires étrangères, le Département fédéral suisse des Affaires étrangères (DFAE), le Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni, le Département irlandais des affaires étrangères, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), et est implémenté en partenariat avec le Département des opérations de paix des Nations Unies (DPO), l'UNICEF, et la Banque mondiale. Bien que le rapport sur les conclusions ait bénéficié des commentaires des donateurs et des partenaires institutionnels du MEAC, il ne représente pas nécessairement leurs politiques ou leurs positions officielles.

ISBN: 978-92-808-6573-8 © United Nations University, Octobre 2022.

Tout le contenu (texte, visualisations, graphiques), sauf indication contraire ou attribution, est publié sous une licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike IGO (CC BY-NC-SA 3.0 IGO). L'utilisation, la publication et la citation de ce contenu sont autorisées sans autorisation préalable.

Citation: Sophie Huvé, Dr Siobhan O'Neil, Dr Remadji Hoinathy, Kato Van Broeckhoven avec Mohammed Bukar, Fatima Yetcha Ajimi Badu, Teniola Tayo, Jessica Caus, et Adja Faye, “Lutter contre le recrutement et assurer des efforts de réintégration efficaces: Observations autour du bassin du lac Tchad à but

d'information politique et stratégique," *Rapport d'étude de cas MEAC sur le bassin du lac Tchad* (New York: United Nations University, 2022).

PRINCIPALES OBSERVATIONS

Cette section présente brièvement certains des principaux résultats des enquêtes MEAC dans le bassin du lac Tchad. Les sections correspondantes sont reliées par des hyperliens pour ceux qui souhaitent lire l'analyse détaillée de chaque résultat.

1. **L'insécurité demeure très préoccupante dans la région, mais c'est la crise humanitaire, qui en résulte, qui menace le plus les communautés :**
   a. **Les besoins fondamentaux de la majeure partie de la population ne sont pas satisfaits :** en dépit de l'attention internationale qui est portée à l'insurrection de Boko Haram, ce sont les crises humanitaires et économiques qui sont les plus grandes sources de préoccupations quotidiennes pour la plupart des personnes interrogées. La pauvreté, le manque de nourriture et, dans une moindre mesure, le manque d'eau, sont les trois problèmes les plus importants signalés par les personnes interrogées dans les quatre pays (voir section V.A). Cette crise humanitaire a été provoquée par l'insurrection qui, à son tour, contribue à alimenter et exacerber les impacts de la crise humanitaire sur la population. La plupart des personnes interrogées ont déclaré n'avoir reçu aucune forme d'aide humanitaire depuis le début du conflit (voir section X.C).
   b. **Boko Haram reste la principale menace pour la sécurité** : lorsqu'elles sont interrogées spécifiquement sur les menaces pour leur sécurité, les personnes interrogées citent le plus souvent Boko Haram comme la plus grande menace pour la sécurité des communautés au Tchad, au Cameroun et au Niger - et moins au Nigeria (voir section V. B).
   c. **La majorité des personnes interrogées dans le bassin du lac Tchad continuent d'exprimer une grande confiance dans les structures étatiques**, malgré le conflit en cours et les difficultés à juguler l'insécurité et la violence, ce qui met en évidence les institutions qui pourraient être les plus crédibles pour faciliter les efforts de réintégration (voir section X.A).

2. **Facteurs potentiels d'association avec Boko Haram et ses factions :**
   a. **Les difficultés économiques contribuent au fait de s'engager au sein de Boko Haram, même si elles ne sont pas le seul et unique facteur**. C'est notamment le cas au Cameroun, et au Niger, (et éventuellement le Nigeria- plus de détails ci-dessous). Ce résultat a des implications importantes pour les programmes de prévention (voir section III.A).
   b. **Au Chad, et au Niger, le fait de s'impliquer dans des groupes sociaux ou dans des activités politiques respectivement est associé à une probabilité moindre de s'engager dans Boko Haram :** à la lumière de ces éléments, les efforts de prévention devraient tirer parti des opportunités d'engagement civique et social existantes comme moyen de renforcer la résilience au recrutement (voir section III.B).

c. **Au Cameroun, les relations sociales avec les mentors peuvent jouer un rôle important contre l'association à Boko Haram**: Ces relations agissent comme un facteur de protection diminuant la probabilité de leur association avec Boko Haram ou l'une de ses factions. Ce paradoxe doit être compris pour élaborer des programmes de prévention efficaces (voir section III.C).

d. **Au Cameroun et au Niger (et éventuellement le Nigéria), le fait d'avoir un membre de la famille impliqué dans le groupe est également un facteur prédictif important d'association Boko Haram :** au Cameroun, les personnes dont les parents étaient associés à Boko Haram avaient une probabilité élevée (16 points de pourcentage) de s'associer au groupe ou à l'une de ses factions que celles dont les parents n'étaient pas associés (9 points de pourcentage au Niger). La force de cette relation entre implication familiale et association à Boko Haram représente probablement l'une des situations : encouragement / incitation par un membre estimé de la famille qui était déjà associé. Ceci peut compliquer l'application de ce résultat à la planification des interventions de prévention. Pourtant, il est tout à fait clair que l'association familiale avec un groupe armé augmente considérablement la probabilité qu'un individu soit lui-même impliqué (voir section III.C).

e. **L'étude au Nigeria n'a pas permis à l'analyse de contrôler les enlèvements**, ce qui rend difficile toute déduction concluante, mais les données suggèrent toujours que les conditions économiques, la qualité des relations familiales et l'association familiale influencent l'association avec Boko Haram là-bas.

f. **Les difficultés de subsistance liées au changement climatique semblent avoir un lien avec le recrutement dans les groupes armés dans le bassin du lac Tchad :** la majorité des personnes interrogées au Cameroun et au Tchad (moins au Niger et au Nigéria) ont été confrontées à des difficultés liées au climat dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche, ou en ont été témoins. Une part importante des ex-associés qui ont connu ces difficultés ont déclaré qu'elles faisaient partie des raisons pour lesquelles ils s'étaient engagés dans Boko Haram ou ses factions. Compte tenu de la vulnérabilité des populations autour du bassin du lac Tchad aux changements et aux chocs climatiques, et des préoccupations réelles quant au fait que les groupes armés profitent de ces vulnérabilités, il est clair que les efforts de programmation de la prévention et de la réintégration doivent être sensibles au climat. (voir section III.D).

3. **Les différences systématiques entre le Niger et les autres pays de la région laissent entrevoir des différences dans la manière dont Afrique de l'Ouest de l'État islamique (ISWAP) fonctionne :**

   L'échantillon au Niger avait plus de personnes associées à ISWAP que dans les autres pays. Les expériences des ex-associés avec le groupe suggèrent que moins d'entre eux ont été contraints de rejoindre le groupe et qu'ils ont reçu plus d'incitations à le faire que les ex-associés des trois autres pays (voir section IV.A). De plus, un plus grand nombre d'ex-associés au Niger témoignent avoir quitté le groupe parce qu'ils ont perdu la confiance dans la direction du groupe ou leur foi dans la cause du groupe, plutôt que de craindre pour leur vie ou de vouloir retourner dans leur famille, à l'instar des les autres pays (voir section IV.C). Enfin, une minorité non négligeable d'ex-associés au Niger

déclarent que leur vie était meilleure lorsqu'ils étaient avec le groupe plutôt que maintenant (voir section IV.C). Ces résultats soulignent la nécessité d'ajuster les programmes de prévention et de réintégration au Niger et dans les autres régions où ISWAP opère, afin de tenir compte du mode de fonctionnement du groupe.

4. **La vie au sein de Boko Haram et de ses factions :**
   a. **Les incitations au recrutement sont courantes au Niger, mais pas dans le reste du bassin du lac Tchad** : la plupart des gens n'ont rien reçu pour rejoindre Boko Haram et ses factions au Tchad, au Cameroun et au Nigeria. En revanche, la majorité des ex-associés au Niger se sont vu offrir quelque chose pour rejoindre le groupe, ce qui, étant donné la prévalence de l'affiliation à ISWAP dans ce sous-échantillon, peut suggérer que le groupe recrute différemment que l'autre faction de Boko Haram. Dans l'ensemble, l'argent est ce que Boko Haram offre le plus pour recruter (voir section IV.A).
   b. **Les enlèvements et la coercition sont souvent la façon dont les gens ont rejoint Boko Haram, à l'exception du Niger** : au Tchad et au Cameroun, Boko Haram semble avoir utilisé la coercition à grande échelle pour recruter (80-90 per cent des ex-associés ont déclaré avoir été enlevés). En revanche, au Niger, seuls 26 per cent des ex-associés ont déclaré avoir été enlevés, ce qui, une fois encore, peut témoigner de différences dans le mode de fonctionnement de ISWAP (voir section IV.A).
   c. **La répartition des rôles traditionnels entre les deux sexes est renforcée au sein de Boko Haram, mais pas nécessairement au sein des groupes de sécurité non étatiques** : dans les quatre pays du bassin du lac Tchad, les données montrent que les rôles de genre traditionnels ont été reproduits dans les rôles et responsabilités attribués au sein de Boko Haram (voir section IV.B).
   d. **La vie avec Boko Haram est extrêmement dangereuse** : l'écrasante majorité des ex-associés a déclaré avoir été mise en danger de blessure ou de mort par Boko Haram et ses membres. Seule une minorité d'ex-associés admet avoir commis elle-même des actes de violence (voir section IV.B).
   e. **Il existe des liens durables avec Boko Haram même après avoir quitté le groupe, car beaucoup d'ex-associés ont des relations intimes avec d'autres personnes qui étaient ou sont restées dans le groupe** : de nombreux ex-associés de Boko Haram ont conservé des relations intimes avec d'autres personnes qui étaient membres du groupe ou qui vivaient sous ses ordres. Cette donnée varie selon les pays : une minorité considérable d'ex-associés au Cameroun et au Niger étaient mariés à une personne de leur dernier groupe armé, ce qui se vérifie dans une moindre mesure au Nigeria, et ce qui ne concerne qu'une minorité beaucoup plus petite au Tchad (voir section IV.C).

5. **Quitter Boko Haram, et la vie une fois sorti du groupe :**
   a. **La plupart des ex-associés souhaitaient quitter le groupe et étaient motivés par des inquiétudes pour leur sécurité** : l'écrasante majorité des répondants dans les quatre pays souhaitait quitter le groupe et s'est échappée. Les raisons du départ au Tchad, au Cameroun et au Nigeria sont en majorité liées à la peur de la violence et de la mort. En revanche, au Niger, davantage de personnes se sont désengagées parce que leurs

attentes religieuses ou idéologiques n'étaient pas satisfaites par le groupe/la faction (voir section IV.C).

b. **Les ex-associés actuellement dans les centres de transit voudraient retourner dans leurs communautés mais sont confrontés à des difficultés** : les personnes interrogées qui sont actuellement déplacées et dans des centres de transit/réhabilitation voudraient retourner dans leur communauté. Le désir de retourner dans la communauté est en majorité motivé par celui de retrouver sa famille. De plus, une majorité de personnes dans les centres de transit ou de réhabilitation mentionnent également leur désir de trouver une source de revenus et de développer une activité économique/productive lorsqu'elles sortiraient (voir section IX.A).

c. **La plupart des ex-associés estiment que leur situation s'est améliorée depuis qu'ils ont quitté Boko Haram, mais il existe des différences notables au Niger** : les ex-associés considèrent dans leur grande majorité que leur vie était pire lorsqu'ils étaient avec Boko Haram qu'elle ne l'est aujourd'hui, malgré le fait que beaucoup d'entre eux rencontrent des difficultés au quotidien pour survivre. Ces résultats laissent entrevoir des progrès possibles vers l'**indicateur RSS 12.3b**. Les données sont relativement différentes au Niger, où 30 per cent des ex-associés considèrent que leur vie était meilleure lorsqu'ils étaient associés (voir section IV.C)

d. **Impacts de l'association avec Boko Haram sur le bien-être psychologique** : Il existe des liens forts et cohérents entre le fait d'avoir été associé à Boko Haram et le fait de signaler un mauvais traitement une fois de retour dans la communauté, ainsi que constaté au Tchad, au Cameroun et au Niger. Il est important de comprendre et d'aborder ces préoccupations car elles sont susceptibles d'entraver les progrès de réintégration tels que mesurés par les **indicateurs RSS 12.3b et 12.3c (**voir section VIII.C).

6. **Expériences des communautés**

a. **Les communautés, ainsi que les personnes anciennement associées ont été victimes de violences :** la majorité des personnes interrogées ont subi des atteintes directes à leur personne et/ou leurs proches. De manière systématique dans les quatre pays, les ex-associés de Boko Haram sont plus susceptibles d'avoir été victimes que ceux qui n'ont jamais été associés. Boko Haram et ses factions sont désignés comme les principaux responsables, mais l'armée est également mentionnée par 28 per cent des répondants au Nigeria (voir section VI. A, VI.B, VI.C).

b. **Rejet et peur des ex-associés dans les communautés** : le potentiel de rejet des ex-associés qui reviennent semble être très élevé. L'écrasante majorité des membres non-associés des communautés considère les personnes qui étaient avec Boko Haram comme « mauvaises ». Pourtant, malgré ces perceptions, d'autres indicateurs de réceptivité à la réintégration sont relativement élevés, ce qui peut représenter une indication positive de progrès vers l'**indicateur RSS 11.3a.** (voir section VII.B).

c. **De nombreuses personnes souhaitent que les ex-associés soient punis pour leur implication au Tchad, au Niger et au Cameroun, mais pas autant au Nigeria** : les membres non-associés des communautés sont globalement favorables à des mesures de justice et de responsabilisation pour ceux qui ont été fait partis de Boko Haram, en particulier pour les hommes (peine de mort, emprisonnement, poursuites judiciaires). Pour

ces types de punition, il semble y avoir plus de tolérance envers les femmes ex-associées que les hommes ex-associés - sauf dans le cas du Tchad. Les mécanismes de justice réparatrice ou transitionnelle, tels que la réorientation ou la réhabilitation obligatoire, les excuses publiques, et la surveillance ou l'observation sont également choisis par certains répondants. Cette constatation est liée à l'**indicateur RSS 10.4** (voir la section VII.C).

d. **Malgré la familiarité avec les centres de filtrage, de transit ou de réinsertion dans certains endroits, les communautés restent méfiantes à l'égard de ceux qui en sortent** : les membres non-associés des communautés au Tchad, au Cameroun et au Niger connaissent assez bien les différents centres de filtrage, de réinsertion et de réorientation - surtout si l'on compare la familiarité des répondants avec les mêmes processus au Nigeria. Le fait de connaître les efforts du gouvernement pour réhabiliter les ex-associés de Boko Haram n'entraîne pas nécessairement une grande confiance dans leur travail. Malgré une grande familiarité avec les différents centres, une minorité non négligeable de personnes interrogées considère toujours que les personnes qui en sortent constituent une menace pour la société (voir section VII.D).
e. **Réceptivité au retour des ex-associés de Boko Haram** : malgré les sentiments de colère, de peur et le potentiel de rejet, la majorité des membres de la communauté se considèrent également capables de pardonner aux ex-associés, hommes ou femmes, ce qui représente une opportunité pour la justice transitionnelle et la réconciliation communautaire. Cela laisse également entrevoir la possibilité de progresser sur l'**indicateur RSS 12.4a**. (voir section VII.B).
f. **Malgré tout, les ex-associés restent optimistes quant à leurs perspectives d'avenir** : malgré les nombreux défis auxquels ils sont confrontés, la plupart des ex-associés quittant Boko Haram et ses factions expriment un certain optimisme quant à l'avenir. Lorsqu'on leur demande s'ils pensent, à l'avenir, pouvoir devenir des membres prospères et respectés de leur communauté, la plupart des ex-associés répondent oui, ce qui correspond aux réponses des répondants non-associés. Ainsi, ces résultats apportent une lueur d'espoir et constituent une première indication positive de progrès pour l'**indicateur RSS 12.3b** (voir la section de conclusion).

I. Introduction

À propos du MEAC

Comment et pourquoi les individus quittent-ils les groupes armés, et comment le font-ils de manière durable, sans se réengager dans le conflit ? Ces questions sont au cœur de l'initiative « Managing Exits from Armed Conflict » (MEAC) de UNIDIR et UNU-CPR (The United Nations Institute for Disarmament Reserach and United Nations University - Center for Policy Research). MEAC est une collaboration pluriannuelle et multi-partenaires qui vise à développer une approche unifiée et rigoureuse pour examiner comment et pourquoi les individus quittent un conflit armé, et évaluer l'efficacité des interventions destinées à soutenir leur transition vers la vie civile. MEAC

crée une base de connaissances unique en son genre pour étudier de manière rigoureuse et en profondeur les sources de résilience à l'implication dans un conflit ainsi que les défis et les obstacles à la sortie des groupes armés. La méthodologie de MEAC combine des approches quantitatives, qualitatives et expérimentales qui sont synthétisées et analysées sur une période de plusieurs années dans chaque pays étudié sur le terrain. MEAC cherche à informer en temps réel la conception et la mise en œuvre de programmes de prévention et de réintégration fondés sur des données probantes afin d'en améliorer l'efficacité. Au niveau stratégique, les leçons inter-programmes et inter-agences qui émergeront de la base de preuves croissante de MEAC soutiendront des efforts plus efficaces de résolution des conflits et de consolidation de la paix. MEAC est soutenu par le Ministère norvégien des Affaires étrangères, le Département fédéral suisse des Affaires étrangères (DFAE), le Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni, le Département irlandais des affaires étrangères, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), et est implémenté en partenariat avec le Secrétariat de la Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience, le Département des opérations de paix des Nations Unies (DPO), l'UNICEF et la Banque mondiale

Le travail du MEAC dans le bassin du lac Tchad

Au cours des deux dernières années, MEAC a testé sa méthodologie et ses outils d'évaluation dans de multiples contextes. Fin 2020, MEAC a déployé ses outils d'évaluations contextualisés et traduits au Nigéria par l'intermédiaire de son partenaire de mise en œuvre Mobukar Consultancy, qui a mené certaines des plus grandes enquêtes dans le Nord-Est du Nigéria à ce jour.... Des études de cas supplémentaires au Tchad, au Niger et au Cameroun ont été ajoutées en 2021. Combinées, ces études représentent la première approche régionale de l'évaluation de la réintégration avant programme. Considérant que le conflit de Boko Haram présente une menace régionale qui nécessite une réponse régionale, LCBC et le PNUD ont soutenu l'expansion de MEAC dans la région. L'objectif de ce travail est de générer des preuves solides et comparables pour soutenir des efforts de prévention et de réintégration coordonnés et efficaces dans la région. Au Cameroun, au Tchad et au Niger, un partenariat avec l'Institut d'Etudes de Sécurité - Institute for Security Studies, (ISS) a été établi pour soutenir le processus. Grâce à son programme pour le bassin du lac Tchad, ISS fournit depuis sept ans une analyse factuelle de la dynamique des conflits dans la région. Il a acquis une connaissance approfondie des différentes facettes de la crise de Boko Haram et des réponses politiques et programmatiques qui y sont apportées, notamment les mécanismes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) et de justice transitionnelle. S'appuyant sur son expertise, ses réseaux et son influence dans la région, ISS a aidé MEAC à renforcer ses capacités de recherche locales, à mener des enquêtes à grande échelle et à collaborer avec des gouvernements, ainsi que des acteurs de la société civile et de l'ONU au Tchad, au Niger et au Cameroun.

À propos de ce rapport

Ce rapport présente des données sur les expériences de conflit et les parcours de réintégration dans la région du bassin du lac Tchad afin d'informer les politiques et les stratégies des décideurs politiques. Plus précisément, les données présentées ici concernent les indicateurs énumérés dans la Stratégie régionale pour la stabilisation, le redressement et la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram (RSS). Ces données permettront à la CBLT et à ses partenaires de mieux comprendre les besoins dans la région et les défis à relever pour renforcer les efforts de sécurité et de protection. Ces données peuvent servir de point de référence initial pour comprendre les progrès ultérieurs. En outre, tout au long du rapport, les implications politiques et programmatiques potentielles des résultats présentés sont considérées.

Méthodologie

Pour étudier les sorties de conflit, MEAC mène des enquêtes sur la base de différentes méthodes, en privilégiant notamment les méthodes quantitatives impliquant la collecte de données au niveau individuel, auprès d'un échantillon mixte d'ex-associés, d'ex-affiliés, et de membres non-associés des communautés, à intervalles fréquents sur une période de temps prolongée. Il est important de clarifier le langage utilisé dans ce rapport.

MEAC examine les transitions individuelles vers la vie civile après l'implication dans des groupes armés. Ses outils sont souples et permettent de suivre les sorties de Boko Haram, et les transitions depuis les milices non étatiques ou de groupes similaires vers le Civilian Joint Task Force (CJTF) ou le or the comité(s) de vigilance (et de sécurité) (COVI/COVIS). Cela ne veut pas dire que ces groupes - ou la participation à ces groupes - sont équivalents en soi. Il est donc important de clarifier le langage utilisé dans ce rapport.

Lorsqu'il s'agit de décrire les personnes impliquées dans des groupes armés et des forces armées, il est difficile d'utiliser une terminologie claire et précise. Le terme d'ex-combattant s'applique à ceux qui ont participé directement et régulièrement aux hostilités, que ce soit au sein de Boko Haram ou du CJTF ou COVI/COVIS. Cependant, étant donné que de nombreuses personnes ne participent pas directement aux hostilités, ou n'y participent pas de façon régulière, et que l'association dans un groupe armé est souvent forcée et/ou varie dans sa formalité et sa proximité, un tel terme n'est pas applicable à toutes les personnes qui sortent des groupes armés dans la région - qu'il s'agisse, encore une fois, de Boko Haram ou du CJTF, COVI/COVIS.

Enfin, étant donné que le rapport oscille entre examiner la trajectoire des personnes ayant appartenu à Boko Haram et/ou à l'une de ses factions, et celles des personnes ayant appartenu à d'autres groupes tels que le CJTF, COVI/COVIS, et les groupes d'autodéfense, les termes suivants sont utilisés par souci de clarté et pour ne pas donner une idée fausse de la nature de l'implication individuelle dans les différents acteurs armés de la région :

- Ex-associés : ceux qui ont fait partie de Boko Haram, une faction apparentée, ou un groupe rebelle similaire.

- Ex-affiliés : ceux qui ont fait partie d'un groupe de sécurité volontaire, de milices ou d'acteurs de sécurité affiliés au gouvernement. La façon dont ces types de groupes armés non étatiques sont décrits est examinée ci-dessous.

Là encore, il ne s'agit pas de suggérer que ces individus constituent des catégories d'analyse fondamentalement différentes, mais plutôt de garantir une certaine clarté dans la lecture du rapport.

De même, il est difficile de décrire le sous-ensemble de groupes armés qui combattent les groupes rebelles ou insurgés en coordination, en soutien, ou dans le même but que les forces gouvernementales. Les publications précédentes du projet MEAC ont utilisé le terme d'organisations de sécurité volontaires (VSO), mais la collecte ultérieure de données suggère que souvent l'association avec ces groupes n'est pas entièrement volontaire, en particulier pour les jeunes. Le terme d'acteurs de la sécurité affiliés au gouvernement (“government-affiliated security actors”, abrégé GSA) permet d'éviter ce problème mais peut exagérer la mesure dans laquelle ces forces irrégulières sont alignées avec et affiliées à l'État. Le terme des acteurs de la sécurité communautaire décrit mieux ce sous-groupe et seront utilisés pour décrire des groupes tels que le CJTF, Yan Gora, le COVI/COVIS, et les autres milices telles que les Chasseurs et Charmeurs et ou les Shuwa, connus sous le nom de Kesh Kesh.

Pour éviter les lacunes quant à la compréhension de la réintégration, le travail de MEAC sur les trajectoires des ex-associés de groupes armés est contextualisé par rapport aux mesures des membres de la communauté non-associés des mêmes zones. La collecte fréquente des indicateurs à propos des progrès de la réintégration - en particulier lorsqu'elle est facilitée par la technologie - fournit des détails plus affinés sur la trajectoire d'un ex-combattant ou d'un individu anciennement associé hors du conflit armé.

Pour mesurer efficacement les progrès de la réintégration (ainsi que pour comprendre les voies par lesquels un individu rejoint un groupe armé), la méthodologie de MEAC adopte une approche holistique à deux égards. Premièrement, MEAC cherche à comprendre la trajectoire complète d'un individu, y compris la vie avant le conflit, les facteurs qui ont conduit à l'association, l'expérience dans le(s) groupe(s) armé(s), comment et pourquoi il en est sorti, et à quoi ressemble sa vie depuis. Deuxièmement, MEAC cherche à mesurer une série d'indicateurs relatifs à l'orientation et à la proximité d'une personne par rapport au conflit armé et aux acteurs du conflit (par exemple, le soutien opérationnel continu à un groupe armé, les normes relatives à la violence), ainsi qu'une série de conditions de soutien et de résultats qui sont censés soit contribuer à la réussite des transitions, soit être indicatifs d’une transition réussie (par exemple, avoir une source de revenus non liée à un groupe armé, avoir un solide réseau de soutien social de personnes non-associées à des groupes armés). Ces derniers comprennent des indicateurs du bien-être économique, du bien-être social, de la santé physique et mentale, de l'engagement

politique et civique, ainsi qu'une série de mesures de sûreté, de sécurité et d'accès aux services. L'approche de MEAC pour mesurer les progrès de la réintégration - et les replacer dans le contexte de la communauté - est le fruit de plusieurs années de recherche, de travail sur le terrain et d'un processus de consultation avec des praticiens, des décideurs, des donateurs et plus de 100 universitaires en sciences politiques, économie, sociologie, anthropologie, psychologie, neuroscience, criminologie, santé publique, communication et travail social.

Difficultés et limites

La recherche s'est déroulée dans un cadre marqué par un conflit actif et la situation sécuritaire dans les quatre pays où l'étude a été déployée était souvent précaire et fluctuante/dynamique. Les problèmes de sécurité ont influencé le déroulement de l'enquête et la décision de visiter certaines communautés. En outre, de nombreuses zones ciblées étaient isolées, notamment dans les îles du Tchad, ce qui rendait l'accès difficile sur le plan logistique. En plus d'une planification minutieuse, les équipes de recherche locales de chaque pays ont dû faire preuve de flexibilité. Plusieurs des communautés initialement ciblées pour la collecte de données n'avaient d'autres existence qu'un nom sur les cartes, car leurs habitants avaient fui pour des raisons de sécurité. En outre, les ex-associés sont très mobiles car ils recherchent de meilleurs moyens de subsistance et il était difficile de les identifier et d'y accéder dans certains endroits. Enfin, dans certains cas, il a été difficile d'obtenir le consentement des ex-associés des groupes armés et il a fallu beaucoup de discussions et de diplomatie avant de pouvoir commencer la collecte des données. C'était particulièrement le cas au Niger, où, outre les difficultés à identifier une population d'ex-associés mobile et dispersée, le fait de répondre à une enquête suscitait une certaine frustration. Un certain nombre d'ex-associés semblaient réticents à répondre à une enquête qui, selon eux, n'était pas susceptible d'entraîner un changement significatif de leurs difficiles conditions de vie. Il ressort clairement, dans les contextes où MEAC a déployé ses enquêtes, que la plupart des personnes interrogées n'avaient pas eu l'occasion de raconter l'histoire de leur association dans les groupes armés, et que beaucoup d'entre elles ont trouvé cela cathartique. Cependant, il y a toujours des inquiétudes quant au fait de trop en demander aux personnes interrogées, et l'impact que cela pourrait avoir sur les informations qu'elles partagent.

Composantes de la recherche

En 2021, le MEAC a accepté de s'appuyer sur son infrastructure de recherche au Nigeria et d'étendre son travail dans le reste de la région du bassin du lac Tchad. En collaboration avec la CBLT et ses partenaires gouvernementaux et de la société civile, ainsi qu'avec ses partenaires de mise en œuvre Mobukar Consultancy (Nigeria) et ISS (Tchad, Niger et Cameroun), le MEAC a mené plusieurs études qui alimentent ce rapport :

Au Tchad, au Niger et au Cameroun, le MEAC a réalisé une évaluation pré-programme qui comprenait :

- Une enquête auprès de 516 personnes ex-associés, ex-affiliés, et membres non-associés des communautés au Niger, à travers la région de Diffa (mars-avril 2022)

- Une enquête auprès de 998 personnes ex-associés, ex-affiliés, et membres non-associés des communautés, au Tchad, dans les régions du Lac et du Hadjer-Lamis (mars 2022)

- Une enquête auprès de 807 personnes ex-associés, ex-affiliés, et membres de la communauté non-associés, au Cameroun, à travers les régions de l'Extrême-Nord et du Nord (mars 2022)

Au Nigéria, une étude en profondeur, beaucoup plus importante, était en déjà cours avant la mise en place du partenariat avec la CBLT, de sorte que les enquêtes prévues ont été adaptées pour inclure les paramètres correspondants et que les enquêtes déjà administrées ont été utilisées pour étayer l'étude. L'étude du Nigéria comporte de nombreuses parties qui sont utilisées dans ce rapport :

- Une enquête téléphonique communautaire auprès de 2 963 personnes dans et autour de la zone métropolitaine de Maiduguri, Konduga et Jere (décembre 2020-mars 2021).

- Une enquête auprès de 275 chefs de communautés locales dans et autour de la ville métropolitaine de Maiduguri (MMC) et de Konduga, dans l'État de Borno (septembre 2020 - juin 2021).

- Une enquête de référence (“baseline survey”) de 3 273 personnes auprès d'ex-associés de groupes armés, dont Boko Haram, ISWAP et d’ex-affiliés de diverses formations de sécurité bénévoles (par exemple, CJTF, groupes d'autodéfense), et de membres non-associés des communautés environnantes ou d'accueil dans l'État de Borno (Maiduguri, Konduga et Jere). Les données présentées ici représentent l'enquête de référence jusqu'à début juin 2022. L'enquête de référence a commencé en mai 2021 et se poursuit au Nigeria en raison des récentes défections massives et de l'accès aux participants de Sulhu (mai 2021 - début juin 2022, mais en cours).

- Une enquête de mi-parcours (“midline survey”) en cours, qui comprend à ce jour 965 personnes interrogées, principalement dans l'État de Borno (bien que certaines aient depuis été déplacées dans d'autres États), composée essentiellement d'ex-associés et ex-affiliés de groupes armés et de ceux qui ont été jumelés avec eux dans le cadre de programmes de réintégration communautaires. Certaines de ces personnes « jumelées » semblent avoir été sélectionnées parce qu'elles étaient considérées comme vulnérables ; pour d'autres, il est moins clair si elles ont été choisies en fonction de certains critères ou simplement parce que leur participation contribuerait à faire en sorte que la communauté bénéficie également de tout programme de réintégration (janvier 2022 - début juin 2022, mais en cours).

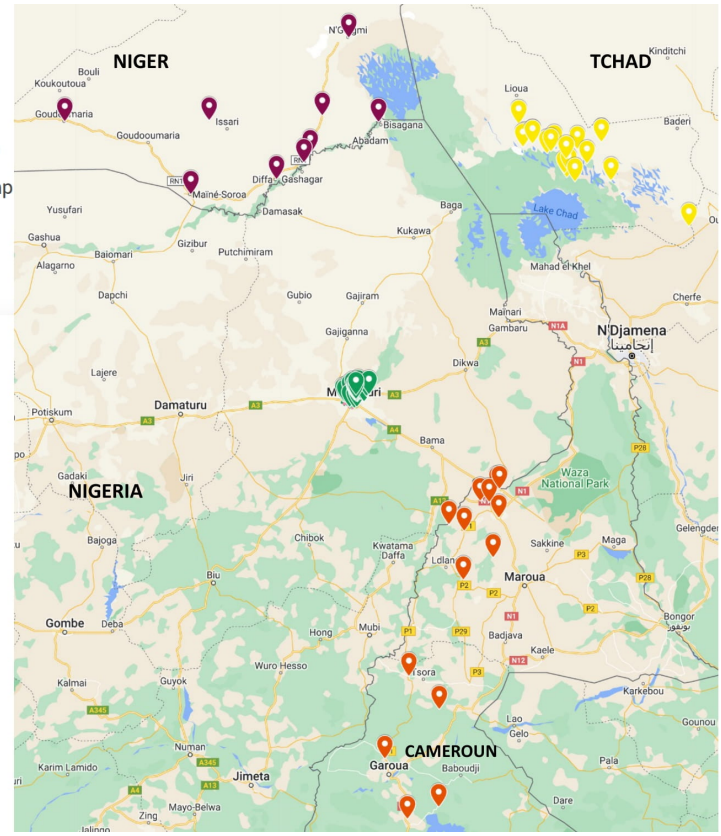
- Une enquête en cours sur l'enregistrement des centres qui, à ce jour, comprend 1 604 répondants situés dans les centres de transit de Bulumkutu et de Shokari à Maiduguri, dans l'État de Borno, ainsi que dans le camp Hajj. Il s'agit d'une courte enquête initiale visant à identifier les répondants pour les enquêtes de base, intermédiaire et finale. La

Baga Sola
Melea
Malloumari Kouss
Koulkimé
Yakoua
Kaya
Kaya
Kaya
Gomirom Doumou
Nahr
Ngalamia
Magar
Kindjiria
Kousseri
Layrom
Guitté
Medi Kouta
Ballom 1
Ballom 2

Goudoumaria
Kabelawa
Gueskerou
Maïné-Soroa
N'Guigmi
Diffa
Bosso
Kindjandi
Déwa Karguéri
Kolofata
Amchide
Modzogo
Moskota
Meri
Mora
Gancey
Limani
Gashiga
Ngong
Dourbey
Village Carrière
Touboro

Zamai
Mayo Oulo Rive
Gomari
Bulumkutu
Dala
Bolori I
Bolori II
Maisandari
Bakassi Camp IDP
Jiddari
Bale Galtimari
Gwange
Gwange II
Bulabulin
Hausari
Shehuri South
Shehuri North
Mafoni
Lamisula
Gamboru
Old Maiduguri

Mashamari
Maimusari
Gonikachallari
Farm Centre Camp
El Maskin IDP Camp
Muna Garage
Liminati
Ilyakubu Camp



collecte de données dans les centres a commencé en décembre 2020 et se poursuit pour inclure les répondants qui font partie des sorties massives en cours dans le Nord-Est (décembre 2020 - début juin 2022, en cours).

- Des études qualitatives comprenant 12 groupes de discussion portant sur ce que signifie « quitter » un groupe de sécurité volontaire et sur les trajectoires de sortie des femmes qui ont quitté Boko Haram dans l'État de Borno (mars 2022).

Les échantillons communautaires ont été conçus pour être représentatifs des zones d'où ils ont été tirés, dans le respect de certains paramètres de sécurité et d'éthique (par exemple, pas d'enfants de moins de 12 ans). Par exemple, dans les communautés ciblées par les enquêtes, les équipes d'enquêteurs ont choisi de manière aléatoire les ménages et, au sein de ceux-ci, les hommes, les femmes et les enfants à interroger. Les femmes et les filles ne sont interrogées que par des enquêtrices. Parfois, grâce à cette approche aléatoire, des ex-associés et des ex-affiliés de groupes armés (y compris des forces de sécurité volontaires comme le CJTF, COVI/COVIS et des groupes d'autodéfense) ont été identifiés dans l'échantillon communautaire. Cependant, la

plupart des individus ayant été associés à Boko Haram ou à l'une de ses factions ont été identifiés par le biais des centres où ils résident ou par des chefs communautaires qui ont participé à leur retour dans la communauté, ce qui a donné lieu à un échantillon de convenance.

Comme pour tous ses travaux, la méthodologie de MEAC s'appuie sur les standards les plus élevés en matière d'éthique de la recherche et sur les meilleures pratiques en matière d'entretiens et d'enquêtes auprès des populations vulnérables, afin de garantir que leur participation soit toujours volontaire et ne risque pas de les traumatiser à nouveau. En effet, les enquêtes de MEAC mesurent le niveau d'anxiété au début et à la fin des enquêtes pour s'assurer qu'elles ne causent pas de préjudice aux répondants. En outre, les répondants ont toujours la possibilité de refuser de répondre à une question.[1] Chaque étude de cas a été soumise à l'évaluation du comité d'éthique de UNU et a été approuvée par un panel de chercheurs internes et externes.

Contexte et histoire du conflit

L'émergence de Boko Haram sous la direction de Mohammed Yusuf

L'émergence du groupe Jama'atu Ahlis-Sunna Lidda'Awati Wal-Jihad (JAS), autrement connu sous le nom de Boko Haram, remonte à 2002 à Maiduguri, dans l'État de Borno, au Nigeria. Fondé par Mohammed Yusuf et axé sur la prédication contre la corruption des élites politiques et la perniciosité du mode de vie occidental, le groupe a progressivement glissé vers des actions violentes contre l'État nigérian et ses symboles. Boko Haram a profité de la situation de pauvreté généralisée et d'une présence peu marquée de l'État dans le bassin du lac Tchad pour attirer les populations dans ses rangs avec un discours mêlant religion, dénonciation de l'État et proposition d'un nouvel ordre. Après une série d'attaques contre des postes de police et des bâtiments gouvernementaux, les forces de sécurité nigérianes ont attaqué le quartier général du groupe, tuant notamment Yusuf et certains de ses partisans, en 2009.

Abubakar Shekau, consécration de l'option martiale et régionalisation

Abubakar Shekau, qui a pris la tête du mouvement après la mort de Yusuf, a consacré une approche de violence indiscriminée, ciblant les communautés, ainsi que les services de sécurité, et d'autres symboles de l'État comme les écoles. L'enlèvement par le groupe de 200 écolières à Chibok en avril 2014 a accru sa visibilité médiatique. À partir de 2014, le groupe a étendu ses actions au Cameroun, puis au Niger et au Tchad à partir de 2015, avec notamment des attaques au cœur de la capitale tchadienne.

Allégeance à l'État islamique et scission

En mars 2015, le groupe a prêté allégeance à l'État islamique, devenant son affilié officiel dans le bassin du lac Tchad. Cette allégeance a donné naissance à la province ISWAP. Cependant, des désaccords sur l'approche du djihad et la réticence de Shekau à ouvrir davantage la gestion

[1] Toutes les statistiques présentées ici sont subordonnées à la réponse à la question.

interne et l'organisation de Boko Haram à l'État islamique ont conduit sa direction centrale à nommer Abu Musab al-Barnawi à la tête de ISWAP, supplantant Shekau en août 2016. Shekau a protesté contre cette éviction, ce qui a conduit à l'éclatement du groupe en deux factions : Al Barnawi maintenu à la tête ISWAP tandis que Shekau a continué à diriger la faction connue sous JAS.[2]

La mort de Shekau

Après la mort de Shekau en mai 2021, des milliers de personnes ont quitté la forêt de Sambisa, où JAS était actif, et se sont rendues au gouvernement nigérian et camerounais. ISWAP est actuellement le groupe la faction la plus puissante du bassin du lac Tchad. Bien que leur taille ait été réduite, les partisans de Shekau continuent d'agir, sous la direction de Bakura Doro.

Malgré les indications selon lesquelles Boko Haram s'est divisé en différentes factions, cette distinction spécifique n'est pas toujours claire pour les répondants. Reconnaissant que les populations locales se réfèrent souvent au terme générique de Boko Haram - une tendance qui varie selon la géographie et l'interaction - les outils de MEAC ont été conçus pour capturer les réponses relatives à Boko Haram, à la faction Shekau et à la faction ISWAP afin de tenir compte des différences de connaissances et de visibilité parmi les répondants.

Les réponses à la crise

La réponse à la crise de Boko Haram a d'abord commencé au Nigeria et a été fortement militarisée. Le conflit s'étant régionalisé, les autres pays du bassin du lac Tchad se sont également impliqués. Rejoints par le Bénin, ils ont réactivé la Force Multinationale Mixte (FMM) en 2015 pour répondre collectivement à la crise en plus de leurs réponses nationales. Des acteurs communautaires organisés en comités de vigilance et en groupes d'autodéfense se sont également levés pour contribuer à la réponse en soutenant les forces de sécurité, de manière préventive ou carrément offensive, comme au Nigeria avec la CJTF, Yan Gora, et les Chasseurs et Charmeurs. Au Cameroun, au Tchad et au Niger, le CJTF se traduit par les COVI/COVIS.

Malgré les victoires militaires obtenues sur le terrain contre les factions de Boko Haram, le groupe et ses factions ont continué à semer la mort et la destruction dans la région du bassin du lac Tchad. En réponse à l'instabilité persistante, le Tchad, le Niger, le Cameroun et le Nigeria, par l'intermédiaire de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), soutenue par l'Union africaine (UA), ont élaboré la Stratégie régionale pour la stabilisation, le redressement et la résilience dans les zones touchées de la région du bassin du lac Tchad, proposant une réponse holistique à la crise qui va au-delà de l'armée.

Conséquences du conflit

Après 13 ans de conflit, les conséquences sont énormes. En effet, le conflit a déjà fait plus de 40 000 morts dans les quatre pays, le Nigeria étant le plus touché, suivi du Cameroun, du Niger et

[2] Il faut également noter qu'une autre scission a eu lieu en 2012, donnant naissance au groupe Ansaru. Ce groupe, en sommeil depuis une décennie, semble revenir sur le devant de la scène avec son allégeance à Al-Qaïda au Maghreb (AQMI) et ses actions sur le terrain, compliquant ainsi davantage la dynamique sécuritaire dans cette région.

du Tchad. L'ampleur des atrocités est telle que le Global Terrorism Index (GTI) de 2022, par exemple, place Boko Haram parmi les groupes terroristes les plus sanguinaires et le Nigeria parmi les 10 pays les plus touchés par le terrorisme dans le monde.[3] Sur le plan humanitaire, le conflit a déjà provoqué le déplacement de 2 800 000 personnes dans leur propre pays, 260 000 réfugiés, 11 000 000 de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire et plus de 4 000 000 de personnes en situation d'insécurité alimentaire.[4] Les crises humanitaires et sécuritaires simultanées ont été exacerbées par les effets du changement climatique et la pression croissante sur des ressources naturelles limitées, ainsi que par la pandémie de Covid-19.

Désengagement et désertion

Reconnaissant que la capacité continue de Boko Haram - et de ses factions - à recruter et à maintenir ses rangs permet au(x) groupe(s) de persister malgré les offensives à multiples facettes menées contre eux, l'un des principaux objectifs du RSS est de faciliter les sorties durables du(des) groupe(s). Cette importance a fait de la sélection, de la poursuite, de la démobilisation, de la réhabilitation et de la réintégration des personnes associées à Boko Haram l'un des piliers du RSS.

II. Aperçu démographique des répondants

Cette section décrit les caractéristiques démographiques des échantillons de répondants qui ont participé à la recherche et décrit les indicateurs suivants : sexe, âge, nationalité, ethnies, religion, éducation, vie familiale et taille des ménages, déplacement et association avec un groupe armé.

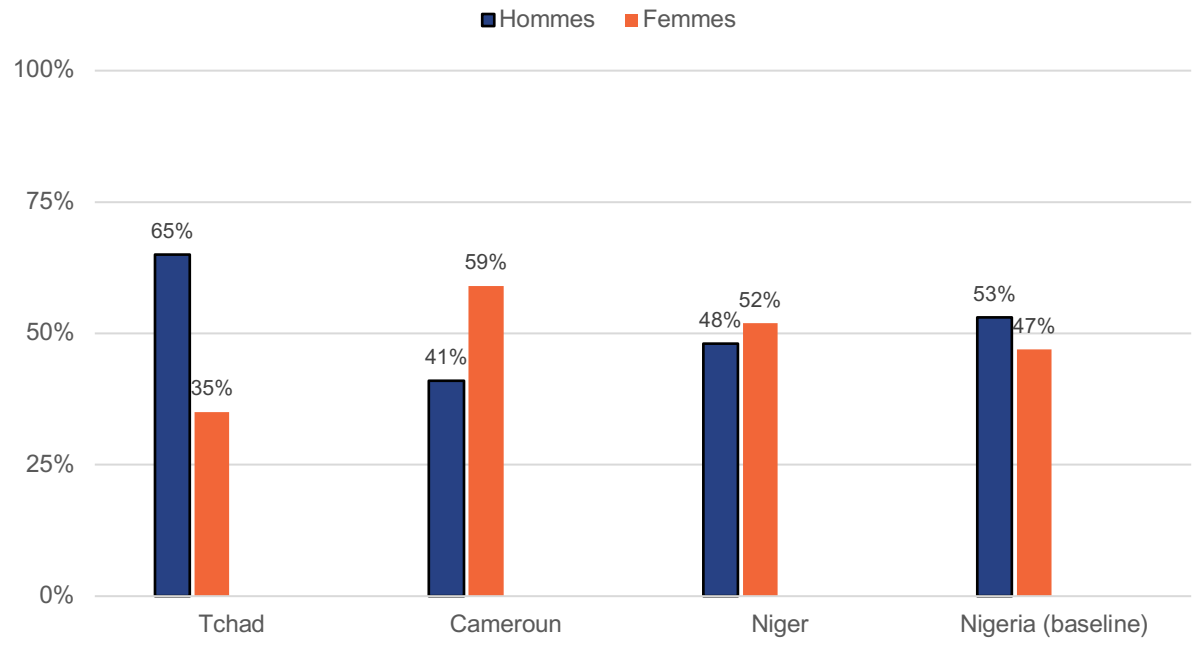
A. Sexe, âge, déplacement

Le genre : Les enquêtes communautaires aléatoires au Tchad, au Cameroun et au Nigeria ont été conçues de manière à garantir la parité des sexes dans les échantillons, mais cet objectif a été mieux atteint dans certains endroits que dans d'autres. Les disparités entre les sexes s'expliquent en partie par la partie de l'échantillon constituée d'ex-associés de groupes armés, qui n'est pas aléatoire, contrairement à l'échantillon des membres non-associés des communautés. Il a été plus difficile au Tchad et au Niger d'identifier les femmes et les filles ex-associées à interviewer. Dans les communautés, les barrières socioculturelles qui confinent les femmes à la maison et limitent leur capacité à s'engager avec des individus en dehors de leur foyer ont rendu difficile l'accès à celles-ci, malgré l'utilisation d'agents recenseurs féminins à cette fin. Au Tchad, les hommes et les garçons comptent pour 65 per cent des 998 répondants, et les

[3] Institute for Economics & Peace, *Global Terrorism Index 2022: Measuring the Impact of Terrorism* (Sydney: Institute for Economics & Peace, 2022).
[4] OCHA, "Lake Chad Basin: Humanitarian Snapshot", United Nations, 14 April 2022.

femmes et les filles pour 35 per cent. La représentation des femmes est plus élevée au Cameroun que dans les autres pays. Elles représentent 59 per cent des 807 répondants, tandis que les hommes représentent les 41 per cent restants. Le Niger présente également une représentation féminine légèrement supérieure, puisque les femmes représentent 52 per cent des 516 répondants, et les hommes 48 per cent. Dans l'enquête de base au Nigeria, les hommes et les garçons représentent 53 per cent des 3 273 répondants, et les femmes et les filles 47 per cent. Dans l'enquête de mi-parcours au Nigeria, les hommes et les garçons représentent 52 per cent des 965 répondants, et les femmes et les filles 48 per cent.[5]

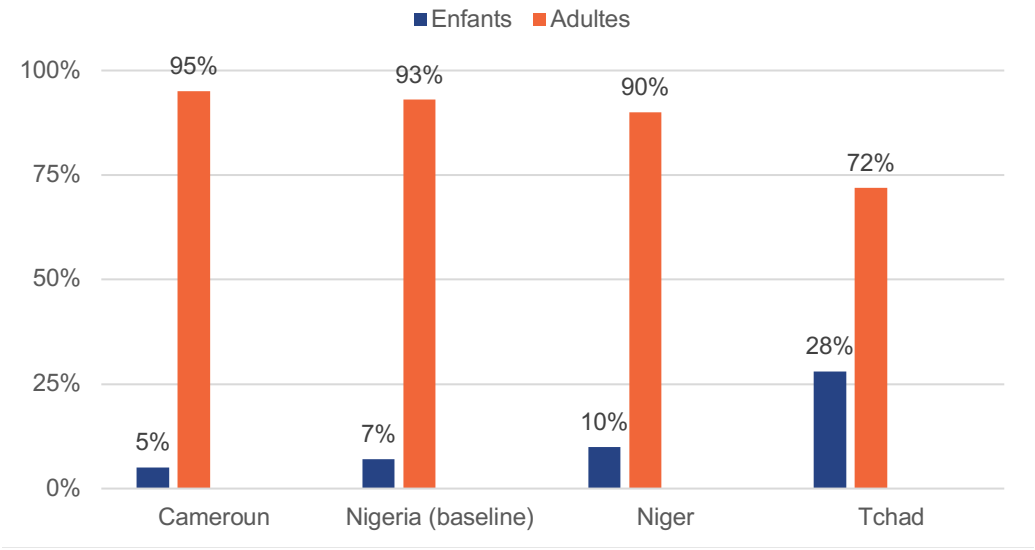
Graphique 1 – Répondants catégorisés par genre



Âge : Globalement, la majorité des répondants sont des adultes. Au Tchad, la majorité des répondants sont des adultes (72 per cent).[6] La plupart des enfants interrogés appartiennent à la tranche d'âge 15-17 ans. Au Cameroun, les adultes représentent 95 per cent des répondants.[7] Au Niger, les adultes représentent 90 per cent des répondants.[8] Au Nigeria, l'écrasante majorité des répondants sont des adultes (94 per cent d'adultes dans l'enquête de base, et 97 per cent dans l'enquête intermédiaire). En dépit de ces pourcentages élevés, la taille de l'échantillon dans l'enquête de base au Nigéria produit un sous-échantillon important d'enfants (près de 200), ce qui permet de comprendre les aspects uniques du recrutement et de l'utilisation des enfants par les groupes armés dans la région.

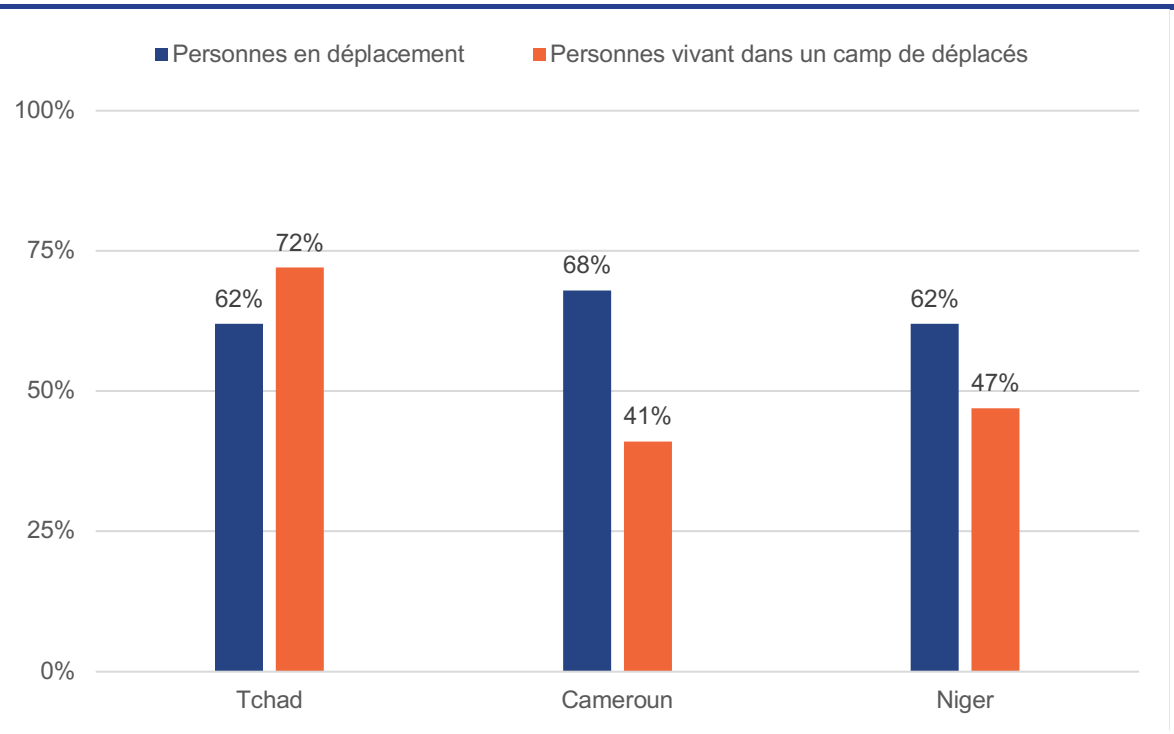
[5] Les pourcentages de répondants masculins et féminins varient entre la ligne de base et la ligne médiane. Tous les membres de l'échantillon du Nigeria recevront une enquête de base et une enquête finale. Cependant, seul un sous-ensemble de l'échantillon reçoit une enquête intermédiaire (les personnes anciennement associées ainsi que les membres de la communauté non-associés qui font partie des programmes de soutien à la réintégration communautaire), ce qui donne une composition légèrement différente de l'échantillon.
[6] 10 per cent entre 18 et 24 ans, et 20 à 21 per cent entre 25 et 34 ans et 35 et 44 ans.
[7] Parmi les adultes, un tiers des répondants ont entre 25 et 34 ans (35 per cent)
[8] La tranche d'âge la plus représentée est celle des 25-34 ans (29 per cent).

Graphique 2 – Répondants catégorisés par age

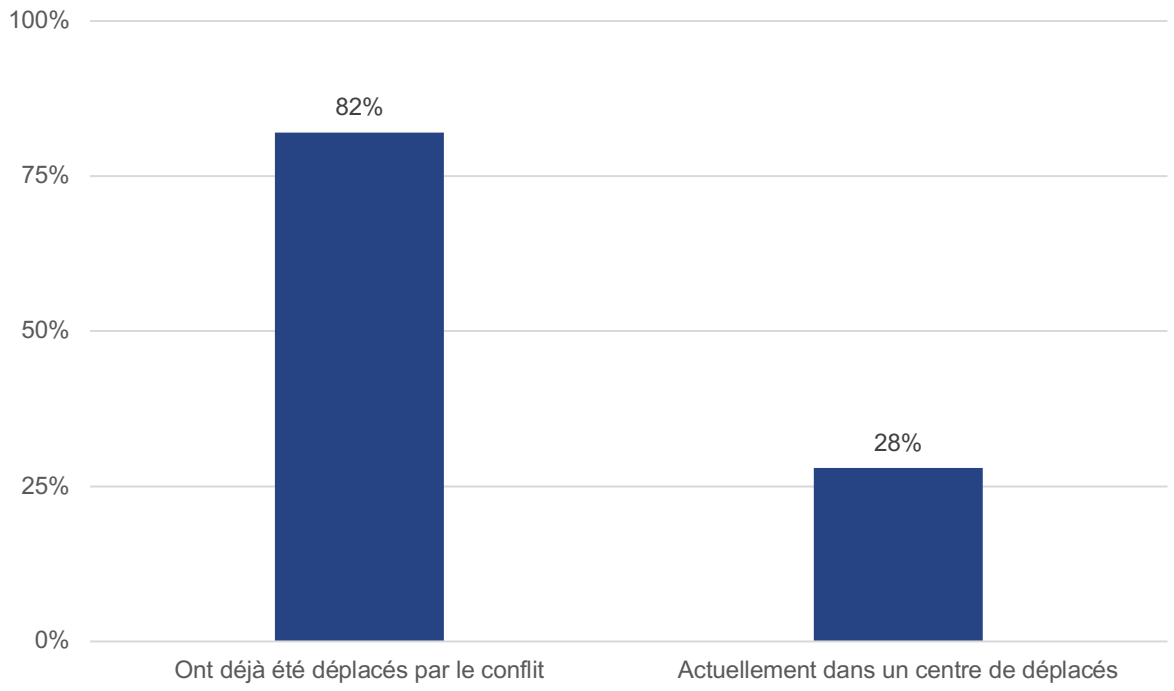


Déplacement : Les enquêtes au Tchad, au Niger, au Cameroun et au Nigeria ont été déployées dans des zones où les niveaux de déplacement sont élevés et dans des camps de personnes déplacées, notamment des camps de personnes déplacées comme Midi Kouta dans la province du Lac (Tchad), Zamay dans la région de l'Extrême-Nord (Cameroun), Dewa dans la région de Diffa (Niger) et plusieurs camps de personnes déplacées à Maiduguri dans l'État de Borno (Nigeria). En raison des lieux sélectionnés, la majorité des répondants ont déclaré être actuellement déplacés. Au Tchad, 62 per cent des répondants ont déclaré être actuellement déplacés, dont 72 per cent vivent actuellement dans un camp de déplacés internes. Au Cameroun, 68 per cent des répondants ont déclaré être actuellement déplacés, dont 41 per cent vivent actuellement dans un camp de déplacés internes. Au Niger, 62 per cent des personnes interrogées ont déclaré être déplacées, dont 47 per cent vivent dans un camp de déplacés internes. Dans l'enquête à mi-parcours au Nigeria, 82 per cent des personnes interrogées ont répondu par l'affirmative à la question de savoir si elles avaient déjà été déplacées par le conflit, et dans l'enquête de base, 28 per cent ont dit qu'elles vivent actuellement dans un camp de déplacés. Il convient de noter qu'au Niger, 70 per cent et au Cameroun 32 per cent des ex-associés interrogés résident toujours dans des centres de transit. En revanche, au Tchad, seuls 9 per cent des ex-associés résident actuellement dans des centres de transit. Cela indique que les ex-associés interrogés dans la région se trouvent souvent à des stades différents de leur parcours de réintégration, ce qui a des implications pour l'analyse de leurs réponses et le rapport de certains indicateurs RSS. Les échantillons pour chaque pays sont décrits plus en détail ci-dessous.

Graphique 3 – Répondants actuellement en situation de déplacement et/ou vivant actuellement dans un camp de déplacés (TChad, Cameroon, Niger)



Graphique 4 – Répondants actuellement en situation de déplacement et/ou vivant dans des camps de déplacés (Nigeria)



B. Chad

Nationalité, ethnie et religion : 99 per cent de ces 998 répondants sont tchadiens et 91 per cent sont du groupe Boudouma. La plupart des répondants sont musulmans (99 per cent), et 1 per cent sont chrétiens.

Éducation : Seuls 19 per cent des répondants ont déclaré avoir reçu une éducation formelle. En revanche, 72 per cent des répondants ont reçu une éducation religieuse.

Famille et taille des ménages : 71 per cent des répondants sont mariés, 25 per cent n'ont jamais été mariés et 4 per cent des répondants sont soit veufs soit divorcés. 72 per cent des répondants ont déclaré avoir des enfants. Ainsi, en ce qui concerne le mariage et la composition du ménage, les données montrent que l'écrasante majorité des adultes de plus de 18 ans sont mariés (93 per cent) et ont des enfants (95 per cent). Si l'on examine les données relatives aux enfants (12 -17 ans), 12 per cent des enfants ont indiqué être mariés et 9 per cent ont déclaré avoir eux-mêmes des enfants.

Association : 56 per cent des répondants interrogés au Tchad n'ont jamais été associés à un groupe armé (560 répondants), alors que 44 per cent ont fait partie d'un groupe armé à un moment donné (438 répondants).

- ➔ Les femmes et les filles représentent 36 per cent des ex-associés / ex-affiliés.
- ➔ Les hommes et les garçons représentent 63 per cent des ex-associés / ex-affiliés.

C. Cameroun

Nationalité, ethnie et religion : 98 per cent des 807 répondants sont de nationalité camerounaise. Les groupes les plus représentés sont les Kanuri (29 per cent), les Mafa (27 per cent) et les Mandara (19 per cent). Les répondants sont majoritairement musulmans (76 per cent), et 21 per cent sont chrétiens.

L'éducation : 40 per cent des répondants ont déclaré avoir reçu une éducation formelle, tandis que 77 per cent des répondants ont déclaré avoir reçu une éducation religieuse.

Famille et ménage : 70 per cent des répondants sont mariés, 16 per cent n'ont jamais été mariés et 14 per cent sont soit veufs soit divorcés. 80 per cent des répondants ont déclaré avoir des enfants. Ainsi, en ce qui concerne le mariage et la composition du ménage, les données montrent que l'écrasante majorité des adultes de plus de 18 ans sont mariés (73 per cent) et ont des enfants (83 per cent). Si l'on examine les données relatives aux enfants (12-17 ans), 30 per cent ont indiqué qu'ils étaient mariés et 17 per cent ont déclaré avoir eux-mêmes des enfants (il ne s'agit que de 5 personnes car le sous-échantillon d'enfants est assez petit ici).

Association : La représentativité des ex-associés et des membres de la communauté est équilibrée au Cameroun. 52 per cent des répondants sont ex-associés / ex-affiliés, et 48 per cent sont des membres non-associés de la communauté.

- ➔ Les femmes et les filles représentent 62 per cent des ex-associés / ex-affiliés.
- ➔ Les hommes et les garçons représentent 38 per cent des ex-associés / ex-affiliés.

D. Niger

Nationalité, ethnie et religion : 70 per cent des 516 répondants sont des ressortissants du Niger, et 30 per cent d'entre eux sont des ressortissants du Nigeria. Les tribus les plus représentées sont les Kanouri (64 per cent) et les Fulfulde (19 per cent). Tous les répondants sont musulmans (100 per cent).

L'éducation : Seuls 41 per cent des répondants ont reçu une éducation formelle, mais 92 per cent ont déclaré avoir reçu une éducation religieuse.

Famille et ménage : 67 per cent des répondants sont mariés, 26 per cent n'ont jamais été mariés et 7 per cent sont soit veufs soit divorcés. 69 per cent des répondants ont également déclaré avoir des enfants. Ainsi, en ce qui concerne le mariage et la composition du ménage, les données montrent que l'écrasante majorité des adultes de plus de 18 ans sont mariés (73 per cent) et ont des enfants (77 per cent). Si l'on examine les données relatives aux enfants (12-17 ans), 9 per

cent ont indiqué qu'ils étaient mariés et 7 per cent ont déclaré avoir eux-mêmes des enfants (mais il s'agit là encore d'un petit sous-échantillon).

Association : Il y a moins d'équilibre au Niger entre les ex-associés et les répondants non-associés : 79 per cent des répondants n'ont jamais été associés à un groupe armé, alors que 21 per cent ont fait partie d'un groupe armé à un moment donné. Comme expliqué dans la section méthodologie ci-dessus, la localisation et l'accès aux ex-associés se sont avérés particulièrement difficiles au Niger.

- ➔ Les femmes et les filles représentent 14 per cent des ex-associés / ex-affiliés.
- ➔ Les hommes et les garçons représentent 86 per cent des ex-associés / ex-affiliés.

E. Nigeria (enquête de base)

Nationalité, ethnie et religion : 99 per cent des 3 273 répondants sont des ressortissants du Nigeria. Les groupes les plus représentés sont les Kanouri (52 per cent) et les Haoussa (11 per cent). 95 per cent des répondants s'identifient comme musulmans, et 5 per cent comme chrétiens.

Éducation : 47 per cent des personnes interrogées ont déclaré avoir suivi une éducation formelle, et presque toutes les personnes interrogées (95 per cent) ont déclaré avoir reçu une éducation religieuse.

Famille et ménage : 63 per cent des répondants adultes sont mariés. 71 per cent des adultes interrogés ont des enfants. L'écrasante majorité des adultes de plus de 18 ans sont mariés et ont des enfants. Si l'on examine les données relatives aux enfants (12-17 ans), 5 enfants (2 per cent) ont indiqué qu'ils étaient mariés et 1 enfant a déclaré avoir lui-même des enfants.

Association : 63 per cent des personnes interrogées n'ont jamais été associées à un groupe armé, tandis que 37 per cent ont fait partie d'un groupe armé à un moment donné (1 216 personnes interrogées).

- ➔ Les femmes et les filles représentent 28 per cent des ex-associés / ex-affiliés.
- ➔ Les hommes et les garçons représentent 72 per cent des ex-associés / ex-affiliés.

La plupart des données concernant le Nigeria dans ce rapport proviennent de l'enquête de base, mais à l'occasion, des points de données provenant de l'enquête intermédiaire, de l'enquête auprès des leaders communautaires ou de l'enquête téléphonique communautaire sont utilisés. Les détails pertinents sur ces échantillons sont fournis dans les notes de bas de page ou dans le texte.

F. Échantillon de répondants ex-associés

Pour déterminer l'association avec des groupes armés, les répondants devaient répondre à la question suivante : « Boko Haram, faction Shekau (JAS), Al-Barnawi (ISWAP), Ansaru, le COVI(S), le CJTF, Yan Gora (non COVIS), Yan Gora (non CJTF), Zaraguina, Chasseurs et

Charmeurs, milices communautaires ».[9] Une partie de cette liste de noms de groupes armés était la même pour tous les pays, et une autre partie était spécifique à chaque pays. Par exemple, au Tchad, les ex-mouvements rebelles MDJT (Youssouf Togoimi) et MDD (Brahim Mallah Mahamat) ont été inclus.[10]

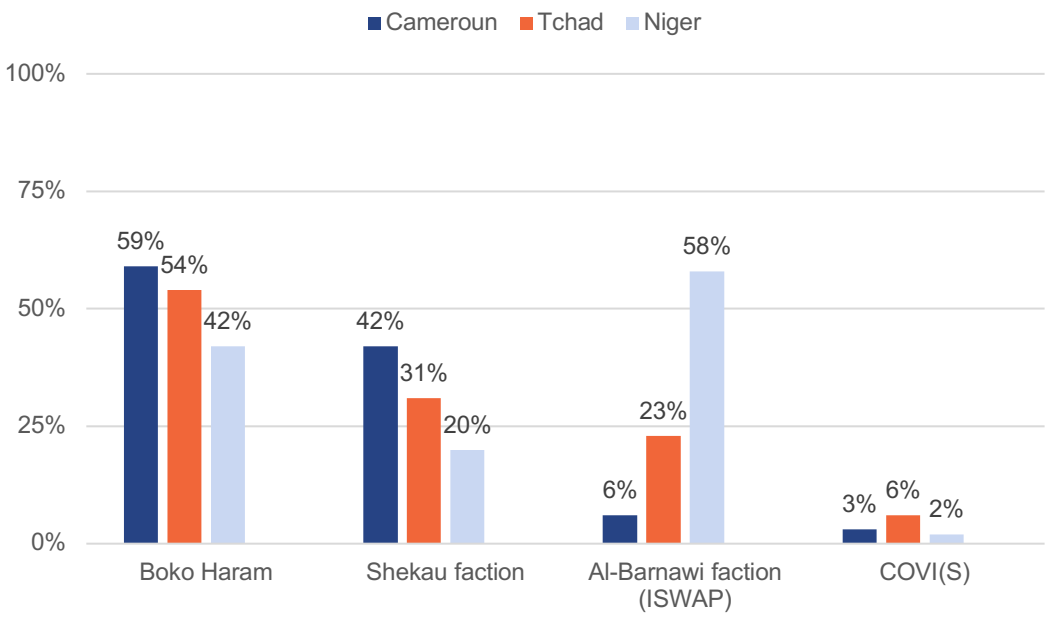
Parmi les ex-associés et ex-affiliés interrogés, la majorité étaient des ex-associés qui avaient fait partie de Boko Haram ou de l'une de ses factions. Cela n'est pas surprenant étant donné la méthode d'échantillonnage des ex-associés, qui s'est concentrée sur les centres de réhabilitation ou de transit pour ceux qui sortent du groupe. Un faible pourcentage d'ex-affiliés au Cameroun, au Tchad et au Niger ont déclaré être avec le COVI(S) (2-6 per cent selon les pays). Dans l'enquête de référence au Nigeria, 513 répondants (40 per cent des ex-associés) étaient avec Boko Haram (Jamā'at Ahl as-Sunnah et la faction Al-Barnawi), un plus grand nombre de répondants associés à des groupes d'autodéfense a été interrogé, y compris des ex-affiliés et affiliés du CJTF (363 répondants - 30 per cent), de Yan Gora (262 répondants - 22 per cent) et des Chasseurs et Charmeurs 12 per cent (140 répondants - 12 per cent).[11] Les chiffres ci-dessous montrent le pourcentage de répondants dans chaque pays qui ont admis être associés ou affiliés à des groupes armés, par groupe.

Graphique 5 – Ex-associés et ex-affiliés catégorisés en fonction de leur groupe armé (Tchad, Cameroun, Niger)

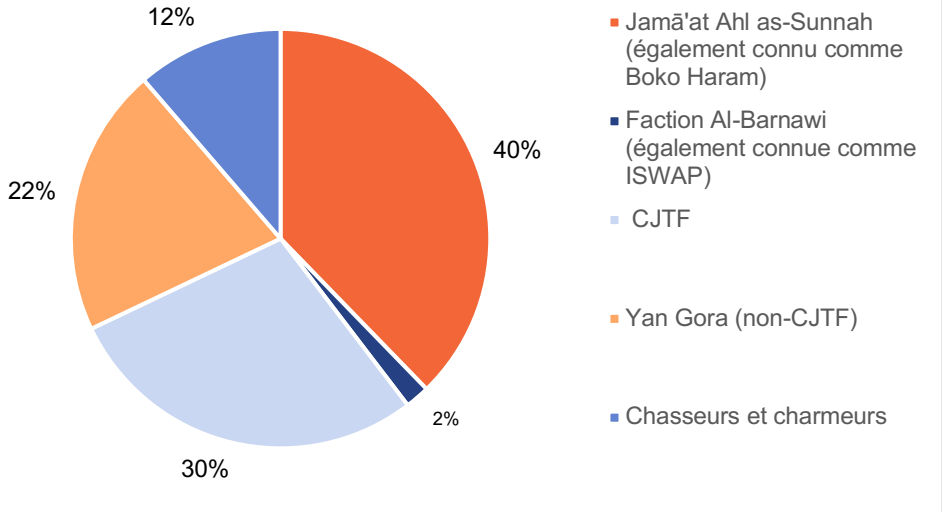
[9] Yan Gora est souvent considéré comme une version (moins formelle) du CJTF ou du COVI(S). Au niveau local, même parmi ceux qui font partie de ces groupes, il est parfois difficile de savoir si quelqu'un fait partie de Yan Gora ou du CJTF. Afin d'essayer de clarifier les choses pour les personnes interrogées, et de nuancer les résultats, nous avons ajouté « non-CJTF » aux traductions hausa et kanuri de Yan Gora au Nigeria, et « non COVI(S) » au Cameroun, au Tchad et au Niger.

[10] Étant donné l'éclatement de Boko Haram en différentes factions, et les changements dans les structures de direction du groupe, différentes options ont été incluses. Au Cameroun, au Tchad et au Niger, les répondants pouvaient choisir entre Boko Haram - le terme générique sous lequel le groupe continue d'être connu par beaucoup, la faction Shekau et la faction Al-Barnawi (également connue sous le nom de IWAP). Au Nigeria, les personnes interrogées devaient choisir entre Jamā'at Ahl as-Sunnah (également connu sous le nom de Boko Haram) et Jamā'at Ahl as-Sunnah.
La faction Al-Barnawi (également connue sous le nom ISWAP).

[11] Au Nigeria, les chasseurs et les charmeurs peuvent également être qualifiés de justiciers, mais ils ne sont pas toujours les mêmes. Au Nigeria, « les chasseurs sont armés et parcourent le territoire en traquant les animaux, tandis que les charmeurs sont considérés comme bénéficiant d'une protection spirituelle contre le mal physique, ce qui les place dans une position avantageuse pour affronter Boko Haram. » Dr Siobhan O'Neil, Sherif Mabrouk and Kato Van Broeckhoven, "Volunteer Security Outfits in North East Nigeria", *MEAC Findings Report* 5 (New York: United Nations University, 2021): 5.



Graphique 6 – Ex-associés et ex-affiliés catégorisés (Nigeria)



III. Potentiels facteurs d'association avec Boko Haram et ses factions

Le projet MEAC collecte des informations sur l'ensemble de la trajectoire des ex-associés et des ex-affiliés de groupes armés afin de comprendre leurs besoins et leurs progrès en matière de

réintégration, y compris des informations sur leur vie avant l'association, le temps passé dans le groupe, comment et pourquoi ils l'ont quitté, et leur bien-être actuel. Pour la période précédant l'implication dans le conflit (ou avant l'arrivée du conflit dans sa communauté).[12] MEAC pose des questions similaires sur le bien-être aux ex-associés, ex-affiliés, et aux répondants non-associés. Cela permet une comparaison unique des différences au sein de ces populations et peut fournir un aperçu limité des types de facteurs qui influencent l'implication dans les groupes armés dans la région. Cette section s'inspire également de la littérature sur la manière et les raisons pour lesquelles les gens « rejoignent » les groupes armés. Les données répondent aux théories et aux débats sur le rôle des facteurs économiques d'incitation et d'attraction, l'impact des réseaux sociaux dans la facilitation de l'association, et la relation entre la violence politique et d'autres types d'engagement politique et civique. Cette section compare le bien-être économique, l'engagement civique et politique, les réseaux de soutien social, ainsi que les liens familiaux avec les groupes armés, pour les ex-associés et les répondants non-associés dans la période précédant l'implication ou avant le conflit.

Pour évaluer l'impact des facteurs de pré-engagement sur l'association avec Boko Haram ou l'une de ses factions, un modèle de régression binomiale a été mis en place, pour mesurer l'importance de divers facteurs économiques, sociaux et politiques/civiques. Le modèle a également contrôlé les indicateurs d'âge, de sexe et l'enlèvement. En d'autres termes, ce ne sont pas les enlèvements qui conduisent aux conclusions suivantes. La section suivante présente les résultats statistiquement significatifs, c'est-à-dire les résultats pour lesquels il existe une confiance extrêmement élevée dans le fait que les résultats ne sont pas le fruit du hasard, mais qu'ils indiquent en fait une relation de causalité entre les indicateurs.

A. Facteurs économiques

Au Cameroun, au Niger, et au Nigeria, les mauvaises conditions économiques semblent avoir été une des raisons pour lesquelles les individus se sont associés à Boko Haram. En utilisant des indicateurs portant sur le revenu, les biens fonciers, l'épargne, l'or et la sécurité alimentaire avant l'association ou avant l'arrivée du conflit dans la communauté, un indice simple du bien-être économique a été créé, qui a classé les personnes interrogées en trois catégories : bien ou mauvais. L'analyse de régression a démontré qu'un bien-être économique médiocre augmentait la probabilité qu'un individu soit impliqué dans Boko Haram (ou l'une de ses factions) de 12 à 24 per cent (contrôler l'âge, le sexe et l'enlèvement).[13] Ce résultat serait cohérent avec les hypothèses selon lesquelles de nombreuses personnes se sont engagées dans Boko Haram et ses factions pour couvrir leurs besoins fondamentaux et/ou que Boko Haram cible les communautés particulièrement pauvres et en situation d'insécurité alimentaire. En effet, Boko Haram a habilement utilisé les conditions de vie désastreuses dans son discours de recrutement, en essayant d'attirer les jeunes en leur promettant de meilleures perspectives socio-économiques et des positions de pouvoir. Il convient de noter qu'une minorité non négligeable d'ex-associés ont déclaré s'être vu offrir « de l'argent » ou de la « nourriture » lorsqu'ils ont rejoint le mouvement

[12] Pour la majorité des personnes interrogées dans les trois pays, le conflit a atteint leurs communautés entre 2014 et 2016.
[13] En raison des différences dans la manière dont les questions ont été posées dans l'enquête de référence au Nigeria, il n'a pas été possible de contrôler l'enlèvement dans cette analyse, contrairement au Tchad, au Niger et au Cameroun.

(respectivement 32 per cent et 26 per cent au Tchad, 15 per cent et 10 per cent au Cameroun, et 26 per cent et 14 per cent au Niger - voir la graphique 12 de la section IV.A.2). La pauvreté et la crise humanitaire ont fait de l'association avec Boko Haram « une question de pain et de beurre ».[14]

En particulier, au Nigeria, le bien-être économique est corrélé à une probabilité plus élevée de 14 points de pourcentage de s'associer à Boko Haram ou à l'une de ses factions.[15] Bien que cette relation soit statistiquement significative, il y a eu des taux élevés de données manquantes au Nigéria, où les personnes interrogées ont refusé de répondre aux questions sur leur situation économique pendant la période de pré-association ou de pré-conflit. Dans de tels cas, il est toujours possible que les données manquantes reflètent un biais qui pourrait influencer cette association. Cette question nécessite un examen plus approfondi, et ce résultat doit être considéré avec prudence.

Bien que les difficultés économiques semblent être corrélées à l'association avec Boko Haram au moins au Cameroun et au Niger et potentiellement au Nigeria, ce n'est pas le seul facteur d'association. Cela dit, ce résultat a des implications potentielles pour les programmes de prévention. En particulier, il est nécessaire d'identifier les populations qui sont économiquement vulnérables et qui risquent davantage de s'associer à des acteurs armés, et de concevoir des interventions qui améliorent leurs perspectives économiques et leur résilience socio-économique.[16]

B. Facteurs d'engagement civique et politique

La question de savoir si les individus rejoignent des groupes armés (ou si de tels groupes apparaissent) en raison de la frustration qu'ils éprouvent face à l'échec des efforts déployés pour obtenir des changements politiques par le biais des canaux civiques et politiques existants fait l'objet d'un débat depuis longtemps. Pour explorer cette relation, l'enquête MEAC a mesuré une série d'engagements civiques et d'activités politiques dans la période précédant l'association ou le conflit (par exemple, grève, protestation, vote, bénévolat, candidature).

En général, au Nigeria, au Cameroun, au Tchad et au Niger, la majorité des ex-associés et des membres de la communauté n'ont pas déclaré s'être engagés dans une quelconque activité politique avant le conflit. Ce manque d'engagement peut être en partie dû au fait que la majorité des communautés touchées par le conflit et impliquées dans l'étude sont rurales, situées en marge des quatre pays du bassin du lac Tchad. Ces communautés sont en dehors des épicentres de l'activité politique. Si les individus des communautés rurales peuvent voter aux élections nationales, ils sont souvent instrumentalisés selon des critères ethniques ou religieux. Pour le reste, les communautés rurales sont largement exclues du débat politique national et parfois même local. De nombreux dirigeants traditionnels locaux accèdent à leur poste grâce à leur lignée

[14] Martin Ewi and Uyo Salifu, "Money Talks: A key reason youths join Boko Haram," *Institute for Security Studies Policy Brief* 98 (2017).
[15] Il n'a pas été possible de contrôler l'enlèvement dans l'analyse du Nigeria.
[16] Ibid.

héréditaire, et s'il existe des mécanismes de consultation traditionnels qui permettent de prendre en compte les opinions de la communauté, les activités d'engagement politique et civique au niveau local sont moins répandues que dans d'autres contextes. Les taux d'engagement politique des ex-associés ainsi que des membres de la communauté sont faibles, sauf pour les activités politiques classiques (par exemple, moins de 1 per cent pour chacune des différentes activités politiques, à l'exception du vote qui était d'environ 33-34 per cent au Tchad, au Cameroun et au Niger).[17]

En utilisant la même approche analytique que celle appliquée au bien-être économique ci-dessus, i.e., contrôler l'âge, le sexe et l'enlèvement, l'étude a révélé que la relation entre la participation politique et l'association à un groupe armé n'était pas statistiquement significative dans tous les pays, mais qu'elle était pertinente au Niger. Dans ce pays, l'analyse de régression a révélé que le fait d'être impliqué dans des activités politiques (par exemple, le vote ou le démarchage pour un parti politique) était associé à une probabilité moindre de s'impliquer dans Boko Haram. Les personnes impliquées dans des activités politiques avant le conflit avaient 13 points de pourcentage de moins de risque de s'associer à Boko Haram ou à l'une de ses factions que celles qui n'étaient pas impliquées dans de telles activités. Cela pourrait suggérer que les Niger ont été en mesure de poursuivre leurs objectifs politiques par des voies traditionnelles et légales, sapant ainsi l'attrait des messages des groupes armés sur l'obtention de changements sociaux par la violence.

L'examen de l'engagement social dans une série d'organisations et de groupes (par exemple, des associations religieuses, communautaires, syndicales, de jeunes, de femmes ou sportives) a donné un résultat similaire, mais uniquement au Tchad. Au Tchad, les personnes engagées dans des groupes sociaux - comme, mais pas seulement, une organisation de jeunesse ou un syndicat - avaient presque 12 points de pourcentage de moins de risque de s'impliquer dans Boko Haram. Cette tendance n'est pas statistiquement significative au Cameroun, au Niger ou au Nigeria. Pour le Tchad, cependant, il se peut que le fait d'avoir déjà une communauté partageant les mêmes idées et/ou un moyen de poursuivre des objectifs politiques et sociaux par des moyens légaux puisse rendre les perspectives de rejoindre des groupes comme Boko Haram moins attrayantes. Il se peut également qu'un tel engagement confère un facteur de protection, mais cela nécessite une étude plus approfondie.

C. Les réseaux sociaux de soutien et l'impact du lien familial

L'étude a également examiné l'impact des liens sociaux et de soutien d'une personne sur la probabilité d'une association avec Boko Haram ou l'une de ses factions. En utilisant une approche similaire, il est apparu clairement que la qualité des systèmes sociaux de soutien d'une personne - mesurée comme la proximité avec les amis et la famille et/ou le fait d'avoir un mentor - n'était

[17] Il existe une différence entre les ex-associés et les membres de la communauté concernant le vote. Au Tchad, 12 per cent des ex-associés votaient avant le conflit, contre 21 per cent des membres de la communauté qui n'ont jamais été associés à un groupe armé. Après le conflit, 14 per cent des ex-associés ont voté, contre 22 per cent des membres de la communauté. Au Cameroun, 13 per cent des ex-associés votaient avant le conflit, contre 20 per cent des membres de la communauté non-associés.

pas statistiquement significative pour prédire l'implication dans Boko Haram. Il y avait une exception.

Au Cameroun, les personnes interrogées qui avaient un mentor de confiance avant le conflit étaient *moins susceptibles* de finir par être associées à Boko Haram que celles qui n'avaient pas une telle personne dans leur vie. Les personnes qui ont déclaré avoir quelqu'un « ...qui vous a écouté et vous a donné des conseils ou vous a aidé à faire des plans pour l'avenir... » étaient de 18 points de pourcentage moins susceptibles d'être associées à Boko Haram ou à l'une de ses factions. Ces résultats confortent l'idée que des réseaux sociaux solides représentent un facteur de protection contre l'affiliation à Boko Haram. Cependant, il est également important de souligner que Boko Haram et ses factions ont utilisé les liens sociaux pour atteindre les communautés.

Au Nigéria, les résultats ont indiqué que la qualité des relations familiales a un effet significatif sur la probabilité d'association avec Boko Haram. Avoir une mauvaise relation avec votre famille avant le conflit était associé à une probabilité plus élevée d'implication dans Boko Haram ou l'une de ses factions (environ 40 points de pourcentage). Cette découverte suggère que des relations familiales positives pourraient servir de facteur de protection contre le recrutement par Boko Haram.

Pour beaucoup, cependant, les parents, les proches, les pairs et/ou les mentors facilitent ou, dans certains cas, encouragent même l'engagement dans Boko Haram. Il est courant, en particulier pour les femmes et les enfants, de s'associer au groupe ou à ses factions non pas de leur plein gré, mais par le biais de relations personnelles et familiales, dont la répartition du pouvoir est souvent inégale (par exemple, les femmes s'associent par l'intermédiaire de leur mari, les enfants par l'intermédiaire de leurs parents). Ce point est abordé plus loin.

À cet égard, l'implication de la famille dans le groupe était un prédicteur important de l'association au Cameroun et au Niger. Au Cameroun, les personnes dont les parents étaient associés à Boko Haram avaient une probabilité élevée (16 points de pourcentage) de s'associer au groupe ou à l'une de ses factions que celles dont les parents n'étaient pas associés. L'impact apparent de l'implication de la famille sur le recrutement est considérablement élevé. Au Niger, les personnes interrogées dont la famille était impliquée dans Boko Haram ou l'une de ses factions avaient 9 points de pourcentage de plus de risque de s'associer au groupe ou à ses factions. Au Nigéria, où il n'a pas été possible d'isoler l'impact de l'association familiale de la même manière, il est révélateur que parmi les personnes interrogées dont l'un de leurs parents a déjà été associé à Boko Haram (ou à ses factions), 83 % étaient également associés à Boko Haram (ou ses factions). Des statistiques sommaires renforcent la forte influence d'avoir des parents affiliés sur le recrutement d'enfants et l'association avec des groupes armés. Parmi les répondants qui se sont associés à Boko Haram, ceux dont les parents étaient impliqués étaient beaucoup plus susceptibles de s'impliquer dans le groupe lorsqu'ils étaient enfants (40 % contre seulement 14 % des répondants qui n'avaient pas de parents associés). Il convient de noter qu'un constat similaire a été noté pour les acteurs de la sécurité communautaire - avec un écart de taille similaire. La force de la relation entre l'implication de la famille et l'association à un groupe armé représente probablement des cas l'encouragement par - ou l'incitation à suivre - un membre de

la famille estimé qui était associé à Boko Haram, ce qui peut compliquer l'application de ce résultat à la planification des interventions de prévention.

D. L'influence du changement climatique

Le changement climatique est un autre domaine qui fait l'objet d'une attention accrue en vue de son potentiel de d'exacerbation des conflits. Étant donné que les pays de la région du bassin du lac Tchad sont très concernés par le changement climatique et que des groupes armés profitent déjà de la concurrence pour les ressources affectées par le changement climatique, [18] le projet MEAC a cherché à mieux comprendre les liens éventuels entre le conflit lié à Boko Haram et le changement climatique.[19] Dans chaque pays, il a été demandé aux personnes interrogées si elles avaient observé des changements liés au climat : changements de température, de précipitations, catastrophes naturelles et/ou changement du lac Tchad et des terres cultivables qui l'entourent. Il leur a ensuite été demandé s'ils avaient déjà éprouvé - ou entendu parler de quelqu'un qui avait éprouvé - des difficultés à vivre de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche en raison de changements liés au climat : changements de la température moyenne, changements de la pluviométrie moyenne, catastrophes naturelles et changements du lac ou des terres cultivables.

Les expériences du changement climatique varient selon les pays autour du lac Tchad, en partie en raison des lieux où MEAC a déployé ses enquêtes. Comme illustré dans le graphique 7, au Tchad- où la plupart des localités étudiées se trouvaient à proximité du lac- les variations du niveau des eaux du lac sont fortement signalés (par 52 % des répondants). En revanche, les localités visitées dans le Nord et l'Extrême-Nord du Cameroun étaient relativement éloignées du lac.et les variations du niveau des eaux, ont été peu notés par les répondants (seulement 6 %).

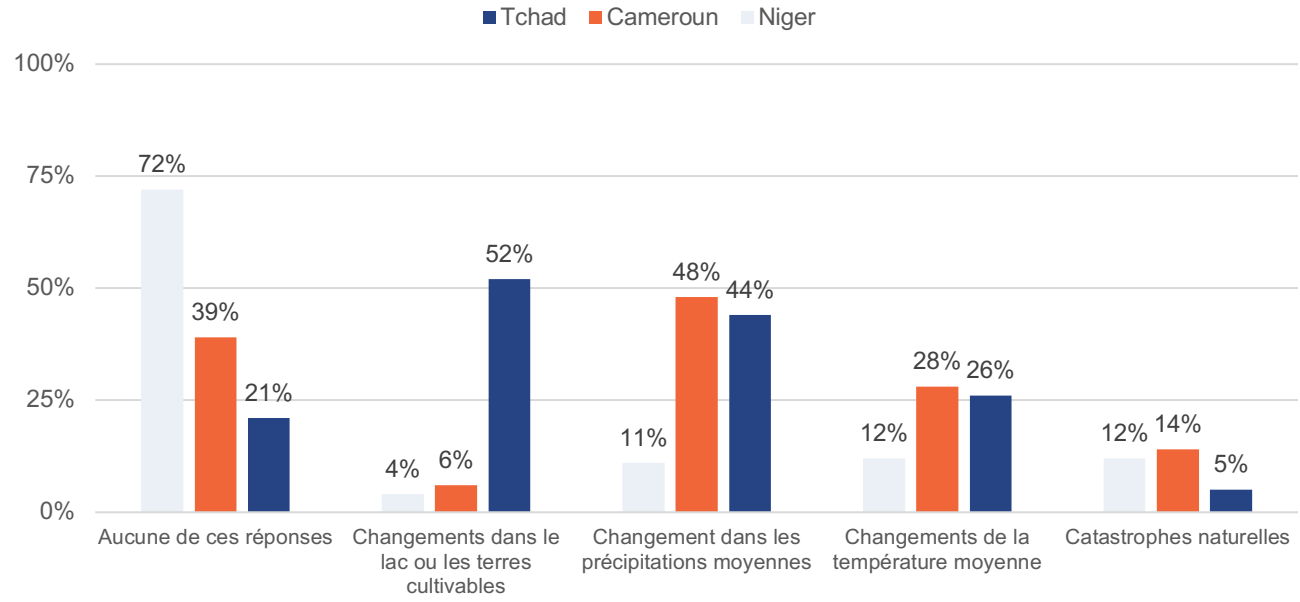
Au-delà de la simple reconnaissance des changements, les personnes interrogées dans la région ont déclaré connaître des personnes (y compris elles-mêmes) dont les moyens de subsistance ont été affectés par le changement climatique. La question suivante a été posée aussi bien aux membres non-associés des communautés qu'aux ex-associés au Tchad, au Cameroun et au Niger : « Avant l'arrivée du conflit de Boko Haram dans votre communauté, d'après ce que vous avez entendu, est-ce que vous ou quelqu'un que vous connaissez avez eu des difficultés à vivre de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche à cause de l'un des éléments suivants ? » Des difficultés liées au climat pour l'agriculture, l'élevage ou la pêche ont été vécues et/ou observées par la majorité des répondants au Cameroun et au Tchad. Au Tchad, la variation du niveau des eaux a eu un impact sur la disponibilité de terres cultivables - et a donc accentué les pressions exercées sur celles-ci - et a contribué aux déplacements, ce qui a eu un impact considérable sur la vie de nombreuses personnes. En revanche, moins de difficultés liées au climat ont été

[18] Jessica Caus, "Climate-driven Recruitment into Armed Groups in Nigeria," *MEAC Findings Report* 1 (New York: United Nations University, 2021).

[19] Les questions sur les effets du changement climatique ont été rendues aussi pratiques et accessibles que possible. Les questions initiales portaient sur des phénomènes tels que les changements dans les niveaux de précipitations qui étaient à la fois objectivement documentés dans la région et facilement observables par les populations locales qui dépendent fortement de l'agriculture pour leur subsistance ou leur survie. Tous les efforts ont été faits pour s'assurer que la formulation dans chacune des six langues utilisées dans la région soit simple. Cela dit, il s'agit d'un nouveau domaine de recherche et il n'y a pas de consensus sur la meilleure façon de répondre aux questions sur le changement climatique et ses effets. C'est un sujet que le projet continuera d'examiner à l'avenir.

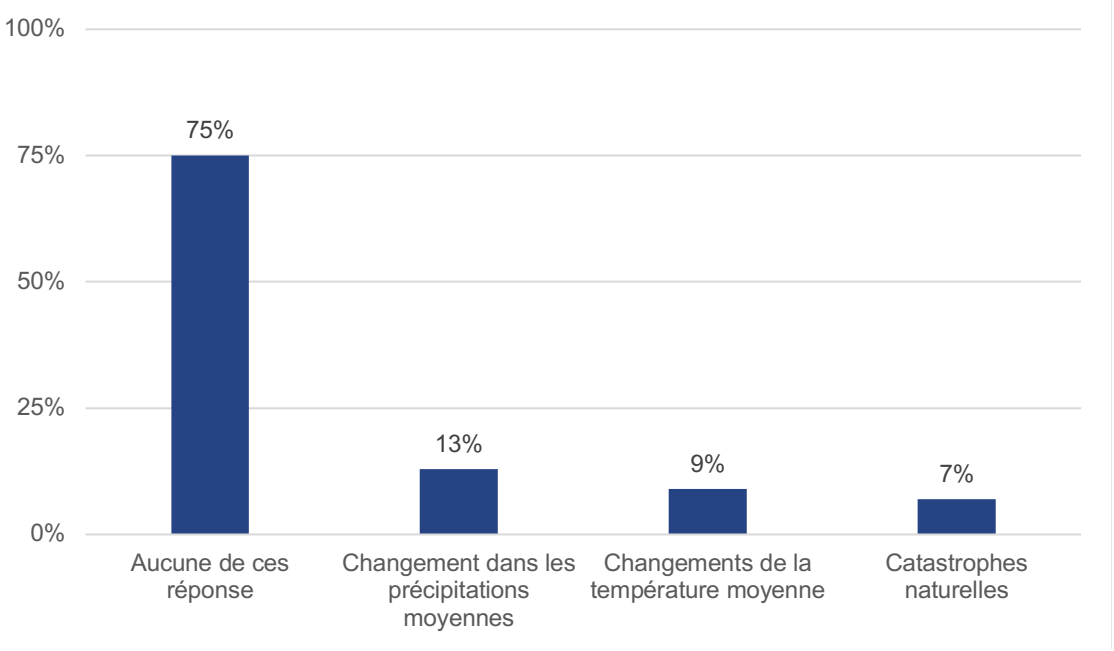
signalées au Niger, où 28 per cent des personnes interrogées ont déclaré qu'elles avaient elles-mêmes rencontré, ou connaissaient quelqu'un qui avait rencontré, au moins l'un de ces quatre changements liés au climat. La plupart des localités visitées au Niger n'étaient pas autour du lac ou à proximité de l'eau. Au Nigeria,[20] 25 per cent des membres de la communauté non-associés à l'enquête de base ont déclaré qu'eux-mêmes ou quelqu'un qu'ils connaissaient avaient subi des changements climatiques entraînant des difficultés dans l'agriculture, l'élevage ou la pêche. Parmi eux, 9 per cent ont signalé des changements dans la température moyenne, 13 per cent ont signalé des changements dans les précipitations moyennes et 7 per cent ont signalé une augmentation des catastrophes naturelles.[21]

Graphique 7 – Difficultés pour l'agriculture, l'élevage ou la pêche, liées aux changements induits par le climat (Tchad, Cameroun, Niger)



Graphique 8 – Difficultés pour l'agriculture, l'élevage ou la pêche, liées aux changements induits par le climat (Nigeria - baseline survey)

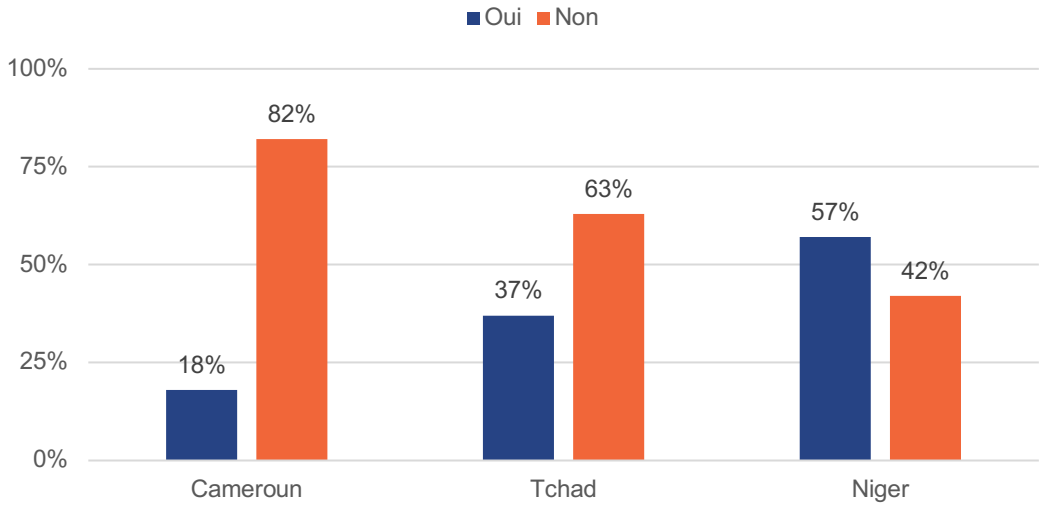
[20] Contrairement au Tchad, au Cameroun et au Niger, les répondants du Nigeria n'ont pas été interrogés sur les changements survenus dans le lac ou les terres cultivables.
[21] Les répondants pouvaient choisir plusieurs réponses pour cette question.



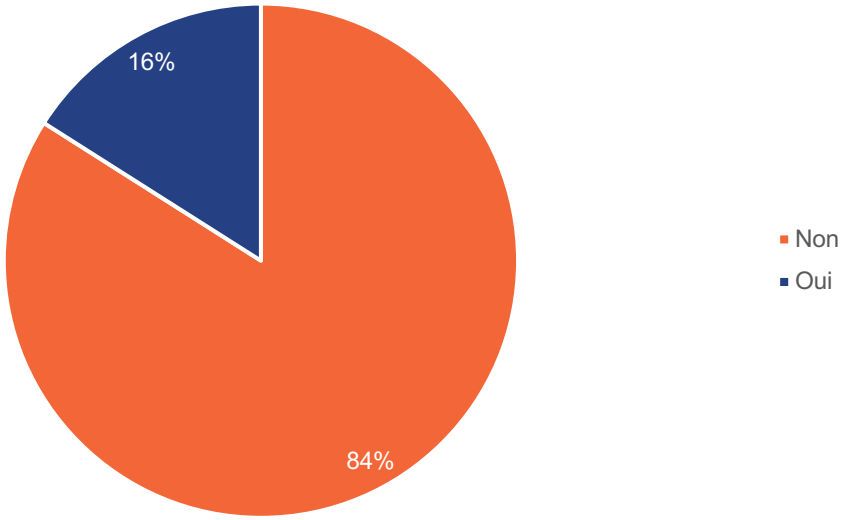
Il est intéressant de noter que les membres non-associés des communautés des quatre pays connaissaient des personnes qui avaient rejoint Boko Haram en raison des difficultés à gagner leur vie en lien avec le climat. Parmi les personnes qui ont déclaré qu'elles ou quelqu'un qu'elles connaissaient avaient été confrontées à des changements climatiques entraînant des difficultés dans l'agriculture, l'élevage ou la pêche, 16 per cent des personnes interrogées au Nigeria connaissaient quelqu'un qui avait rejoint Boko Haram à cause de ces difficultés[22], ainsi que 18 per cent au Cameroun, 37 per cent au Tchad et 57 per cent au Niger.

Graphique 9 – Connaissez-vous quelqu'un qui a rejoint Boko Haram à cause de ces difficultés? (Tchad, Cameroun, Niger)

[22] Dans l'enquête de base au Nigeria, cette question n'a été posée qu'aux répondants non-associés, c'est pourquoi les résultats sont présentés séparément dans la graphique 10. Les ex-répondants associés reçoivent cette question dans l'enquête de mi-parcours actuellement en cours. Parmi les ex-associés qui ont connu - ou connaissaient quelqu'un qui a connu - des difficultés liées au changement climatique dans l'agriculture, l'élevage ou la pêche (41 per cent), 17 per cent ont déclaré connaître quelqu'un qui a rejoint Boko Haram pour cette raison, et 20 per cent ont déclaré connaître quelqu'un qui a rejoint le CJTF ou un autre groupe similaire pour ces raisons. Ces pourcentages pourraient changer au fur et à mesure que la collecte de données à mi-parcours se poursuit.



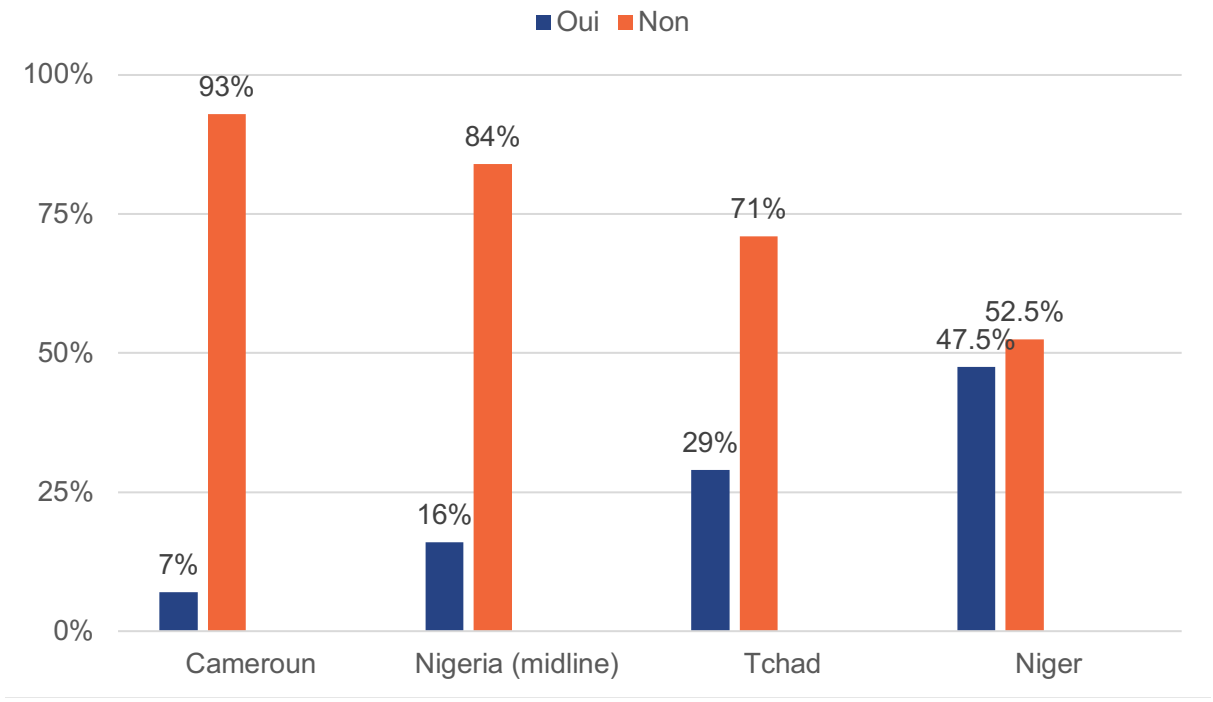
Graphique 10 – Connaissez-vous quelqu'un qui a rejoint Jamā'at Ahl as-Sunnah (aussi connu comme Boko Haram) ou un autre groupe de ce type à cause de ces difficultés? (Nigeria)



On a demandé directement aux ex-associés et ex-affiliés qui ont fait état de difficultés liées au changement climatique si ces difficultés faisaient partie des raisons pour lesquelles ils s'étaient engagés dans un groupe armé (qu'il s'agisse de Boko Haram ou d'autres types de groupes armés tels que CJTF, COVI/COVIS). Alors que seule une petite minorité au Cameroun (7 per cent) a déclaré que les difficultés de subsistance liées au climat faisaient partie des raisons pour lesquelles ils s'étaient engagés dans Boko Haram, ces chiffres étaient beaucoup plus élevés au Tchad (29 per cent) et au Niger (53 per cent). Dans l'enquête à mi-parcours au Nigeria (midline survey), parmi ceux qui ont déclaré des difficultés liées au changement climatique, 13 per cent

des ex-associés de Boko Haram et 18 per cent des ex-affiliés du CJTF, de Yan Gora et de groupes d'autodéfense similaires ont déclaré que ces difficultés faisaient partie des raisons pour lesquelles ils s'étaient engagés dans ces groupes.[23]

Graphique 11 – Ces difficultés faisaient-elles parties des raisons pour lesquelles vous avez rejoins le groupe?



Les difficultés de subsistance liées au changement climatique semblent influencer l'association à un groupe armé, mais comme pour les autres facteurs abordés dans cette section (par exemple, le bien-être économique, l'engagement politique et social, et les réseaux sociaux), il est peu probable qu'ils soient le seul ou même le principal déclencheur de l'implication dans un conflit. En effet, l'implication dans un conflit - comme l'ont fait valoir des travaux antérieurs[24] - est censée résulter de causes multiples, et les parcours des individus vers les groupes armés peuvent être uniques, même si des facteurs sociétaux et communautaires similaires les influencent. Cela étant dit, les résultats concernant les modèles de recrutement liés au changement climatique sont uniques et importants.

L'étude MEAC a mis en évidence un lien direct potentiel entre le changement climatique et le recrutement des groupes armés. Ces résultats ont des implications importantes en termes de politique et de programmation pour le bassin du lac Tchad. Tout d'abord, une grande partie de la population de la région est fortement dépendante de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche pour

[23] Ces pourcentages pourraient changer au fur et à mesure que la collecte des données de l'enquête intermédiaire au Nigeria se poursuit.
[24] Siobhan O'Neil and Kato Van Broeckhoven, eds., *Cradled by Conflict: Child Involvement with Armed Groups in Contemporary Conflict* (New York: United Nations University, 2018).

ses moyens d'existence ou sa subsistance. En tant que telle, la population est vulnérable aux changements et aux chocs climatiques et il y a de réelles inquiétudes quant au fait que les groupes armés tirent profit de ces vulnérabilités. Il a déjà été signalé que les tensions entre les éleveurs et les agriculteurs - que l'on pense exacerbées par la désertification - ont été de plus en plus instrumentalisées par Boko Haram et d'autres acteurs armés, pour créer des alliances sécuritaires et mobiliser les communautés à leur cause dans le nord-ouest du Nigeria et plus loin dans le Sahel.[25] Les groupes armés pourraient cibler les communautés dont la viabilité économique a été affectée par le changement climatique pour les recruter ou pourraient profiter passivement de l'augmentation des rangs que de tels changements climatiques et événements météorologiques extrêmes peuvent contribuer à créer. Deuxièmement, il est clair que les efforts de programmation de la prévention et de la réintégration doivent être adaptés au climat. En pratique, cela pourrait signifier que les activités de formation aux moyens de subsistance ou aux compétences entreprises dans le cadre d'un programme de réintégration pourraient se concentrer sur les alternatives économiques ou les pratiques agricoles alternatives qui sont moins vulnérables aux facteurs environnementaux afin d'assurer la résilience aux changements et événements climatiques futurs. Plus précisément, la formation aux moyens de subsistance agricoles pourrait être axée sur des pratiques agricoles durables et adaptées au climat.

IV. Implication avec Boko Haram et ses factions

L'étude du MEAC fournit un aperçu unique de la vie au sein des groupes armés dans la région, en particulier de Boko Haram et de ses deux principales factions. Cette section donne un aperçu de l'échantillon d'ex-associés dans chaque pays et examine les parcours individuels dans les rangs des groupes armés, les expériences de conflit des répondants, et comment et pourquoi ils se sont finalement séparés de leur groupe armé.

A. Entrée dans le groupe

Cette sous-section donne un aperçu de la manière et des raisons pour lesquelles les ex-associés sont entrés dans Boko Haram ou l'une de ses factions, ainsi que de leur âge au moment de leur première association.

1. Âge d'entrée dans le groupe

Sans surprise, un grand nombre des ex-associés interrogés dans la région du bassin du lac Tchad ont été associés pour la première fois alors qu'ils étaient jeunes, et souvent enfants. Dans l'ensemble, 45 per cent des ex-associés interrogés au Tchad, au Cameroun et au Niger ont rejoint

[25] International Crisis Group, "Violence in Nigeria's North West: Rolling Back the Mayhem," *Africa Report* 288 (2020).

un groupe armé pour la première fois alors qu'ils étaient mineurs.[26] Dans ces trois pays, 18 per cent des ex--associés interrogés avaient moins de 12 ans lorsqu'ils ont été impliqués pour la première fois, et 23 per cent avaient entre 12 et 17 ans. Au Nigeria, 32 per cent des ex-associés interrogés dans le cadre de l'enquête de référence ont été impliqués pour la première fois dans Boko Haram ou ses factions lorsqu'ils étaient enfants. Dans l'ensemble, les taux élevés d'implication des enfants peuvent être liés aux enlèvements, ainsi qu'aux enfants qui ont suivi des parents ayant rejoint le groupe.

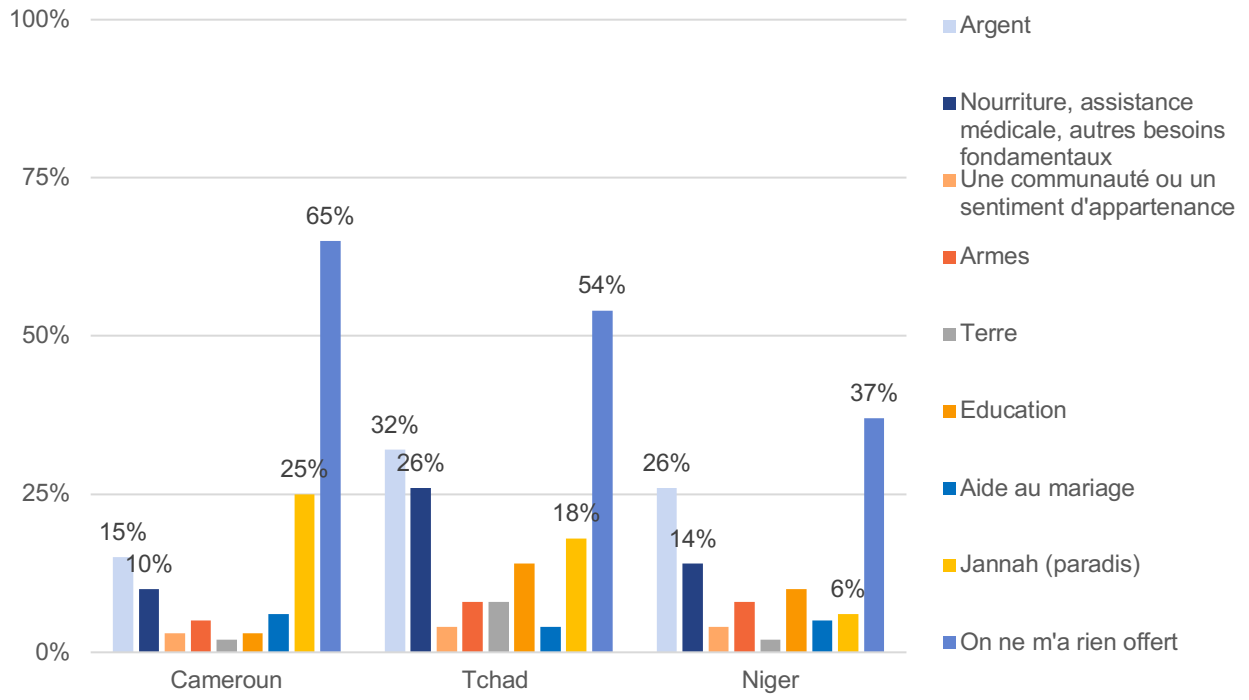
2. Rémunération et incitations à rejoindre le groupe

Les incitations que les groupes armés offrent aux recrues potentielles font l'objet d'un débat public considérable. Les données recueillies dans la région suggèrent que la plupart des gens n'ont rien reçu pour rejoindre Boko Haram et ses factions au Tchad et au Cameroun (54 per cent et 65 per cent des ex-associés interrogés ont déclaré qu'on ne leur avait rien promis).[27] Cela est encore plus frappant au Nigeria, où 79 per cent des ex-associés de Boko Haram ont déclaré qu'on ne leur avait rien promis lorsqu'ils ont rejoint le groupe. Au Niger, en revanche, seuls 37 per cent ont déclaré qu'on ne leur avait rien promis, ce qui, étant donné la prévalence de l'affiliation à ISWAP dans ce sous-échantillon, pourrait suggérer que le groupe recrute différemment de l'autre faction de Boko Haram.

Parmi les ex-associés au Tchad, à qui quelque chose avait été promis, 32 per cent ont mentionné de l'argent, 26 per cent de la nourriture, une assistance médicale et d'autres besoins de base, 18 per cent Jannah ou le paradis et 14 per cent l'éducation. Au Cameroun, les ex-associés à qui une certaine forme de compensation avait été promise font surtout état de Jannah (25 per cent) ; d'argent (15 per cent) ; et de nourriture, d'assistance médicale ou d'autres besoins de base (10 per cent). Au Niger, les ex-associés à qui une certaine forme de compensation avait été promise font surtout état d'argent (26 per cent), de nourriture, d'assistance médicale ou d'autres besoins fondamentaux (14 per cent) et d'éducation (10 per cent). Jannah n'est pas aussi présente dans les promesses de recrutement au Niger, mais « quelque chose d'autre » a été choisi par 24 per cent des ex-associés, ce qui pourrait indiquer une différence avec le message de ISWAP, bien que cela nécessite une étude plus approfondie. Dans chaque pays, un petit pourcentage a déclaré s'être vu promettre des armes (5-8 per cent) et/ou une aide au mariage (4-6 per cent).

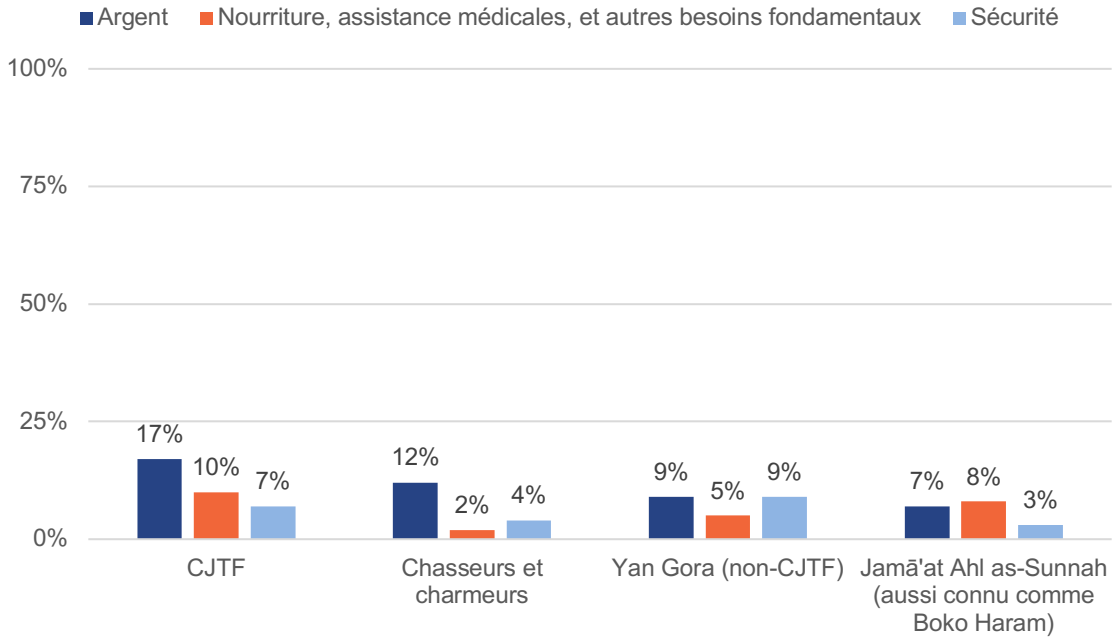
Graphique 12 – Compensation et incitations au recrutement offerts par Boko Haram et ses factions (Tchad, Cameroun, Niger)

[26] Cela représente 44 per cent du pourcentage d'ex-associés au Tchad, 46 per cent au Cameroun et 38 per cent au Niger.
[27] « Quand vous êtes arrivé au sein de [dernière_association], vous a-t-on promis l'une des choses suivantes ? »



Au Nigeria, peu d'ex-associés de Boko Haram ont déclaré s'être vu promettre quoi que ce soit lorsqu'ils ont rejoint le groupe. Un petit nombre de personnes interrogées ont déclaré qu'on leur avait promis de l'argent (7 per cent), de la nourriture, une assistance médicale ou d'autres besoins fondamentaux (8 per cent) et une éducation (5 per cent). Les données de l'enquête de référence du Nigeria fournissent également des informations sur les promesses faites par des groupes armés autres que Boko Haram, tels que le CJTF, Yan Gora, et Chasseurs et Charmeurs. La majorité des ex-affiliés de ces trois groupes ont déclaré qu'on ne leur avait rien offert (67 per cent, 71 per cent et 75 per cent respectivement). Il convient toutefois de noter que si la plupart des ex-affiliés du CJTF n'ont reçu aucune offre, 17 per cent ont déclaré s'être vu offrir de l'argent et 10 per cent de la nourriture, une assistance médicale ou d'autres besoins fondamentaux. Les promesses d'incitations économiques semblent également jouer un rôle pour d'autres groupes d'autodéfense, puisque 9 per cent des ex-membres de Yan Gora et 12 per cent des ex-Chasseurs et Charmeurs ont déclaré qu'on leur avait promis de l'argent.

Graphique 13 – Compensation et Incitations au recrutement offert par les différents groupes armés (Nigeria)



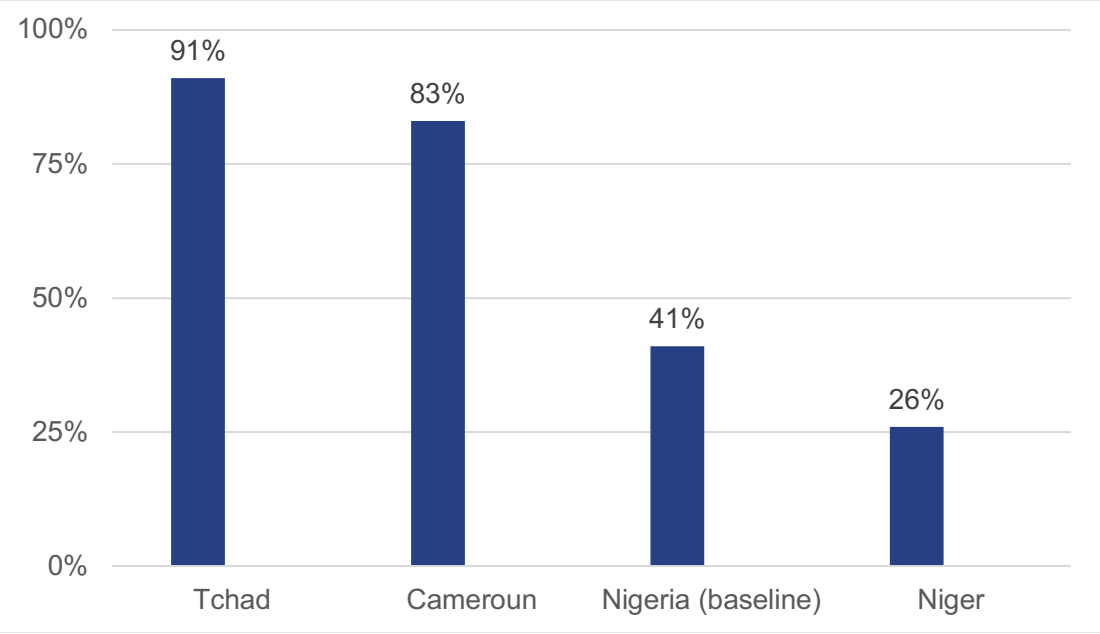
3. Niveau élevé d'enlèvements au Cameroun et au Tchad, moins élevé au Niger et au Nigeria

Reconnaissant que le recrutement par les groupes armés se fait souvent selon un continuum de coercition, il a été demandé à toutes les personnes interrogées si elles avaient déjà été enlevées par Boko Haram ou un groupe similaire. Une question ouverte a également été posée aux ex-associés afin qu'ils racontent comment ils sont entrés dans le groupe armé. La combinaison de ces questions permet d'esquisser des schémas quant aux raisons et à la manière dont les personnes sont entrées dans le groupe. Il convient de noter que la violence physique et les menaces ne sont pas les seuls éléments qui contraignent la "décision" de rejoindre un groupe armé. Il est difficile de parler de volonté de rejoindre un groupe armé dans un contexte de conflit prolongé où la neutralité n'est pas forcément une option réelle si l'on veut se protéger ou protéger sa famille, et où le manque d'opportunités économiques signifie qu'il n'y a pas d'autre moyen de se nourrir et de nourrir sa famille que d'avoir une certaine interaction avec les acteurs armés. Par exemple, un jeune ex-combattant a décrit le fait d'être assailli de tous côtés par des acteurs armés « A cette époque nous nous sentions cernés de part et d'autre par l'armée qui tuait tous les jeunes qu'elle soupçonnait d'appartenir à Boko Haram, alors je n'ai pas eu d'autres choix que de rallier les rangs de Boko Haram qui pouvait m'accueillir et m'offrir même de l'argent. »

Pour ceux qui avaient un certain pouvoir d'action dans leur engagement, les ex-associés ont mentionné un lien personnel - amis ou partenaires - qui a facilité leur entrée dans le groupe, tandis que d'autres ont déclaré avoir rejoint le groupe à cause de l'argent, de la satisfaction des besoins fondamentaux ou de la protection, et enfin certains ont adhéré parce qu'ils croyaient initialement aux objectifs du groupe.

Au Tchad et au Cameroun en particulier, Boko Haram semble s'être livré à une coercition généralisée pour recruter. Les données sont dramatiques à cet égard : 91 per cent des ex-associés de Boko Haram au Tchad et 83 per cent au Cameroun ont déclaré avoir été enlevés par Boko Haram ou une des factions.[28] Les réponses aux questions ouvertes sur la façon dont ils sont arrivés dans le groupe racontent une histoire similaire. Environ trois quarts des personnes interrogées au Tchad et au Cameroun ont raconté qu'elles avaient été enlevées ou menacées pour rejoindre le groupe. Au Nigeria, 41 per cent des ex-associés de Boko Haram ont déclaré dans l'enquête de référence avoir été enlevés par le groupe. Au Niger, une plus petite partie de l'échantillon d'ex-associés a déclaré avoir été enlevée (26 per cent). Encore une fois, les différences au Niger peuvent être liées à la prédominance de l'association à ISWAP parmi les ex-associés interrogés là-bas et suggèrent une approche différente du recrutement et une application différente de la coercition pour remplir les rangs.

Graphique 14 – Pourcentages d'ex-associés de Boko Haram qui ont été enlevé par le groupe



Les femmes, les filles, les hommes et les garçons sont tous la cible d'enlèvements par Boko Haram. Les taux sont particulièrement élevés au Tchad, où 93 per cent des femmes qui étaient associées à Boko Haram ont déclaré avoir été enlevées, 89 per cent au Cameroun et 80 per cent au Niger (sur un petit sous-échantillon de seulement 15 répondants).[29] Au Nigeria, 39 per cent

[28] Il ne faut pas oublier que ces chiffres ne reflètent peut-être pas le taux réel d'enlèvements parmi les associés de Boko Haram et des factions, étant donné les méthodes d'échantillonnage, qui ont ciblé les personnes ayant suivi les programmes de démobilisation et de réintégration.

[29] Certaines femmes sont emmenées avec leur famille (« J'ai été enlevé avec mon mari par Boko Haram lors d'une attaque sur mon village ») ; tandis que d'autres sont ciblées uniquement parce qu'elles sont des femmes (« La faction Shekau a mené une attaque dans la communauté et enlevé les femmes »), ou en raison de leurs liens familiaux (« Mon grand frère faisait partie du groupe ISWAP et c'est comme ça que les éléments de ISWAP sont venus m'enlever »). Certaines ont été enlevées très jeunes, car elles ont été kidnappées seules ou avec leur mère.

des femmes et des filles ex-associées dans l'enquête de référence ont déclaré avoir été enlevées. Une minorité de femmes ont également raconté qu'elles avaient rejoint Boko Haram et ses factions pour suivre leurs maris, pour de l'argent ou parce qu'elles avaient été initialement séduites par le message du groupe.[30]

Les hommes et les garçons sont enlevés à des taux légèrement inférieurs à ceux des femmes et des filles au Tchad et au Cameroun et à des taux beaucoup plus faibles au Niger. En revanche, les hommes et les garçons sont enlevés dans des proportions légèrement supérieures au Nigéria (43 per cent). Lorsqu'ils sont enlevés, les hommes et les garçons partagent les mêmes histoires d'enlèvement que les femmes et les filles. Inversement, au Tchad, au Cameroun et au Niger, les hommes et les garçons sont également plus susceptibles de raconter qu'ils ont rejoint le groupe « de leur plein gré », par exemple dans l'espoir d'une vie meilleure.[31]

Les membres non-associés des communautés rapportent également des niveaux élevés d'enlèvements parmi leurs proches et les personnes de leurs communautés. Les enlèvements sont signalés à une échelle plus élevée au Tchad, par rapport au Cameroun et au Niger. Par exemple, au Tchad, 61 per cent des répondants non-associés ont déclaré que des parents proches avaient été enlevés, et 77 per cent ont déclaré que des personnes de leur communauté avaient été enlevées. Au Niger et au Cameroun, 36 per cent des répondants ont déclaré que des parents proches avaient été enlevés. Au Niger et au Cameroun, plus de la moitié des personnes interrogées (53 per cent et 58 per cent, respectivement) connaissaient des membres de leur communauté qui avaient été enlevés. Au Nigeria, 27 per cent des répondants non-associés à l'enquête de base (baseline survey) ont déclaré avoir des parents proches qui ont été enlevés, et près de la moitié (49 per cent) ont dit connaître des personnes de leur communauté qui ont été enlevées. Dans l'enquête à mi-parcours au Nigeria (midline survey, qui était principalement composée d'ex-associés), 39 per cent des personnes interrogées ont déclaré avoir des parents proches et 57 per cent connaissaient des personnes de leur communauté qui avaient été enlevées par Boko Haram.

Les taux déclarés d'association volontaire dans Boko Haram et ses factions sont plus faibles. Les personnes interrogées non associées ont déclaré que moins de parents proches avaient volontairement rejoint les groupes (10 per cent au Niger, 20 per cent au Cameroun et 30 per cent au Tchad). Les perceptions de la manière dont les membres de la communauté ont rejoint les groupes diffèrent quelque peu, 46 per cent des répondants non-associés au Niger, 33 per cent au Cameroun et 40 per cent au Tchad déclarant que des personnes de leur communauté les ont volontairement rejoints. Au Nigéria, cependant, seuls 7 per cent des membres de la communauté interrogés dans le cadre de l'enquête de référence savent que des parents proches ont rejoint

[30] Pour suivre leur mari (« je suis partie avec mon époux car il fait partie de la faction Shekau »), et dans quelques cas, parce qu'ils ont été attirés par le message du groupe (« Quelques membres de notre communauté étaient revenus pour sensibiliser afin de rejoindre le groupe de Shekau. Convaincus par le message de ces membres, alors nous avons décidé volontairement de rejoindre le groupe de Shekau la nuit par pirogue »), ou pour l'argent : (« J'ai entendu qu'une fois arrivée chez Boko Haram tu auras beaucoup d'argent et j'ai profité d'aller avec eux »).

[31] Par exemple : « J'avais des amis qui faisaient partie de Iswap. C'est ainsi que ce dernier m'a fait savoir que là-bas la vie est belle car il y a de quoi à manger suffisamment et que j'aurai même beaucoup d'argent et une moto une fois que je décide d'intégrer la faction. Vu ma situation de misère et la confiance que j'avais pour cet ami-là, j'ai décidé le suivre. »

Boko Haram de leur plein gré, mais 45 per cent pensent que beaucoup ou peu de membres de leur communauté ont rejoint le groupe de leur plein gré.

B. La vie au sein de Boko Haram et de ses factions

Les répondants ont été interrogés sur leur vie et leurs expériences au sein de leur groupe/faction armé, notamment sur les expériences de conflit, les rôles et les responsabilités, les liens sociaux au sein du groupe (par exemple, le mariage et les enfants) et en dehors, et les relations qui peuvent influencer leur sortie du groupe.

1. Rôles et responsabilités dans les activités quotidiennes du groupe

Dans les quatre pays du bassin du lac Tchad, les données montrent que les rôles de genre traditionnels sont reproduits dans les responsabilités attribuées ou assumées par les hommes et les garçons, et par les femmes et les filles lorsqu'ils sont avec Boko Haram ou l'une de ses factions. Par exemple, au Tchad, au Cameroun et au Niger, les combats sont signalés plus fréquemment par les hommes/garçons (20-30 per cent) que par les femmes/filles (0-4 per cent). D'autres activités ayant une composante sécuritaire ou idéologique, comme le recrutement, la prédication, la surveillance des points de contrôle et l'espionnage, ont également été signalées par les hommes/garçons, mais rarement par les femmes/filles (moins de 1 per cent). Les activités manuelles ou physiques telles que la conduite, le commerce et les travaux agricoles suivent le même schéma. Au Nigéria, 18 per cent des ex-associés masculins de Boko Haram ont déclaré s'être battus, 17 per cent avoir travaillé à la ferme ou pris soin du bétail, 17 per cent avoir ramassé du bois de chauffage, de l'eau ou des provisions, 13 per cent avoir gardé des postes de contrôle, 12 per cent avoir conduit, 7 per cent avoir cuisiné, 4 per cent avoir recruté ou prêché et 3 per cent avoir espionné. Contrairement aux données du Tchad, du Cameroun et du Niger, une partie non négligeable des hommes interrogés au Nigeria ont également déclaré des rôles qui sont souvent joués par les femmes et les filles, notamment la collecte de bois de chauffage (17 per cent), la cuisine (7 per cent) et le nettoyage (4 per cent).

Des recherches antérieures ont montré que les femmes et les jeunes filles impliquées dans Boko Haram ou l'une de ses factions étaient souvent cantonnées - volontairement ou sous la contrainte - dans de nouveaux rôles, en partie en dehors de la sphère domestique.[32] Les données recueillies dans le cadre de ces enquêtes ne le confirment pas : peu de rôles sécuritaires ou opérationnels sont rapportés par les femmes, la plupart d'entre elles décrivant l'exercice de fonctions domestiques au sein du groupe. Par exemple, au Nigéria, aucune femme ou fille n'a déclaré avoir participé à des activités de combat, de recrutement, de prédication, de garde, de conduite ou d'espionnage, alors que 20 per cent ont déclaré avoir fait la cuisine et 14 per cent ont dit avoir fait le ménage. La cuisine et le nettoyage sont déclarés par les femmes et les filles à hauteur de 20 per cent et 25 per cent au Tchad, 30 per cent et 40 per cent au Niger, 40 per cent et 55 per cent

[32] See, International Crisis Group, "Nigeria: Women and the Boko Haram Insurgency," *Africa Report* 242, (2016).

au Cameroun, respectivement,[33] mais seulement par 0-9 per cent des hommes et des garçons dans tous les pays.

Malgré l'accent mis par les médias sur le rôle des femmes de Boko Haram en tant qu'épouses de combattants, très peu de femmes et de filles au Tchad et au Niger et relativement peu au Cameroun ont décrit leur rôle au sein du groupe comme étant celui d'une épouse ou de la prise en charge des enfants.[34] Par exemple, 13 per cent des femmes au Cameroun ont déclaré avoir été une épouse pendant leur séjour dans le groupe, et seulement 5 per cent au Tchad et une femme interrogée au Niger.[35] Au Nigéria, les femmes décrivent leur rôle comme consistant à s'occuper des enfants (10 per cent) et à être une épouse (8 per cent). Ce résultat est intéressant et ne correspond pas aux autres données et expériences recueillies dans le cadre du projet, ce qui soulève la question de savoir si les répondants ont compris les options énumérées comme « rôles » officiels.[36]

Au Tchad et au Niger, les femmes et les filles semblaient également plus susceptibles d'être laissées sans aucun rôle dans le groupe. Plus de la moitié d'entre elles ont déclaré n'avoir aucune responsabilité (50 per cent et 53 per cent, respectivement)[37], alors que les hommes étaient moins nombreux à déclarer n'avoir aucun rôle ou devoir (24 per cent et 30 per cent). Le différentiel entre les sexes n'était pas présent de la même manière au Cameroun. Le fait de ne pas déclarer une activité peut s'expliquer par le souhait de certaines personnes interrogées d'éviter la stigmatisation sociale liée au fait d'avoir été épouse, esclave ou combattant ; par le fait que certaines personnes interrogées étaient maintenues en captivité ou en détention ; et par le fait que certaines personnes interrogées ont pu comprendre que la question portait uniquement sur les rôles dans les activités militaires du groupe.

Les données de l'enquête de référence du Nigeria (baseline survey) suggèrent que les rôles traditionnels des hommes et des femmes sont souvent remis en question dans les groupes d'un autre type que Boko Haram. Par exemple, alors que les femmes anciennement membres de Boko Haram n'ont pas déclaré s'engager dans des activités militaires, les femmes qui avaient fait partie du CJTF, de Yan Gora et des Chasseurs et Charmeurs ont déclaré s'engager dans des combats (respectivement 14 per cent, 20 per cent et 31 per cent des ex-affiliées femmes). Dans le même ordre d'idées, 7 à 10 per cent des femmes ayant appartenu à ces groupes ont déclaré avoir recruté ou prêché. Plus fréquemment (52 per cent au sein du CJTF, 30 per cent de Yan Gora et

[33] Ces pourcentages représentent les nombres suivants de répondants ex-associés de sexe féminin : 41 et 31 au Tchad (sur 161), 140 et 98 au Cameroun (sur 261), et 6 et 4 répondants au Niger (sur 15).
[34] Par exemple, seulement 8 per cent des femmes ex-associées au Tchad ont déclaré s'occuper des enfants lorsqu'elles étaient avec le groupe, et seulement 3 per cent au Cameroun. 20 per cent au Niger l'ont déclaré, mais cela ne représente que 3 femmes sur les 15 ex-associées. 13 per cent des femmes au Cameroun ont déclaré être une épouse pendant le temps passé dans le groupe, mais seulement 5 per cent au Cameroun, et seulement 1 individu féminin au Niger.
[35] De même, seulement 8 per cent des femmes ex-associées au Tchad ont déclaré s'occuper des enfants lorsqu'elles étaient avec le groupe, et seulement 3 per cent au Cameroun. 20 per cent au Niger l'ont déclaré, mais cela ne représente que 3 femmes sur les 15 ex-associées.
[36] La question était la suivante : « Pendant toute la durée de votre séjour au sein de [réponse à la question « Dans quel groupe étiez-vous en dernier lieu ? »], avez-vous fait l'une des choses suivantes, même si ce n'était que pour une seule journée ? ».
[37] « Pendant tout le temps que vous avez passé avec [dernière _association], avez-vous fait l'une des choses suivantes, même si ce n'était que pour une journée ? »

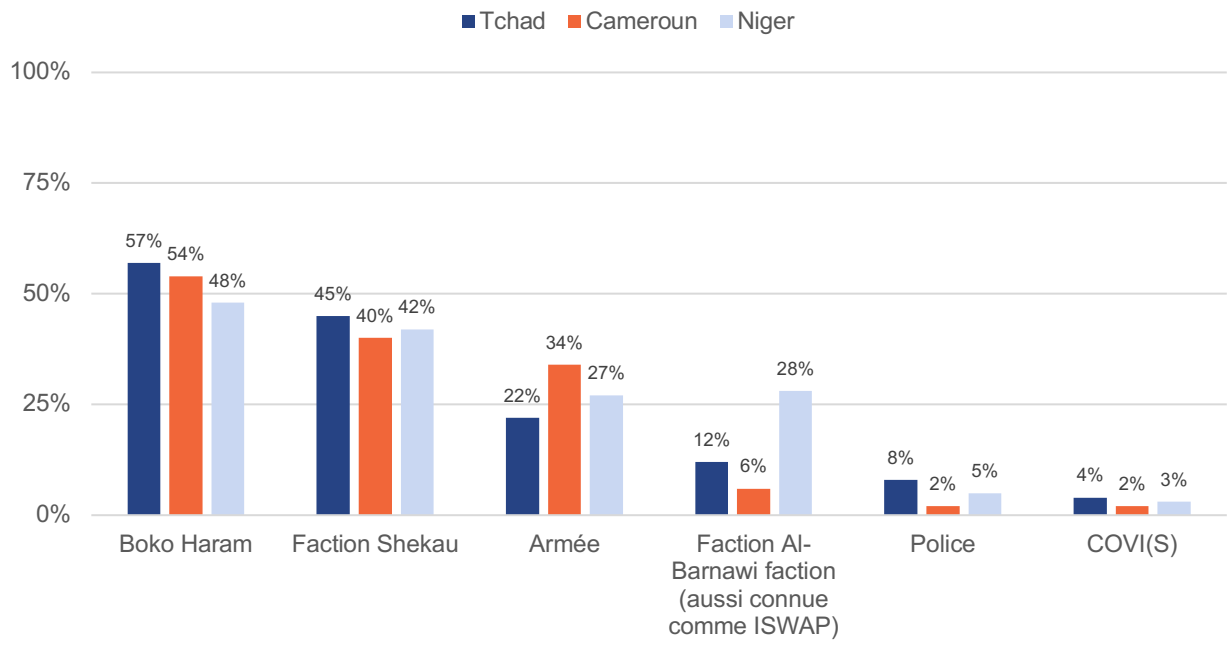
46 per cent des Chasseurs et Charmeurs), les femmes ont déclaré avoir servi de gardiennes ou avoir exercé des activités de contrôle, ce qui n'est pas totalement inattendu étant donné que le contrôle est souvent effectué par des personnes du même sexe (par exemple, les femmes fouillent d'autres femmes aux postes de contrôle ou aux points d'entrée).

2. Risques pour la sécurité personnelle et commission de violences

La vie au sein de Boko Haram et de ses factions comporte un certain nombre de risques sérieux pour la sûreté et la sécurité des personnes. Plusieurs indicateurs ont été utilisés pour mesurer l'engagement dans la violence, le risque d'être blessé ou tué, et l'utilisation de drogues et d'armes au sein des groupes. Certains risques de dommages physiques, tels que des blessures ou des meurtres, peuvent résulter de confrontations avec l'armée ou d'autres groupes ou factions, mais aussi de punitions infligées par Boko Haram à ses propres membres. Au Tchad, au Niger et au Cameroun, l'écrasante majorité (75 à 90 per cent) des ex-associés ont déclaré s'être sentis en danger d'être blessés ou tués pendant leur séjour dans le groupe.[38] Au Nigeria, 40 per cent des ex-membres de Boko Haram ont fait part de ce sentiment dans l'enquête de référence (baseline survey). Dans la plupart des cas, c'est le groupe lui-même qui les a mis en danger. Les ex-associés au Tchad, au Cameroun et au Niger ont désigné Boko Haram, la faction de Shekau (JAS) et l'armée comme les trois principaux groupes responsables de les avoir mis en danger (40-50 per cent pour Boko Haram, 36-39 per cent pour Shekau, 20-30 per cent pour l'armée). Il est intéressant de noter que la faction d'Al-Barnawi (ISWAP) est désignée par 24 per cent des répondants au Niger, mais moins fréquemment au Cameroun (5 per cent) et au Tchad (11 per cent). Dans une certaine mesure, cela correspond aux modèles d'association dans les données, où il y avait une plus grande proportion d'ex-associés qui étaient associés à ISWAP au Niger que dans les trois autres pays.

[38] Il convient de noter que ce pourcentage est similaire pour les membres de la communauté qui ont exprimé le sentiment d'être en danger d'être blessés ou tués à cause du conflit (sauf au Cameroun, où 91 per cent des ex-associés et 71 per cent des membres non-associés de la communauté l'ont exprimé). Certaines localités visitées au Cameroun sont cependant éloignées de l'épicentre du conflit, et peuvent donc vivre ces risques différemment.

Graphique 15 – Entités responsables pour mettre en danger les ex-associés (Tchad, Cameroun, Niger)



Interrogés sur leur propre implication dans la violence, la majorité des répondants ex-associés n'ont pas admis avoir participé activement à des actes de violence mettant en danger d'autres personnes dans le groupe ou en dehors du groupe, ni avoir nécessairement reçu les moyens de le faire. Au Tchad, au Niger et au Cameroun, 80 à 90 per cent des ex-associés déclarent ne pas avoir commis d'actes de violence contre d'autres personnes, comme des coups, des tortures, des meurtres ou des agressions sexuelles, et 70 à 85 per cent disent ne pas avoir utilisé d'arme contre qui que ce soit pendant leur séjour dans le groupe. Les taux d'utilisation d'armes ou d'engagement dans l'une des formes de violence décrites ci-dessus sont toutefois légèrement plus élevés au Niger qu'au Cameroun et au Tchad, ce qui semble logique étant donné que 75 à 85 per cent des ex-associés de ces deux derniers pays ont déclaré ne pas avoir reçu d'arme pendant leur séjour dans le groupe. Les taux étaient plus faibles dans l'enquête de mi-parcours au Nigeria (midline survey), où 10 per cent des ex-associés de Boko Haram ont déclaré avoir reçu une arme pendant qu'ils étaient dans le groupe. La situation au Niger est différente, puisque près de la moitié des ex-associés déclarent avoir reçu une arme. Si les chiffres présentés ici représentent de larges majorités, il convient de noter qu'un nombre encore important d'ex-associés ont admis avoir commis des actes de violence (10 à 30 per cent selon l'acte de violence spécifié et le pays). Par exemple, 5 per cent des ex-associés au Nigeria, 11 per cent au Tchad, 14 per cent au Cameroun et 28 per cent au Niger ont admis avoir utilisé une arme contre quelqu'un pendant leur séjour dans le groupe. De même, 7 per cent des ex-associés au Nigeria, 10 per cent au Tchad et au Cameroun et 17 per cent au Niger ont admis avoir battu ou torturé quelqu'un pendant qu'ils étaient dans le groupe. La tendance est similaire pour ce qui est d'admettre avoir tué quelqu'un (4 per cent au Nigeria, 8 per cent au Tchad, 13 per cent au Cameroun, 18 per cent au Niger). Enfin, 11 per cent des ex-associés au Tchad et 14 per cent au Cameroun ont admis avoir eu des rapports sexuels avec quelqu'un par la force, ou l'avoir touché de quelque manière que ce soit, sans son

consentement (mais seulement 3-4 per cent au Niger et au Nigeria). Il convient de noter que les taux de refus de répondre à ces questions sont plus élevés que d'habitude (entre 2 et 4 per cent des personnes interrogées ont refusé de répondre à ces questions), et il est fort probable que certaines les personnes ayant participé à des actes de violence liés à des conflits ne l'admettent pas, par peur de représailles ou de stigmatisation.

De nombreux rapports font état de l'usage de drogues par Boko Haram dans ses rangs, notamment le Tramadol, avant les opérations militaires.[39] Les données MEAC suggèrent que la consommation de drogues est effectivement répandue, mais qu'elle reste taboue à admettre. Environ la moitié des ex-associés interrogés dans chaque pays (57 per cent au Tchad et au Cameroun, 63 per cent au Niger, 50 per cent dans l'enquête de référence au Nigeria) ont déclaré que d'autres personnes du groupe armé consommaient des drogues.[40] Cependant, dans les quatre pays, les ex-associés nient en grande majorité avoir consommé de la drogue eux-mêmes pendant qu'ils étaient dans le groupe (80 à 90 per cent au Tchad, au Cameroun et au Niger, et 96 per cent dans l'enquête de référence au Nigeria). Cela peut s'expliquer par les sensibilités religieuses et la stigmatisation sociale liée à l'aveu de la consommation de drogues.

3. Vie familiale et liens familiaux

Les données du MEAC suggèrent que de nombreux ex-associés de Boko Haram ou de ses factions avaient des relations intimes avec d'autres personnes qui étaient également membres du même groupe armé ou qui vivaient sous ses ordres. Étant donné que Boko Haram a l'habitude d'enlever des femmes et des filles et de les forcer à épouser des combattants, cette situation était prévisible.[41] Une minorité non négligeable d'ex-associés au Cameroun (42 per cent) et au Niger (39 per cent) étaient mariés à une personne de leur groupe armé, et une plus petite minorité au Tchad (11 per cent). Dans l'enquête de référence au Nigeria (baseline survey), 25 per cent des ex-associés de Boko Haram ont déclaré être mariés à un membre du groupe. Les femmes et les filles anciennement associées étaient plus susceptibles de déclarer être mariées à quelqu'un de leur groupe que les hommes et les garçons qui l'avaient quitté. Ces données suggèrent que les mariages dans le groupe - en particulier les mariages forcés pour les femmes et les filles - étaient courants, même si les femmes et les filles étaient réticentes à se décrire comme ayant joué le rôle « d'épouse » ou de « mère », ainsi que décrit dans la section IV.B.

Beaucoup de ces mariages ont été forcés. Au Tchad et au Cameroun, 55 per cent des ex-associés interrogés ont déclaré qu'ils ne s'étaient pas mariés volontairement. L'écrasante majorité

[39] Un ancien combattant de Boko Haram interrogé par la BBC a déclaré : « Lorsque vous partez pour une opération militaire, on vous donne du Tramadol à prendre, sinon si vous le prenez, vous serez tué... Ils nous ont dit que lorsque vous le prenez, vous aurez moins peur - vous serez fort et courageux. "Nigeria's Tramadol crisis: The drug fuelling death, despair and Boko Haram," *BBC,* 1 June 2018.

[40] Une tendance similaire est rapportée par les membres de la communauté interrogés sur les lieux où ils vivent actuellement au Niger et au Cameroun, mais moins au Tchad (seulement 40 per cent).

[41] Le fondateur de Boko Haram, Mohammed Yusuf, a exhorté les femmes à rejoindre le groupe dans le but « d'élargir la composition du groupe et de permettre aux femmes de devenir les épouses des combattants masculins et les mères de la prochaine génération de combattants ». Cette stratégie visait également à encourager les hommes à rejoindre le groupe. Sous la direction d'Abubakar Shekau, qui a pris la relève après la mort de Yusuf en 2009, Boko Haram a commencé à enlever des femmes et des filles. – Jeannine Ella Abatan, "The role of women in West Africa's violent extremist groups," *ISS Today*, 12 October 2018.

de ces répondants étaient des femmes et des filles (95 per cent au Cameroun et 66 per cent au Tchad). En revanche, au Niger, 93 per cent des ex-associés ont déclaré que leurs mariages étaient volontaires pour toutes les parties. En effet, il est essentiel de se rappeler que l'échantillon nigérien d'ex-associés était majoritairement masculin (85 per cent) et que si les hommes et les garçons affirment que leurs mariages n'étaient pas forcés, leurs épouses ne décrivent pas forcément les unions de la même manière. Dans l'enquête de référence du Nigéria (baseline survey), 19 per cent de toutes les femmes et filles qui avaient été avec Boko Haram ont déclaré avoir eu un mariage forcé.

Même si les mariages d'ex-associés ont eu lieu sous la contrainte lors de la période passée dans le groupe, il n'est pas certain que le fait de quitter le groupe permette nécessairement à une personne - en particulier une fille ou une femme - de quitter son conjoint. Un groupe de discussion organisé en mars 2022 à Maiduguri avec des femmes qui avaient été forcées de rejoindre Boko Haram lorsqu'elles étaient enfants a souligné que les femmes sont souvent coincées dans des mariages forcés avec des combattants de Boko Haram parce qu'en tant que femmes, elles ne peuvent pas demander le divorce. Les femmes auxquelles les chercheurs du MEAC ont parlé ont déclaré sans équivoque - même devant leurs coépouses - qu'elles quitteraient ces hommes immédiatement si elles le pouvaient. Malgré l'accent mis dans les programmes de type DDR sur la rupture des structures opérationnelles et des liens entre les combattants, des liens durables subsiste après la démobilisation, qui lient de manière disproportionnée les femmes à l'héritage de leur engagement dans un groupe armé. Étant donné les objectifs stratégiques décrits dans le RSS sur la protection et l'autonomisation des femmes et des filles (SO37-SO38), il peut être important d'approfondir cette question.

C. Sortir de Boko Haram et de ses factions

Il a été demandé aux répondants comment et pourquoi ils se sont finalement séparés de Boko Haram et/ou de l'une de ses factions. D'autres indicateurs tels que l'engagement continu avec le groupe, la relation avec le groupe, ou les choses qui manquent au groupe après l'avoir quitté ont permis à l'équipe du MEAC d'évaluer les liens durables avec les groupes.

La grande majorité des personnes interrogées dans les quatre pays (70 à 80 per cent au Tchad, au Cameroun et au Niger, et 86 per cent dans l'enquête de référence - baseline survey - au Nigeria) ont déclaré s'être échappées. Alors qu'environ la moitié des répondants au Tchad, au Niger et au Cameroun, et 65 per cent dans l'enquête de référence au Nigeria, considéraient qu'il était possible de quitter le groupe alors qu'ils y étaient encore impliqués, il y avait de réelles préoccupations quant à ce qui pourrait leur arriver s'ils étaient interceptés. La plupart des ex-associés interrogés (70 à 82 per cent) dans les quatre pays pensaient qu'ils seraient tués s'ils tentaient de s'échapper ou de faire défection. Au Tchad, au Cameroun et au Niger, 25 à 43 per cent pensaient qu'ils seraient emprisonnés, contre 13 per cent des ex-associés dans l'enquête de référence au Nigeria.

Au Cameroun et au Niger, les ex-associés interrogés souhaitaient quitter le groupe (78 per cent et 83 per cent, respectivement), mais au Tchad, seuls 47 per cent des répondants ont signalé ce

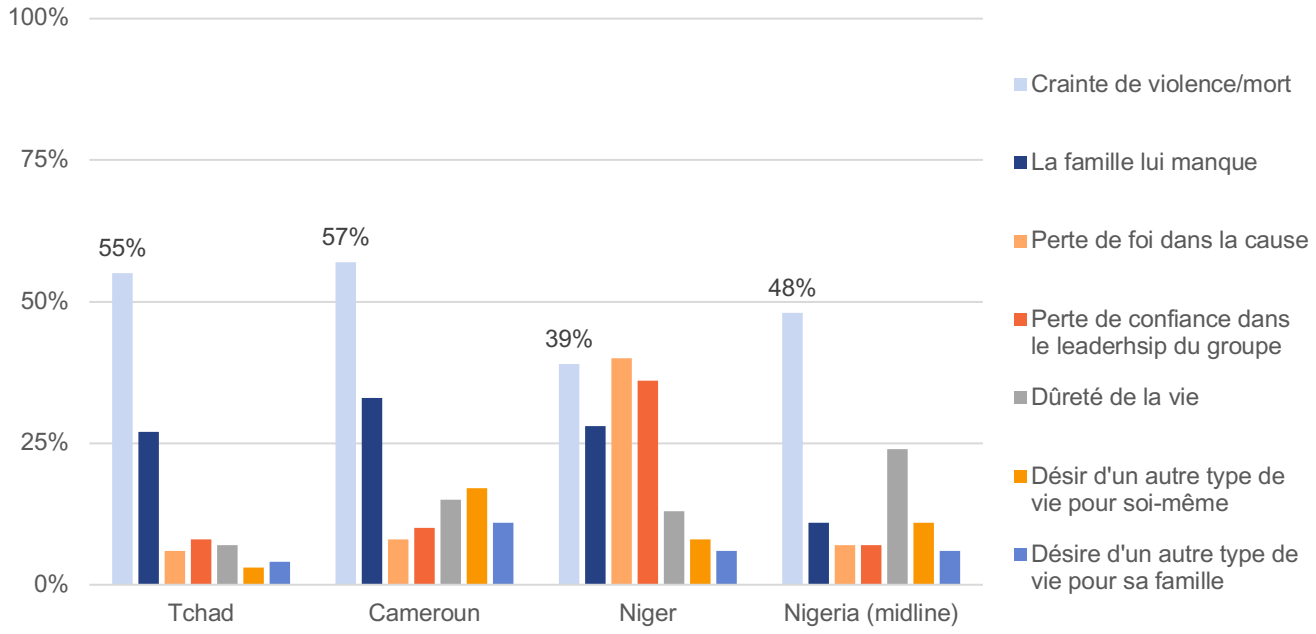
désir de départ. Dans l'enquête de mi-parcours au Nigeria (midline survey), 97 per cent des ex-associés ont déclaré vouloir quitter le groupe. Dans les quatre pays, les hommes expriment leur désir de partir dans des pourcentages légèrement supérieurs par rapport à ceux des femmes. Il en va de même pour les enfants interrogés par rapport aux adultes, sauf au Nigeria où la tendance est inversée.[42]

Les raisons de quitter le groupe sont les mêmes au Tchad et au Cameroun, et sont principalement liées à la peur de la violence et de la mort (55 - 57 per cent). L'insécurité est également une motivation importante de départ dans l'enquête à mi-parcours au Nigeria (midline survey), où 48 per cent des ex-associés ont déclaré craindre la violence et de la mort. L'insécurité ressentie par les ex-associés reflète la violence interne au sein du groupe, les rivalités et les confrontations violentes entre ses factions et l'exposition aux offensives militaires.[43] En revanche, au Niger, il semble que davantage de personnes se désengagent parce que leurs attentes religieuses ou idéologiques n'ont pas été satisfaites par leur groupe/faction. Par exemple, 40 per cent des ex-associés interrogés au Niger ont déclaré avoir perdu la foi en la cause et 36 per cent ont déclaré avoir perdu confiance dans le leadership du groupe/de la faction. Il convient de noter que 7 per cent des ex-associés interrogés dans le cadre de l'enquête de mi-parcours au Nigeria (midline survey) ont également déclaré avoir perdu la confiance dans la direction du groupe ou la foi en la cause comme raison de leur départ.

Le fait de vouloir retrouver sa famille était également une forte motivation pour quitter Boko Haram et ses factions au Tchad, au Cameroun et au Niger. Dans ces pays, une minorité non négligeable des ex-associés interrogés (entre 27 et 33 per cent) sont partis parce que leur famille leur manquait. Ce chiffre tombe à 11 per cent pour les ex-associés de l'enquête de mi-parcours au Nigeria (midline survey). Enfin, les données indiquent que les difficultés et les mauvaises conditions de vie sont également un facteur, du moins au Cameroun, au Niger et au Nigeria. Par exemple, au Nigeria, 24 per cent des répondants à l'enquête de mi-parcours (midline survey) ont considéré les difficultés au sein du groupe comme un facteur de motivation pour en partir. Bien qu'à des taux plus faibles, les répondants des quatre pays ont également déclaré souhaiter un autre type de vie pour eux-mêmes.

[42] Les taux pour les hommes/garçons et les femmes/filles sont similaires dans les quatre pays (à 5 points de pourcentage près), mais dans la plupart des cas, il y a des différences notables selon l'âge. Les enfants sont plus nombreux à vouloir partir que les adultes (59 per cent des enfants contre 43 per cent des adultes au Tchad, 96 per cent des enfants contre 78 per cent des adultes au Cameroun, et 100 per cent des enfants (notamment un très petit sous-échantillon) contre 82 per cent des adultes). Au Nigeria, les taux sont relativement similaires avec des taux légèrement inférieurs pour les enfants (92 per cent contre 97 per cent pour les adultes).
[43] Remadji Hoinathy, "Why effective handling of Boko Haram deserters matters," *ISS Today*, 30 March 2021.

Graphique 16 – Raisons pour quitter Boko Haram et ses factions



Quitter le groupe est une étape vers la démobilisation et la réintégration, mais les ex-associés peuvent maintenir des liens même après s'en être séparés physiquement, ce qui soulève des inquiétudes quant à un éventuel ré-enrôlement. Bien que la majorité des ex-associés au Tchad, au Cameroun et au Niger n'aient pas continué à aider le groupe/la faction après leur départ (60 à 80 per cent), une minorité non négligeable, compte tenu de la préoccupation quant à leur ré-enrôlement, déclare avoir continué à s'engager dans certaines actions au profit du groupe. Le type d'activités et les pourcentages de répondants qui ont continué à s'y engager varient selon les pays. Au Tchad et au Cameroun, la plupart des ex-associés qui ont poursuivi des activités au nom de leur ancien groupe/faction ont déclaré s'engager dans des activités telles que la collecte de bois de chauffage, d'eau ou de fournitures (15 per cent et 12 per cent respectivement) ou la cuisine ou le nettoyage (21 per cent et 15 per cent au Cameroun). Un pourcentage plus faible (8-9 per cent) a déclaré continuer à « se battre ou défendre la communauté ». Au Niger, ceux qui sont restés impliqués, 17 per cent ont déclaré « se battre ou défendre la communauté ». Lorsqu'on leur a demandé pourquoi ils continuaient à aider leur ancien groupe de cette manière, la plupart des répondants ont répondu qu'ils le faisaient car ils craignaient pour leur vie. Les données sont différentes au Nigeria, où 86 per cent de tous les ex-associés et ex-affiliés interrogés dans le cadre de l'enquête intermédiaire (de Boko Haram et d'autres groupes armés comme le CJTF et les groupes d'autodéfense) ont déclaré qu'ils ne continuaient pas à soutenir le groupe de quelque manière que ce soit, ce qui peut s'expliquer en partie par le fait qu'une grande partie de l'échantillon intermédiaire est composée d'ex-associés qui font partie de programmes de réintégration, dont certains dans les communautés où ils sont retournés. Seuls 2 per cent ont déclaré avoir combattu ou monté la garde, et 1 per cent avoir espionné ou transporté ou livré des articles. Une analyse plus approfondie est nécessaire pour déterminer comment l'attrait pour rester engagé diffère selon les groupes armés (par exemple, Boko Haram contre le CJTF).

Compte tenu des préoccupations relatives au ré-enrôlement, il est important d'examiner comment et pourquoi les ex-associés maintiennent des liens ou poursuivent des actions au nom de leur ancien groupe. Cependant, il est important de se rappeler que la plupart des ex-associés ne veulent rien avoir à faire avec leur ancien groupe. Presque tous les ex-associés ont clairement indiqué que rien ne les inciterait à revenir : 97 per cent des ex-associés au Tchad et au Cameroun, et 92 per cent au Niger ont déclaré que rien ne pourrait les inciter à retourner dans le groupe armé auquel ils étaient associés, et qu'ils n'envisageraient jamais de rejoindre un autre groupe armé. Dans l'enquête de référence au Nigeria, 97 per cent des ex-associés de Boko Haram ont également déclaré que rien ne pouvait les inciter à y retourner. Dans leur grande majorité, les ex-associés de Boko Haram veulent retourner à une vie normale.

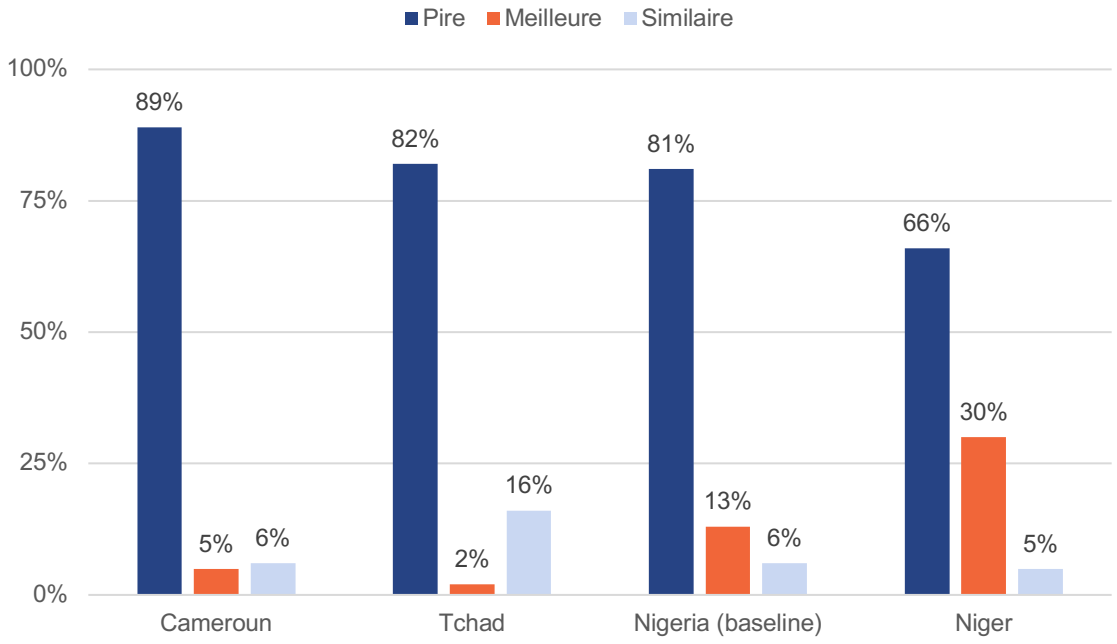
Au Nigeria, où l'échantillon comprenait davantage d'organisations de sécurité non étatiques, des différences intéressantes ont été observées pour les ex-affiliés du CJTF, de Yan Gora et des Chasseurs et Charmeurs. Bien que les pourcentages d'ex-affiliés ayant déclaré que rien ne pouvait les inciter à retourner dans ces groupes restent élevés, ils sont plus faibles que pour Boko Haram. Par exemple, respectivement pour le CJTF, Yan Gora, et les Chasseurs et Charmeurs, 71 per cent, 82 per cent et 60 per cent ont déclaré qu'ils n'y retourneraient jamais. Parmi ceux qui ont cité des raisons hypothétiques de se remobiliser, 11 per cent des ex-membres des CJTF, 8 per cent des ex-membres de Yan Gora et 7 per cent des ex-membres des Chasseurs et Charmeurs ont déclaré qu'ils le feraient pour protéger leur communauté de Boko Haram.

Ce désir de quitter Boko Haram et ses factions et de rester à l'écart du groupe est logique étant donné que la plupart des ex-associés considèrent que leur vie était pire lorsqu'ils étaient dans le groupe qu'elle ne l'est aujourd'hui, malgré le fait que beaucoup d'entre eux luttent aujourd'hui pour survivre (expliqué plus en détail dans la section VIII). Ces résultats témoignent du bien-être relatif de ceux qui quittent Boko Haram et laissent entrevoir une possible progression vers l'**indicateur RSS 12.3b.** Comme le montre clairement la graphique 17, les proportions ne sont pas aussi nettes au Niger. Alors que la plupart des ex-associés au Niger disent que leur vie était pire dans le groupe/la faction, ils le font à un taux plus faible qu'au Cameroun, au Tchad et au Nigeria. En effet, les ex-associés sont plus nombreux au Niger à déclarer que leur vie était meilleure dans le groupe que dans les autres pays (30 per cent contre 13 per cent au Nigeria, 5 per cent au Cameroun et 2 per cent au Tchad).

La répartition par sexe et par âge des répondants qui considéraient que leur vie était pire lorsqu'ils étaient avec le groupe fournit des résultats intéressants. Au Tchad, au Cameroun et au Nigeria, le pourcentage de femmes qui considèrent que leur vie est pire lorsqu'elles sont avec le groupe est plus élevé que celui des hommes. Par exemple, au Tchad et au Cameroun, 78-79 per cent des hommes ont déclaré que leur vie était pire lorsqu'ils étaient avec le groupe, par rapport à 90-94 per cent des femmes. Au Nigeria, la tendance est la même, avec 61 per cent des hommes et 78 per cent des femmes déclarant que leur vie était plus mauvaise avec le groupe. Au Niger, cependant, la tendance est inversée : 69 per cent des hommes ont déclaré que leur vie était pire lorsqu'ils étaient dans le groupe, pour seulement 47 per cent des femmes (mais cette observation doit être prise avec des pincettes, étant donné la petite taille du sous-échantillon : 15 femmes

ex-associées interrogées au Niger). Il est également intéressant de noter que, dans l'ensemble, les pourcentages d'adultes qui considèrent leur vie comme pire sont plus élevés que ceux des enfants. Ceci est particulièrement visible au Nigeria (67 per cent des adultes, 52 per cent des enfants).

Graphique 17 – Ex-associés de Boko Haram et ses factions sur leur niveau de vie alors qu'ils étaient avec le groupe, par rapport à maintenant



Cette différence au Niger peut s'expliquer par les attentes non satisfaites de ceux qui ont quitté Boko Haram et ont essayé de transitionner vers la vie civile, et peut-être par leurs différentes relations avec les factions dont ils faisaient partie. En ce qui concerne le premier point, contrairement aux autres pays, la plupart des ex-associés au Niger ont déclaré avoir rejoint JAS ou ISWAP de leur plein gré et la proportion de ceux qui étaient avec ISWAP est plus élevée que partout ailleurs. En ce qui concerne les progrès de leur réintégration, la plupart des ex-associés au Niger ont maintenant quitté le centre de Goudoumaria et connaissent la vie « post-association ». Ceux qui sont passés par Goudoumaria ont répondu à l'offre du gouvernement nigérien de déposer les armes en échange de promesses telles que la formation professionnelle et la réinsertion pour faciliter leur transition. Pourtant, beaucoup peuvent être déçus par la réalité du retour à la vie civile, notamment la difficulté de trouver un emploi. Il semble que beaucoup aient dû vendre les kits de subsistance et le matériel commercial qu'ils avaient reçus au Centre, simplement parce qu'il n'y avait pas de demande sur le marché pour les compétences qu'ils avaient acquises[44]. En revanche, au Cameroun, les ex-associés sont toujours dans le centre de transit de Meri, et donc potentiellement encore pleins d'espoir quant à leurs perspectives de réintégration. La différence marquée entre certains chiffres au Niger et dans les trois autres pays

[44] Jeannine Ella Abatan and Remadji Hoinathy, "Getting Goudoumaria right: are Boko Haram defectors reintegrating safely?", *ISS Today*, 8 December 2021.

du bassin du lac Tchad peut en effet s'expliquer par la composition différente de l'échantillon d'ex-associés (par exemple, ils sont plus nombreux à s'être engagés volontairement, à être associés à ISWAP que dans d'autres contextes), et par le stade du processus de réintégration où ils se trouvent (par exemple, ils sont déjà de retour dans la communauté et, dans de nombreux cas, ils luttent pour leur transition économique).

V. Le conflit et le contexte humanitaire pour la réintégration

Les membres non-associés des communautés et les ex-associés ont été interrogés sur la vie dans leur communauté et sur ce qui représente les plus gros problèmes pour eux, ainsi que sur les personnes ou les groupes qu'ils perçoivent comme la plus grande menace pour la sécurité de leur communauté. Ces questions ont été posées afin de comprendre comment le conflit continue d'affecter les gens aujourd'hui, et de le replacer dans le contexte plus large des défis auxquels la région est confrontée. L'objectif était également de déterminer si les facteurs potentiels d'association à Boko Haram et à ses factions évoquées dans la section III sont toujours présents aujourd'hui et doivent être pris en compte dans les interventions de prévention afin de réduire la probabilité d'un recrutement continu dans Boko Haram et ses factions.

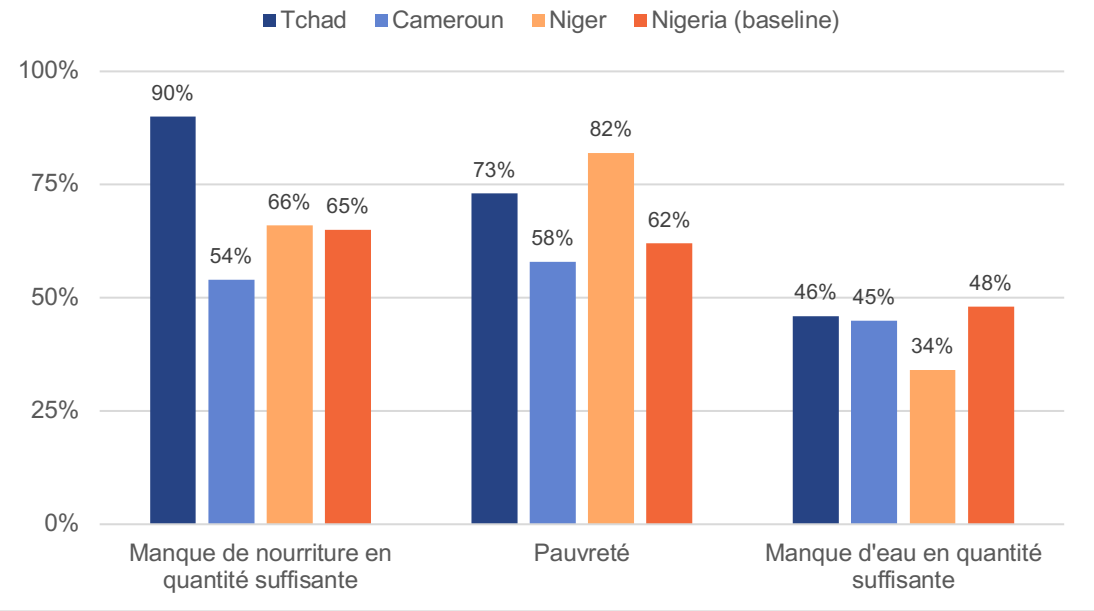
A. Principales préoccupations - Pauvreté, insécurité alimentaire et eau

Malgré l'attention portée par la communauté internationale à l'insurrection de Boko Haram, les crises humanitaire et économique constituent les principales préoccupations quotidiennes de la plupart des personnes interrogées dans la région. Comme le montre la graphique 18, la pauvreté, l'insécurité alimentaire et, dans une moindre mesure, l'accès insuffisant à l'eau sont les trois principaux problèmes signalés par les personnes interrogées dans les quatre pays. Il est à noter que la violence des conflits n'en fait pas partie. Les données du MEAC renforcent les rapports de la communauté humanitaire sur la gravité de la situation dans la région du bassin du lac Tchad. Par exemple, en janvier 2022, deux mois seulement avant l'enquête MEAC, Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a estimé que plus de 3,3 millions de personnes étaient confrontées à l'insécurité alimentaire dans le bassin du lac Tchad - un chiffre qui est passé à 4,1 millions en avril 2022.[45] Cette crise régionale est alimentée et/ou exacerbée par les effets cumulatifs de l'extrême pauvreté, de l'accès restreint aux terres agricoles, à la distribution de nourriture et aux services de base en raison du conflit, du changement climatique et de la pandémie du COVID-19. Il convient de noter que les enquêtes présentées ici ont été réalisées dans des endroits qui ne faisaient pas l'objet d'attaques et qui ne se trouvaient pas sous la domination d'un groupe armé, ce qui peut contribuer à ce que les personnes interrogées classent

[45] OCHA, "Lake Chad Basin: Humanitarian Snapshot", United Nations, 17 January 2022.

la sécurité à un niveau inférieur à celui des autres préoccupations. Il est tout à fait possible que les populations plus fréquemment touchées par la violence des groupes armés ou soumises à leur autorité auraient classé les problèmes de sécurité plus haut dans leur liste. Cependant, même dans ce cas, la faim et d'autres problèmes peuvent être des sources constantes de misère qui sont exacerbées et entremêlées avec la dynamique du conflit.

Graphique 18 – Les trois problèmes les plus importants pour les communautés



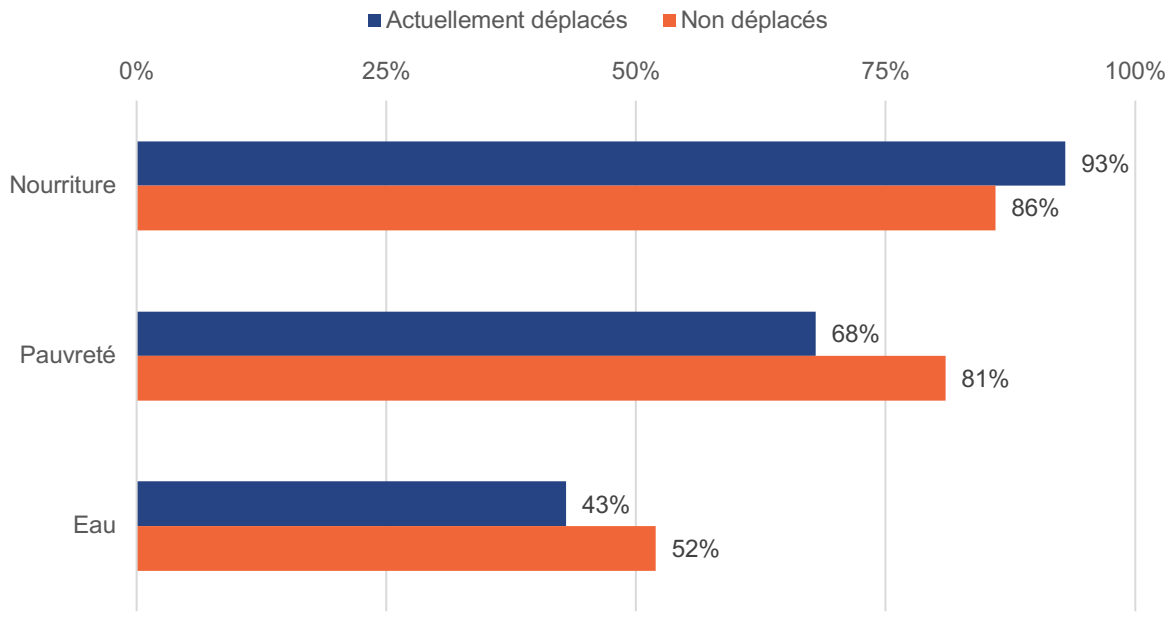
L'insécurité physique et alimentaire dans la région a entraîné une augmentation des déplacements et a limité l'accès des populations touchées aux services de base et à l'aide humanitaire. La crise a forcé près de 3 millions de personnes à quitter leur foyer dans le bassin du lac Tchad (2 millions rien qu'au Nigéria), rendant beaucoup d'entre elles encore plus dépendantes de l'aide humanitaire.[46] L'étude du MEAC rend compte de l'omniprésence des déplacements dans la région. Les personnes déplacées constituent la majorité des personnes interrogées au Tchad, au Niger et au Cameroun (60 à 70 per cent). Ceci est en partie dû à la conception de l'enquête, puisque plusieurs camps de déplacés ont été choisis pour l'enquête aléatoire, afin de comprendre les expériences et les perspectives des communautés touchées par le conflit, dont certaines n'existent aujourd'hui sur les cartes que de nom, la population entière ayant fui. Ainsi, de nombreuses personnes interrogées vivaient dans des camps de déplacés (72 per cent au Tchad, 40 à 50 per cent au Cameroun et au Niger). Au Nigeria, 28 per cent des personnes interrogées vivaient dans des camps de déplacés au moment de leur participation à l'enquête de référence. Plus largement, 82 per cent de tous les répondants à l'enquête de référence au Nigeria ont déclaré avoir été déplacés à un moment donné à cause du conflit.

Les déplacements exacerbent les difficultés. Les personnes déplacées trouvent souvent refuge dans des communautés déjà confrontées à leurs propres difficultés et à la pénurie de ressources.

[46] Ibid.

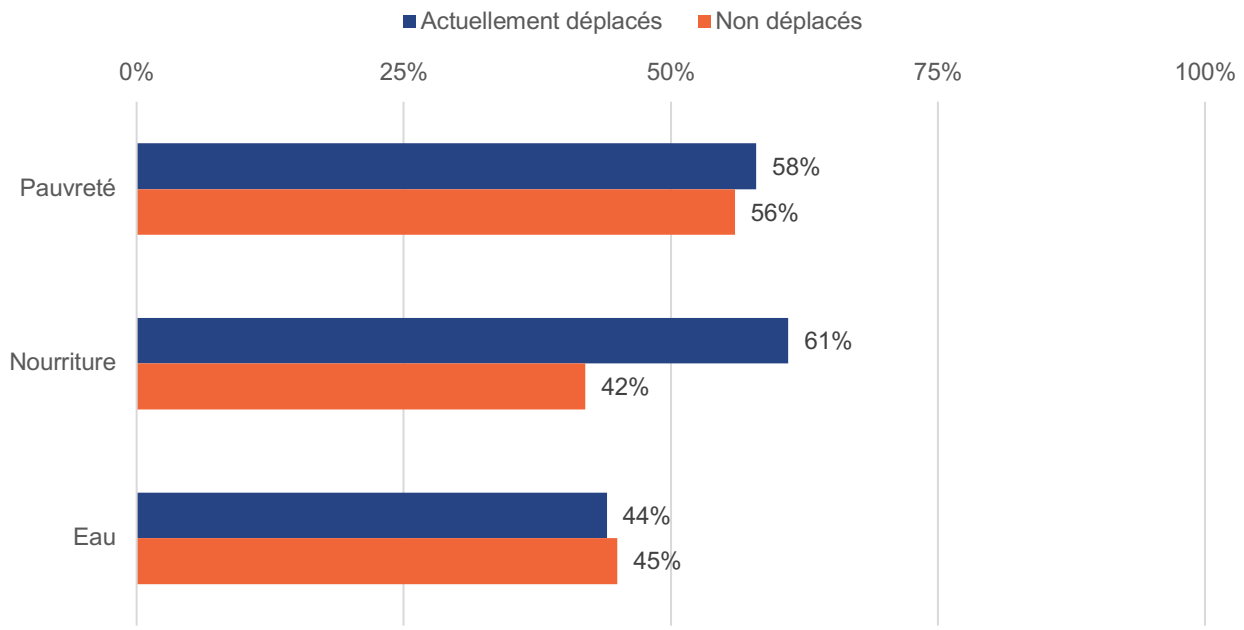
De nombreux camps de personnes déplacées - qu'il s'agisse de sites organisés ou informels - manquent de nourriture, d'eau potable, d'abris et d'installations sanitaires, et les personnes déplacées restent extrêmement dépendantes de l'aide humanitaire. Par conséquent, et comme l'illustrent les graphiques 19a, 19b et 19c ci-dessous, les préoccupations relatives à la pauvreté, à la nourriture et, dans une moindre mesure, à l'eau sont beaucoup plus importantes chez les personnes déplacées au Tchad, au Niger et au Cameroun - qu'elles résident dans des camps de déplacés, des sites informels ou d'autres communautés - que chez les personnes non déplacées.[47] Cela dit, les taux parmi les personnes non déplacées sont également assez élevés et témoignent de l'omniprésence de la crise humanitaire dans la région.

Graphique 19a – Inquiétudes concernant la pauvreté, nourriture et l'eau, parmi les répondants déplacés et non déplacés (Tchad)

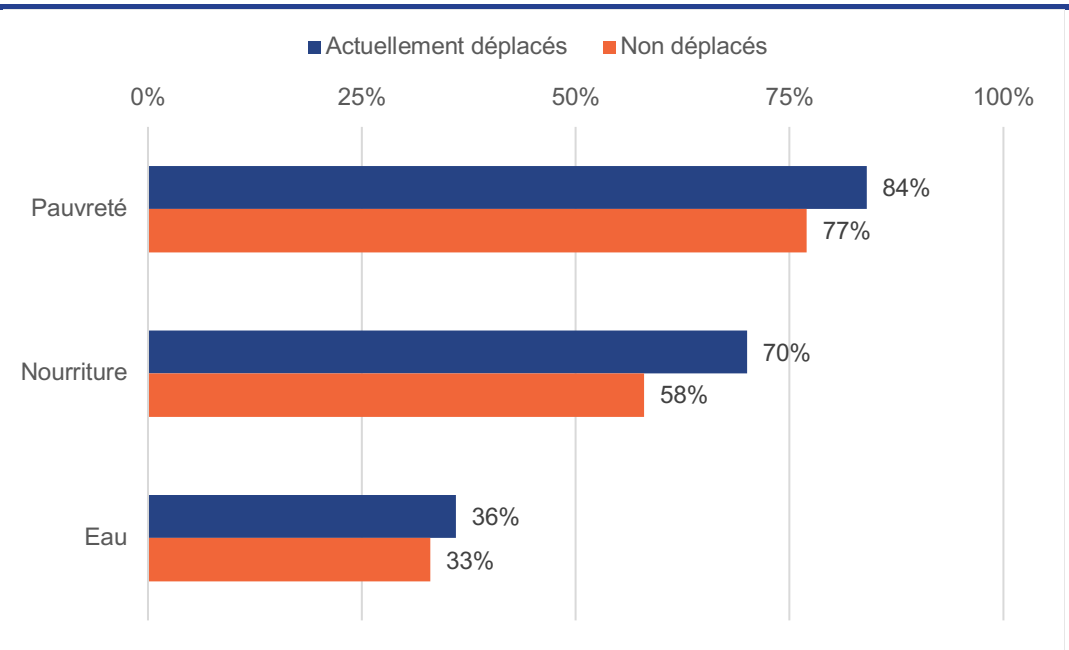


[47] Les questions sur le déplacement ont été posées de manière légèrement différente dans les enquêtes du Nigeria, ce qui empêche une comparaison directe ici.

Graphique 19b – Inquiétudes concernant la pauvreté, nourriture et l'eau, parmi les répondants déplacés et non déplacés (Cameroun)



Graphique 19c – Inquiétudes concernant la pauvreté, nourriture et l'eau, parmi les répondants déplacés et non déplacés (Niger)



B. Les plus grandes menaces pour la sécurité des communautés

Lorsqu'on les interroge spécifiquement sur la sécurité, Boko Haram est le plus souvent cité par les répondants comme la plus grande menace pour leur sécurité au Tchad, au Cameroun, au Niger et au Nigeria (88 per cent au Tchad, 56 per cent au Cameroun, 41 per cent au Niger, environ 33 per cent dans l'enquête de référence au Nigeria).[48] Les personnes interrogées étaient autorisées à donner plusieurs réponses et beaucoup ont choisi de nommer non seulement Boko Haram mais aussi ses factions : au Tchad, la faction Shekau (41 per cent des personnes interrogées) et ISWAP (19 per cent) ont été mentionnées en deuxième et troisième position. Les données suggèrent que les répondants du Niger et du Cameroun ne font pas la même distinction entre les factions du groupe ou ont des expériences différentes avec les factions que les répondants du Tchad. Moins de répondants au Cameroun et au Niger ont nommé la faction de Shekau (17 per cent et 21 per cent, respectivement) ou ISWAP (1 per cent et 13 per cent respectivement). La même tendance apparaît au Nigeria, où 33 per cent des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête de référence (baseline survey) ont spécifiquement nommé JAS comme une menace, et seulement 1 per cent ont nommé ISWAP.

Cette disparité peut refléter le discours commun sur les deux factions et leur mode de fonctionnement. La majorité des personnes interrogées considèrent qu'il existe une différence entre les deux factions de Boko Haram (61 per cent au Tchad, 56 per cent au Cameroun, 76 per cent au Niger, 47 per cent dans l'enquête intermédiaire du Nigeria). La majorité de ceux qui reconnaissent une différence pensent que la faction de Shekau serait la pire pour leur communauté, par rapport à celle d'Al-Barnawi (67 per cent-73 per cent). La majorité des personnes interrogées ont déclaré que la faction de Shekau se livre à des attaques aveugles contre les civils, ciblant délibérément les villages et les communautés, alors que la faction d'Al-Barnawi ne ciblerait que les militaires. Par exemple, au Nigeria, certaines personnes interrogées dans le cadre de l'enquête téléphonique communautaire ont fait la distinction entre les deux factions en déclarant que « Boko Haram [JAS] tue tout le monde, mais que ISWAP ne combat que le gouvernement », que « les membres de ISWAP ne tuent pas de civils alors que Boko Haram tue tout le monde » et que « ISWAP manifeste pacifiquement ». Cependant, d'autres répondants ont dit « ils sont tous des terroristes » et « ils sont tous pareils ».

Boko Haram et ses factions - bien que les plus fréquemment cités - ne représentent pas les seules menaces pour les communautés. Les bandits ou les voleurs sont considérés comme une menace par 23 per cent des personnes interrogées au Cameroun, 11 per cent au Niger, 8 per cent au Tchad et 6 per cent dans l'enquête de référence au Nigeria (baseline survey). Les organisations de sécurité non étatiques/volontaires (VSO) comme Yan Gora, COVI/COVIS, les Chasseurs et Charmeurs, et Zaraguina, et les prestataires de sécurité formels comme la police et l'armée ont

[48] En revanche, lorsqu'on leur demande quels sont les plus gros problèmes de leur communauté, seule une minorité de répondants au Tchad et au Niger cite Boko Haram (13 per cent et 11 per cent respectivement). Ce pourcentage est cependant assez élevé au Cameroun (35 per cent). Ainsi, Boko Haram est considéré comme une menace principale pour les communautés parmi d'autres acteurs menaçants, mais pas comme un des plus grands problèmes pour les communautés parmi un large éventail d'autres problèmes, notamment liés aux conditions de vie.

été choisis par moins de 1-2 per cent des personnes interrogées au Tchad, au Cameroun, au Niger et dans l'enquête de référence au Nigeria (baseline survey).

Les jeunes sont plus fréquemment cités comme une menace pour la sécurité que les forces de sécurité formelles ou informelles. Les jeunes de la communauté sont considérés par une minorité non négligeable comme un problème de sécurité au Niger (12 per cent des répondants) et dans une moindre mesure au Cameroun (5 per cent des répondants). En revanche, seuls 4 per cent des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête de référence au Nigeria (baseline survey) et moins de 1 per cent des personnes interrogées au Tchad les considèrent comme une menace - ce qui peut s'expliquer par le rôle que jouent les jeunes dans les communautés de ce pays. Interrogés sur les prestataires de sécurité, 13 per cent des répondants au Tchad ont déclaré que les jeunes de la communauté étaient l'un des principaux prestataires de sécurité, comme nous l'avons vu dans la section X.

VI. L'expérience des communautés avec Boko Haram

Cette section examine les expériences de conflit - tant pour les ex-associés de Boko Haram ou de l'une de ses factions que pour les membres de la communauté qui n'ont jamais été impliqués dans un groupe armé. Les données sur la victimisation présentées ici et les expériences avec Boko Haram et d'autres groupes armés sont examinées pour comprendre les besoins des ex-associés qui se réinsèrent dans leurs communautés et ceux des communautés, ainsi que la source potentielle de la résistance des communautés à la réintégration.

A. Présence de Boko Haram

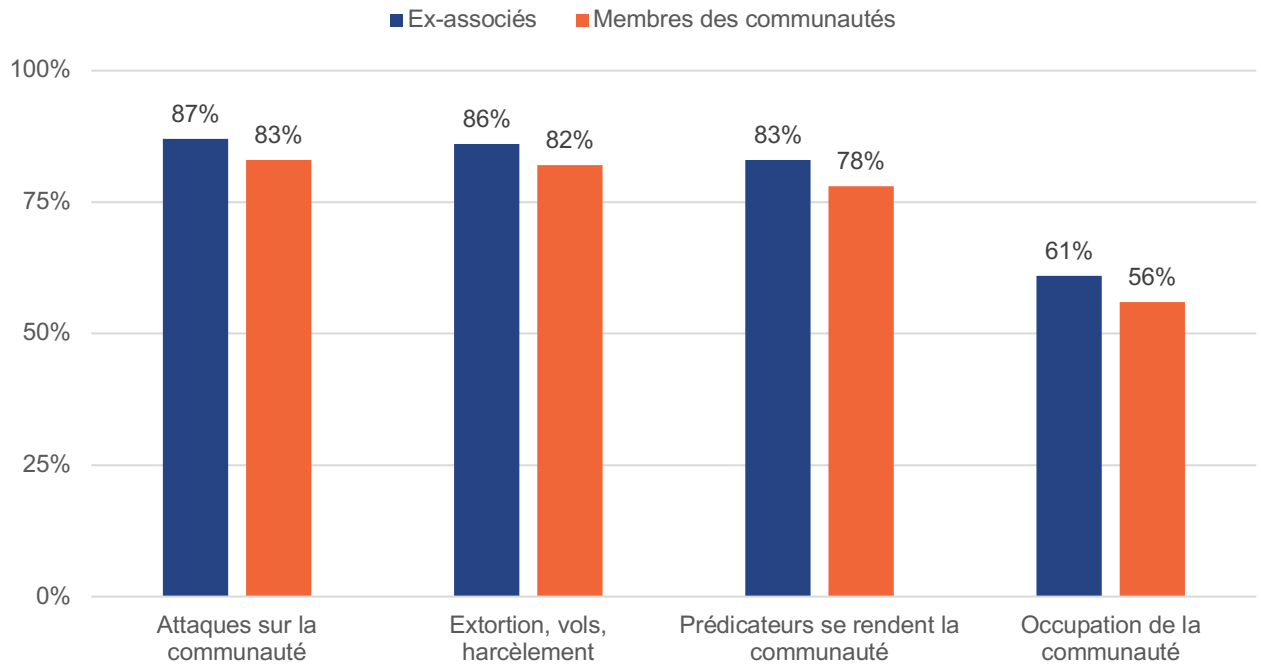
L'échantillon de l'enquête a été profondément touché par l'insécurité et la violence dans le bassin du lac Tchad.[49] L'écrasante majorité des personnes interrogées ont fait état d'actes violents de la part de Boko Haram ou de groupes similaires contre leurs communautés. L'enquête a spécifiquement ciblé les endroits touchés par le conflit, mais les données suggèrent que cet impact a été ressenti largement à travers les communautés. La plupart des répondants et leurs familles ont été victimes d'extorsion, de vols, de harcèlement et d'attaques. En moyenne, la plupart des personnes interrogées dans tous les pays ont déclaré que Boko Haram avait harcelé, volé et attaqué leurs communautés. Un pourcentage significatif de personnes interrogées vivait sous l'occupation de Boko Haram (29 per cent au Cameroun et 58 per cent au Tchad).

[49] Cette sous-section examine l'expérience de la communauté avec des groupes armés tels que Boko Haram, à travers les questions suivantes : « Des combattants de Boko Haram ou d'un autre groupe comme celui-ci sont-ils déjà venus dans votre communauté pour extorquer, voler ou harceler les gens ? » ; « Des combattants de Boko Haram ou d'un autre groupe comme celui-ci ont-ils déjà mené une attaque contre votre communauté ? » ; « Des prédicateurs de Boko Haram ou d'un autre groupe comme celui-ci sont-ils déjà venus dans votre communauté ? » et « Boko Haram ou un autre groupe comme celui-ci ont-ils déjà occupé votre communauté ? ». Ces questions ont été posées à la fois à des ex-associés et à des membres non-associés de la communauté.

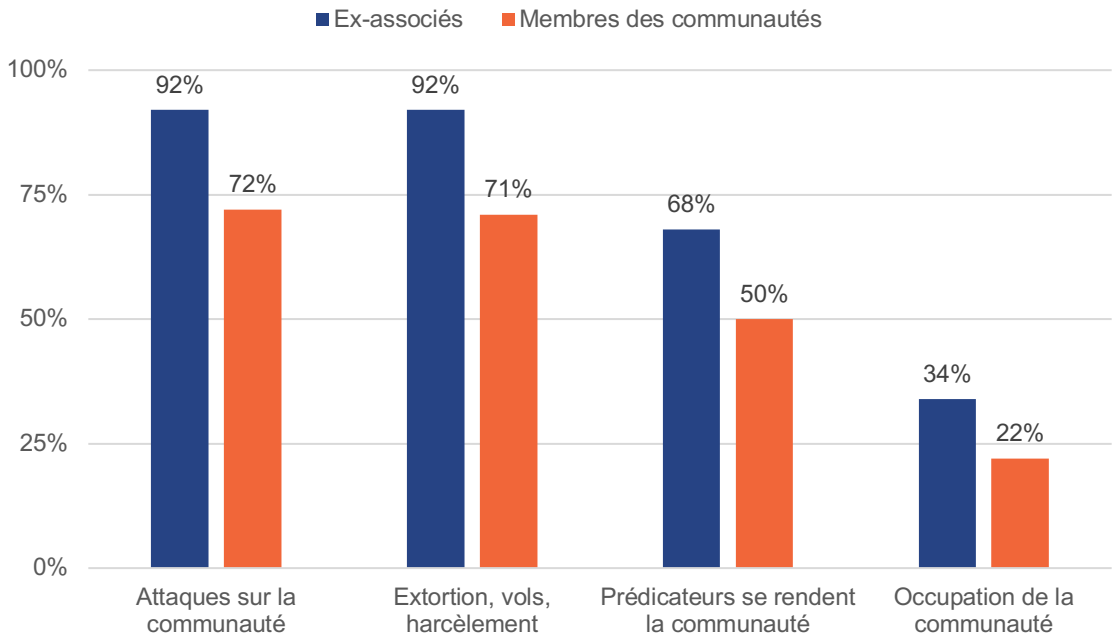
Cependant, la victimisation ou l'engagement avec le groupe et sa faction ne se sont pas tous produits pendant l'occupation. Les répondants ont signalé la présence de prédicateurs de Boko Haram dans leurs communautés - surtout au Tchad - à des taux plus élevés que l'occupation.

La désagrégation des expériences avec Boko Haram pour les membres non-associés des communautés non-associés et les ex-associés met en évidence certaines différences pour certains pays. Comme on peut le voir dans le graphique 20b, au Cameroun, les ex-associés ont signalé ces actions de Boko Haram ou de groupes similaires dans leurs communautés dans des proportions plus élevées que les membres de la communauté, ce qui suggère probablement que les ex-associés ont pu s'impliquer à la suite d'une occupation ou à une attaque contre leur communauté. Une tendance similaire est apparue dans l'enquête de référence au Nigeria (baseline survey) et, dans une moindre mesure, au Tchad et au Niger.

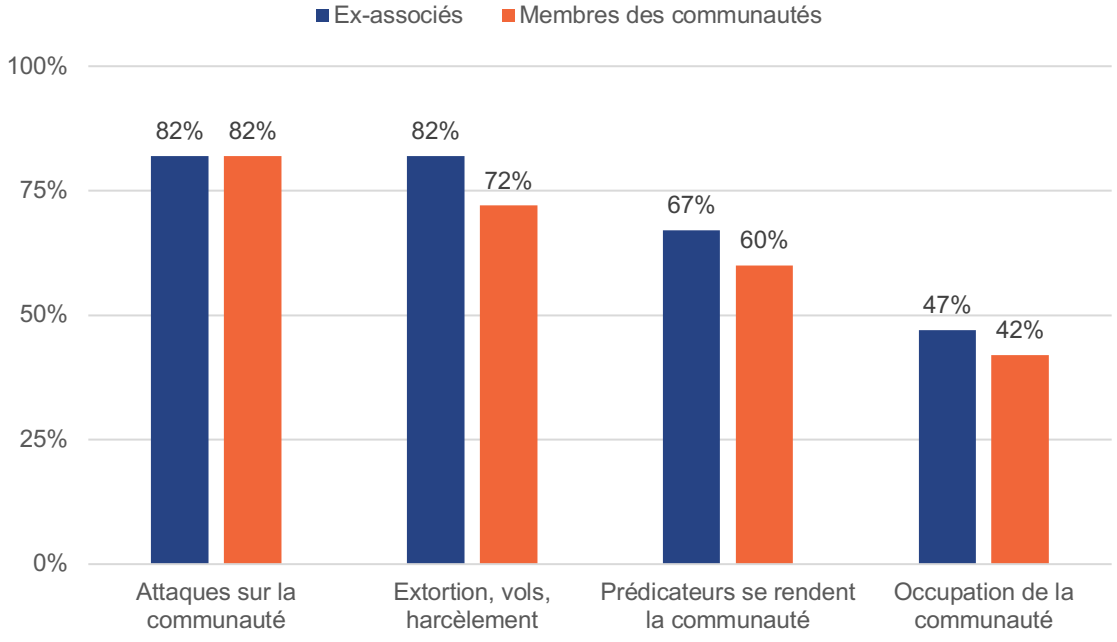
Graphique 20a – Actions de Boko Haram dans les communautés rapportées par les deux catégories de répondants (Tchad)



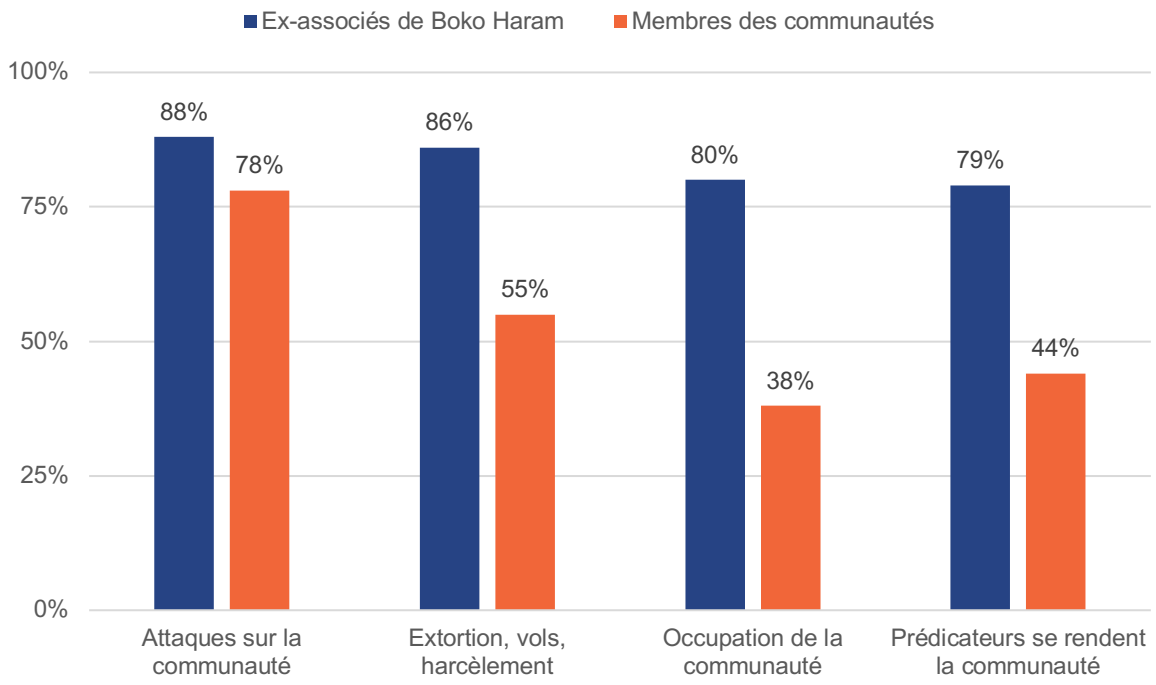
Graphique 20b – Actions de Boko Haram dans les communautés rapportées par les deux catégories de répondants (Cameroun)



Graphique 20c – Actions de Boko Haram dans les communautés rapportées par les deux catégories de répondants (Niger)



Graphique 20d – Actions de Boko Haram dans les communautés rapportées par les deux catégories de répondants (Nigeria baseline survey)



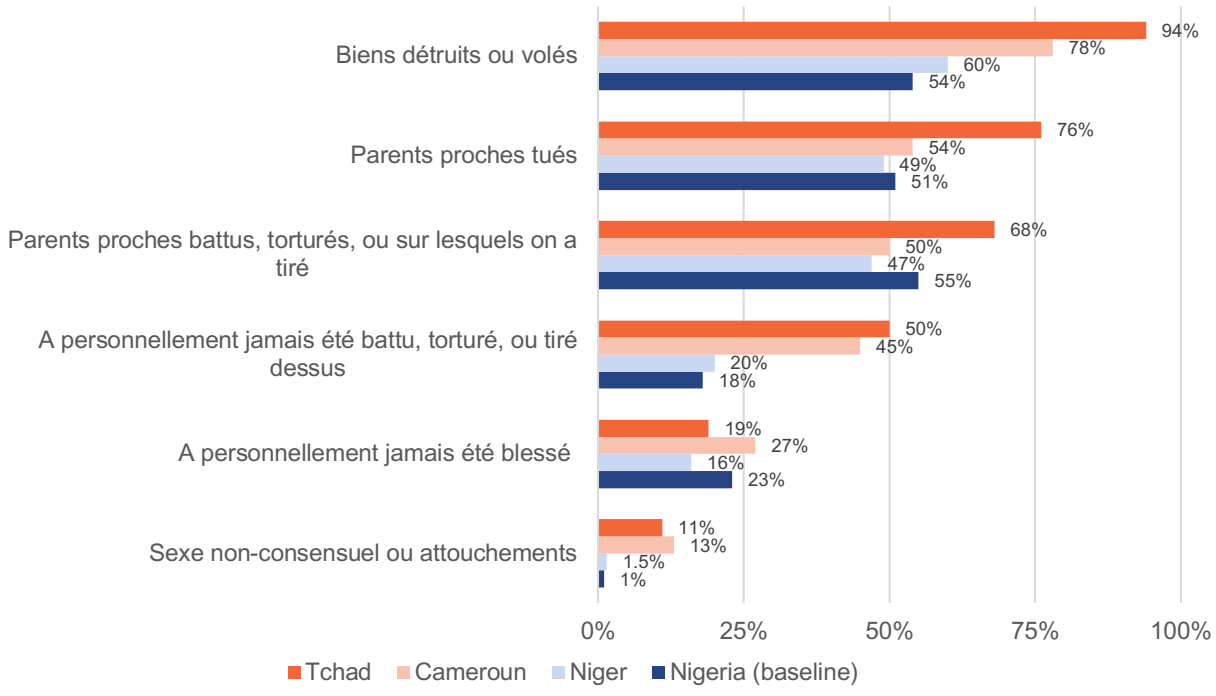
B. Expériences de victimisation

En raison du conflit, la majorité des personnes interrogées ont subi des atteintes à leur personne et à leurs proches. L'enquête du MEAC a utilisé une approche nuancée pour comprendre non seulement la victimisation de la communauté, mais aussi familiale, individuelle, et la destruction des biens.[50] Comme le montre la graphique 21, dans les quatre pays, les types de victimisation les plus souvent rapportés par les répondants comprennent la destruction de biens et les agressions physiques sur les proches (coups, torture, tirs et meurtres). Notamment, 94 per cent des répondants au Tchad ont déclaré que leurs biens avaient été détruits ou emportés pendant le conflit. Outre les dommages matériels et le fait de connaître des proches qui ont été victimes de violences, de nombreuses personnes interrogées ont elles-mêmes été exposées à la violence pendant le conflit. Dans toutes les enquêtes, plus de la moitié des personnes interrogées avaient un proche parent qui a été tué pendant le conflit. Près de la moitié des personnes interrogées au Tchad et au Cameroun ont déclaré avoir elles-mêmes été battues, torturées ou blessées par balle. Des parties plus petites mais notables de l'échantillon ont été gravement blessées à cause du conflit, et certains répondants ont admis avoir été victimes de violences sexuelles.

[50] Le projet a examiné plusieurs indicateurs : les blessures physiques (à soi-même ou à sa famille) ; la destruction de biens (à soi-même) ; les coups, la torture et les meurtres (à soi-même ou à sa famille), les agressions sexuelles (à soi-même) et les déplacements (à soi-même). Ceci en plus de l'enlèvement, qui a été discuté dans la section IV.

Il est probable que la violence sexuelle soit sous-déclarée dans les enquêtes du MEAC.[51] Pourtant, les pourcentages de répondants (11 per cent au Tchad et 13 per cent au Cameroun) qui ont déclaré avoir subi des rapports sexuels ou des attouchements non consensuels sont importants. Au Nigéria, seulement 1 per cent des personnes interrogées lors de l'enquête de référence (baseline survey) ont déclaré avoir elles-mêmes subi des rapports sexuels ou des attouchements non consensuels. Dans la même enquête, cependant, 8 per cent des répondants mariés ont déclaré que leur mariage avait été forcé. En outre, dans l'enquête téléphonique communautaire menée auprès de 2 963 personnes, 11 per cent ont déclaré connaître quelqu'un dans leur communauté qui avait subi des rapports sexuels forcés ou des attouchements non consensuels de la part d'un membre d'un groupe armé.[52] Ces différences indiquent que les tabous et la stigmatisation entourant certaines questions peuvent déformer la réalité sur le terrain. Ceci est particulièrement vrai pour les questions du MEAC sur la violence sexuelle, qui ont été élaborées en consultation avec des experts en matière de violences sexuelles liées au genre ou aux conflits armés afin d'assurer leur clarté, mais ce faisant, les questions sont posées avec un niveau de franchise qui n'est pas toujours commun dans ce contexte, ce qui peut avoir un impact sur les données.

Graphique 21 – Expériences de victimisation

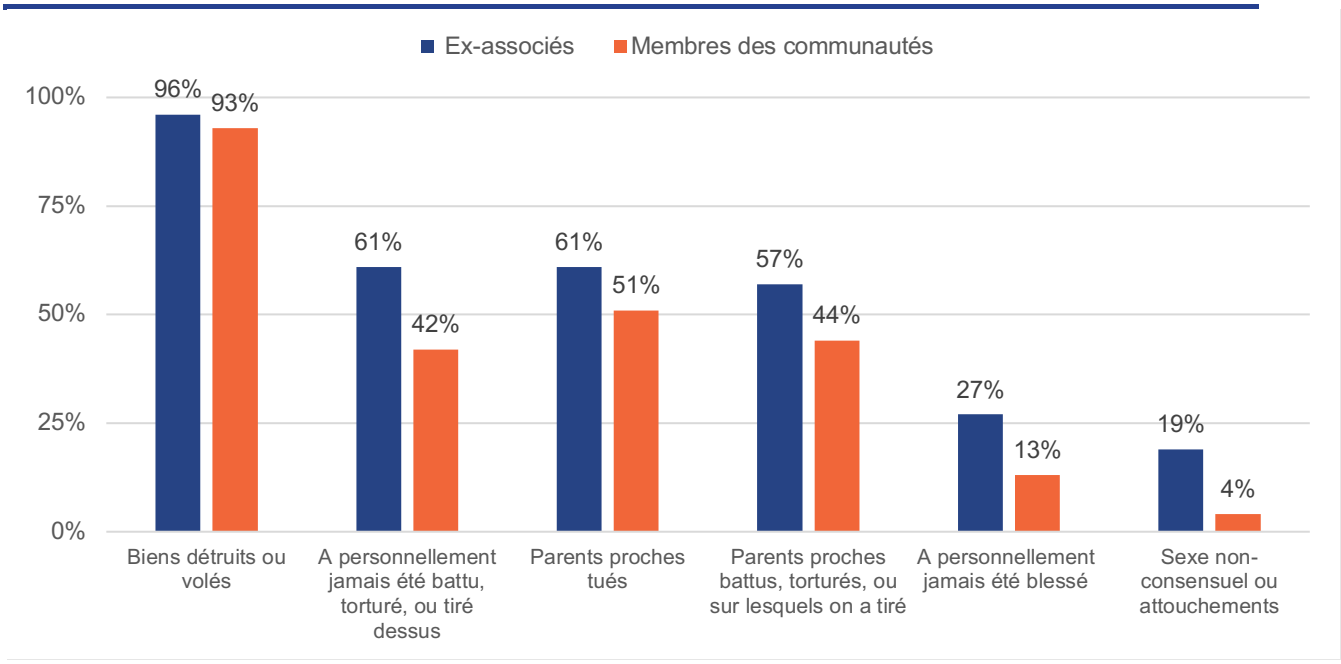


[51] En raison de la sensibilité de la question, du format de l'enquête, ainsi que de la stigmatisation sociale et du tabou, il est concevable que de nombreux répondants ne se sentent pas à l'aise d'admettre avoir subi des rapports sexuels forcés ou des attouchements non consensuels. Comme pour toute autre question, les répondants pouvaient refuser de répondre à ces questions.

[52] Rebecca Littman et al., "The Relationship Between Victimization and Receptivity to Returning Boko Haram Associates," *MEAC Findings Report* 13 (New York: United Nations University, 2021).

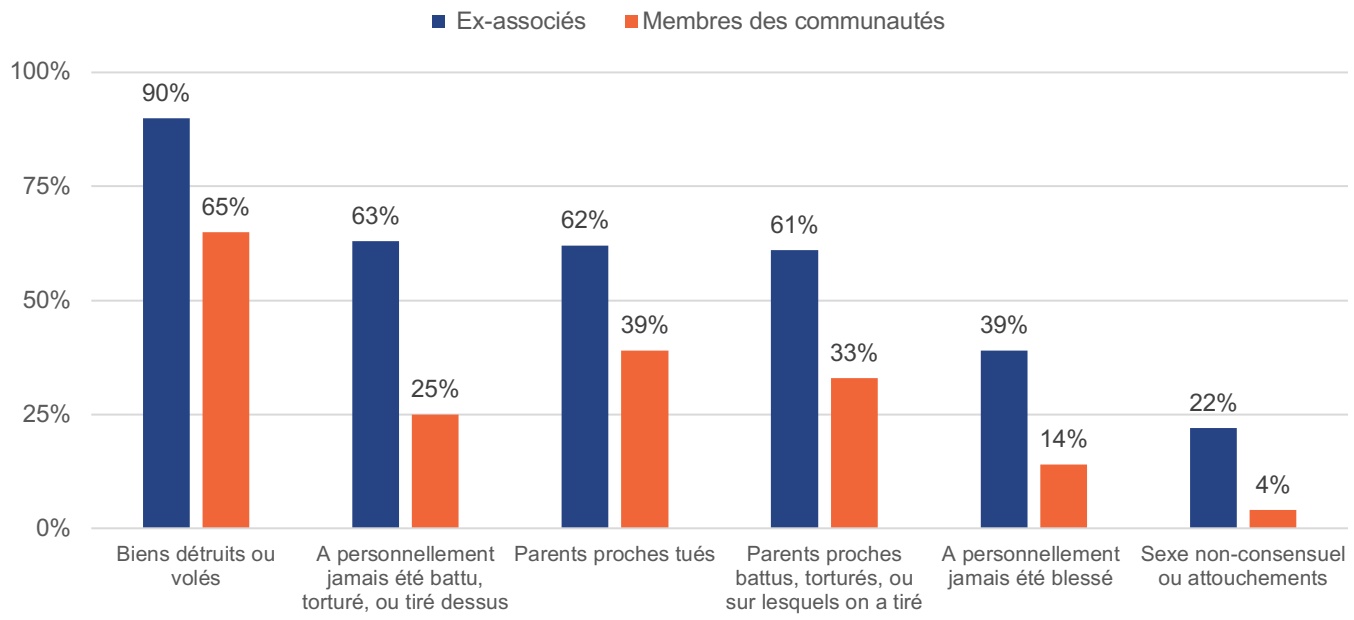
Lorsque l'on fractionne les données, il apparaît clairement que, dans les quatre pays, les personnes qui étaient associées à Boko Haram et à ses factions sont plus susceptibles d'avoir été victimes et exposées à la violence que celles qui n'ont jamais été associées. Au Cameroun, par exemple, 90 per cent des ex-associés ont déclaré avoir détruit des biens (contre 65 per cent des membres de la communauté), 63 per cent ont déclaré avoir subi des dommages physiques (25 per cent des ex-associés) et 22 per cent ont déclaré avoir subi des rapports sexuels ou des attouchements non consentis (4 per cent des membres non-associés des communautés). La manière dont cette question a été posée rend difficile la détermination du moment où les ex-associés ont été victimes - avant et/ou pendant leur association. Ce qui est clair, c'est que les ex-associés qui sont dans leur parcours de réintégration ont été exposés à la violence du conflit et peuvent avoir des besoins spécifiques liés à ces expériences, qui peuvent nécessiter un traitement pour soutenir efficacement leur transition vers la vie civile et auront un impact sur les progrès par rapport à l'**Indicateur RSS 11.2a**.

Graphique 22a – Experiences des victimes désagrégées entre les ex-associés de Boko Haram et les membres des communautés (Tchad)

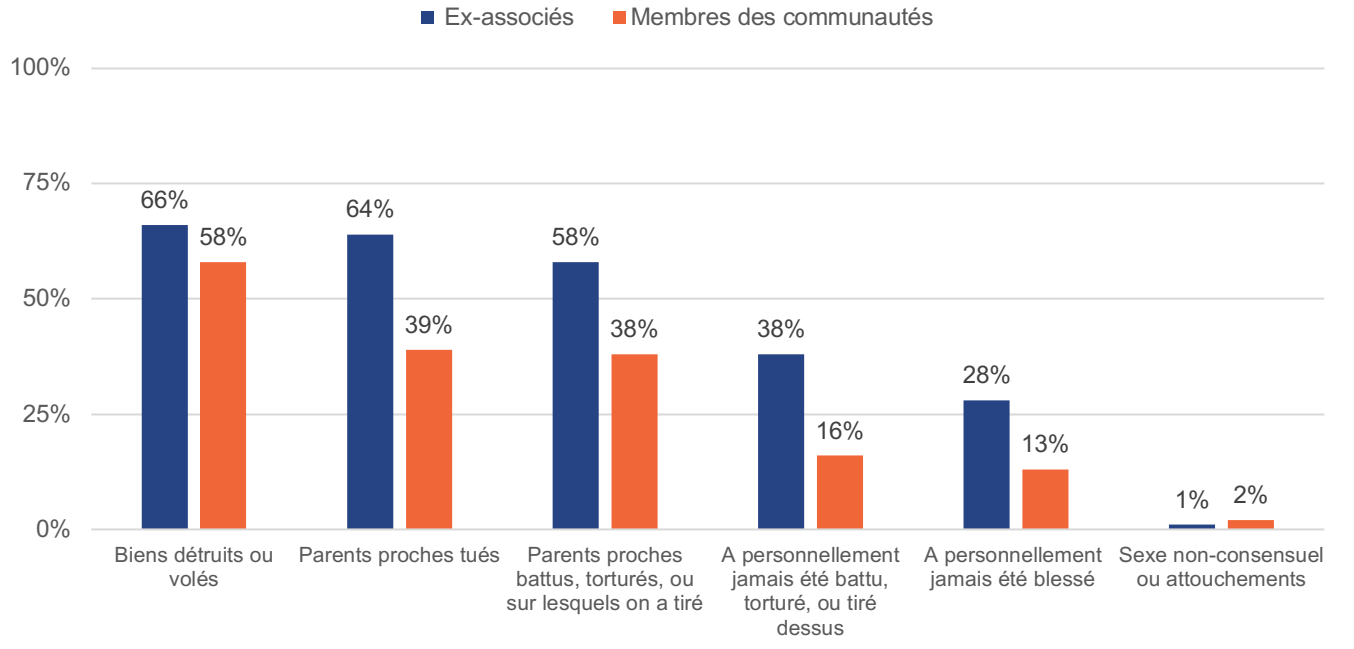


,

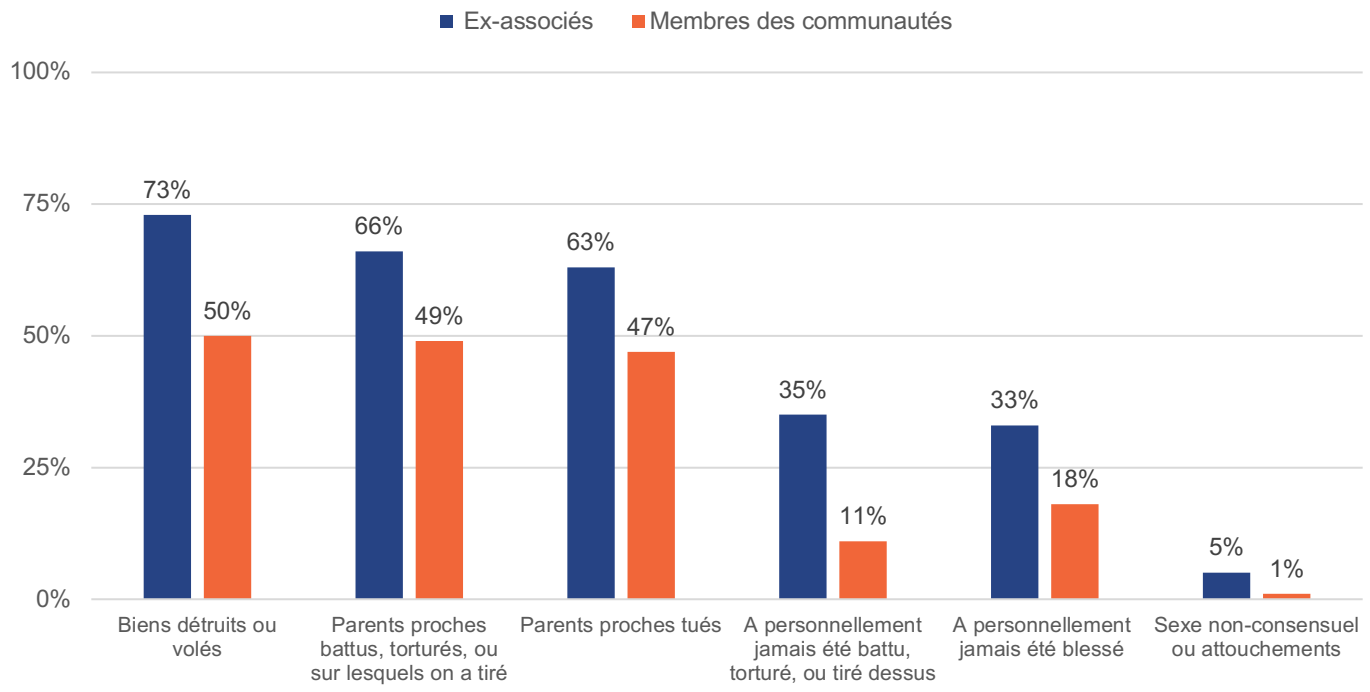
Graphique 22b – Experiences des victimes désagrégées entre les ex-associés de Boko Haram et les membres des communautés (Cameroun)



Graphique 22c – Experiences des victimes désagrégées entre les ex-associés de Boko Haram et les membres des communautés (Niger)

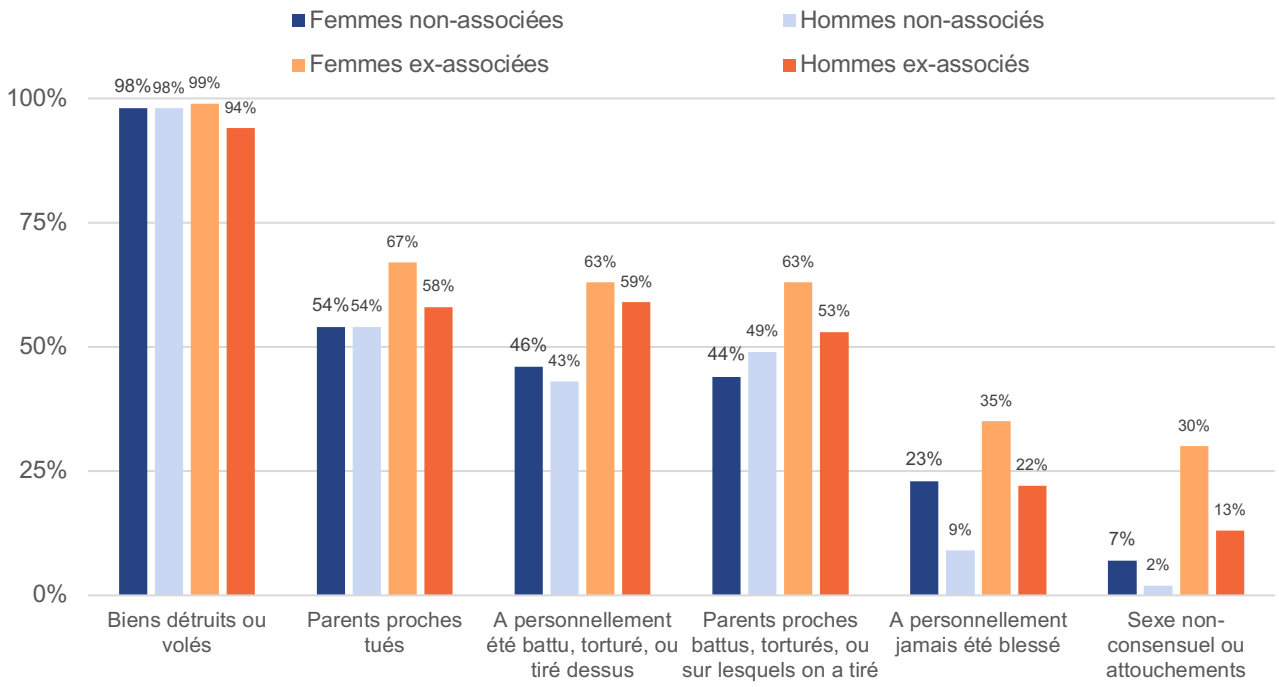


Graphique 22d – Experiences des victimes désagrégées entre les ex-associés de Boko Haram et les membres des communautés (Nigeria baseline survey)

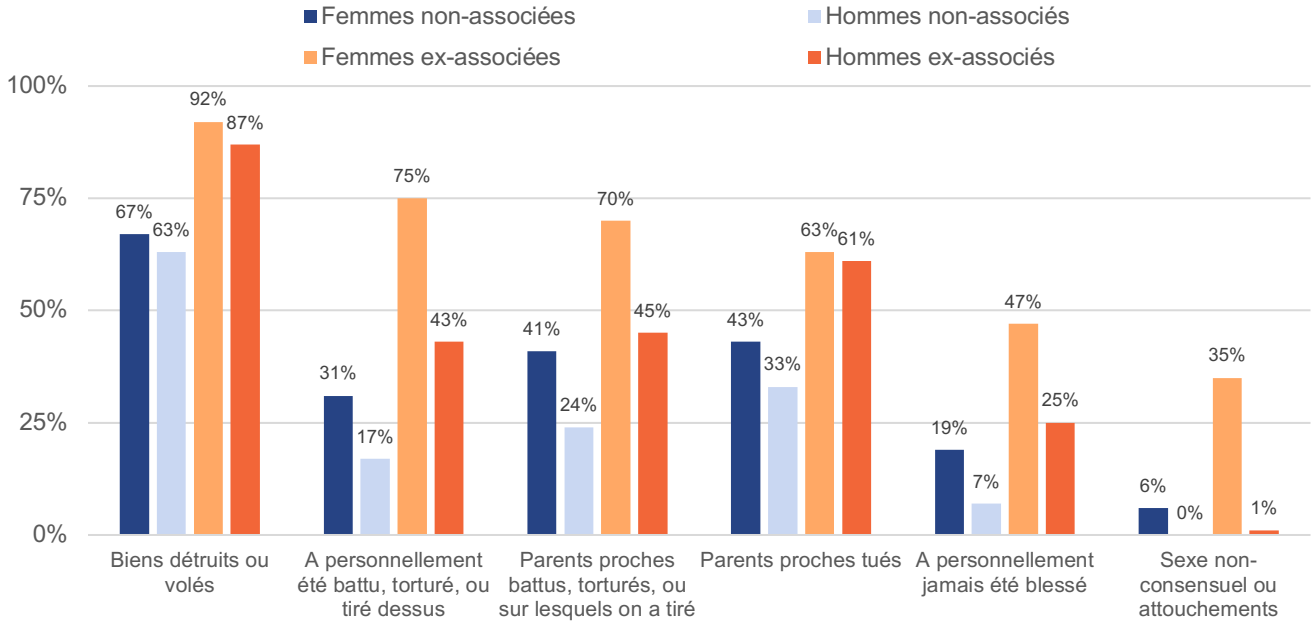


Au Cameroun, comme le montre la graphique 23b ci-dessous, la ventilation des données par sexe et par association indique que les femmes et les filles, et en particulier celles qui ont été associées, ont tendance à subir des préjudices à des taux plus élevés que les hommes et les garçons. En revanche, les taux de victimisation entre hommes et femmes parmi les membres non-associés des communautés et les ex-associés au Niger et au Tchad sont plus équilibrés, à l'exception des violences sexuelles. Les femmes et les filles ex-associées sont légèrement plus susceptibles d'être victimes que les hommes et les garçons ex-associés au Tchad. Au Niger, les hommes et les garçons non-associés sont légèrement plus susceptibles d'être victimes que les femmes et les filles non associées. Dans l'enquête de référence du Nigéria, les femmes et les filles qui étaient associées à Boko Haram sont proportionnellement plus susceptibles de subir des rapports sexuels forcés et de rapporter des taux plus élevés d'atteintes physiques à des proches que les hommes/garçons. Comme on peut le voir dans la graphique 23d, en revanche, les hommes qui ont été associés signalent davantage d'atteintes physiques personnelles directes. Parmi les membres non-associés des communautés, les femmes/filles et les hommes/garçons signalent des taux similaires d'atteintes aux proches et de violences sexuelles, mais les hommes et les garçons non-associés subissent personnellement plus d'atteintes physiques (battus, torturés ou abattus).

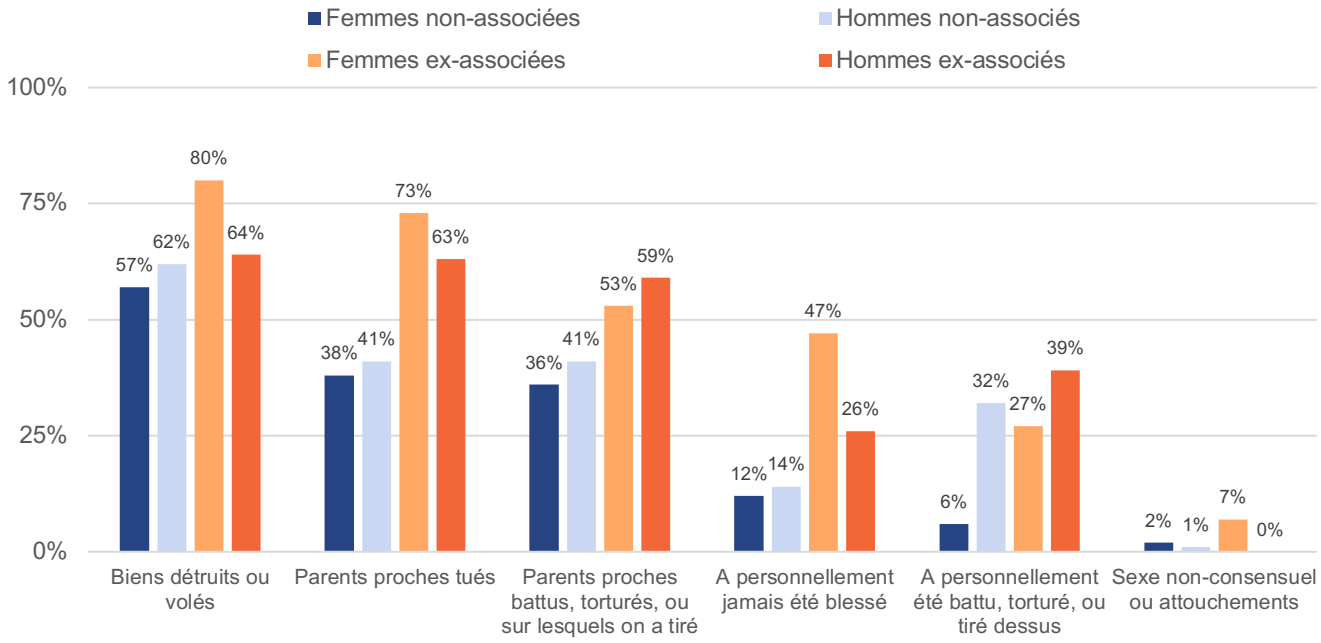
Graphique 23a – Indicateurs de victimization désagrégés par gender et association (Tchad)



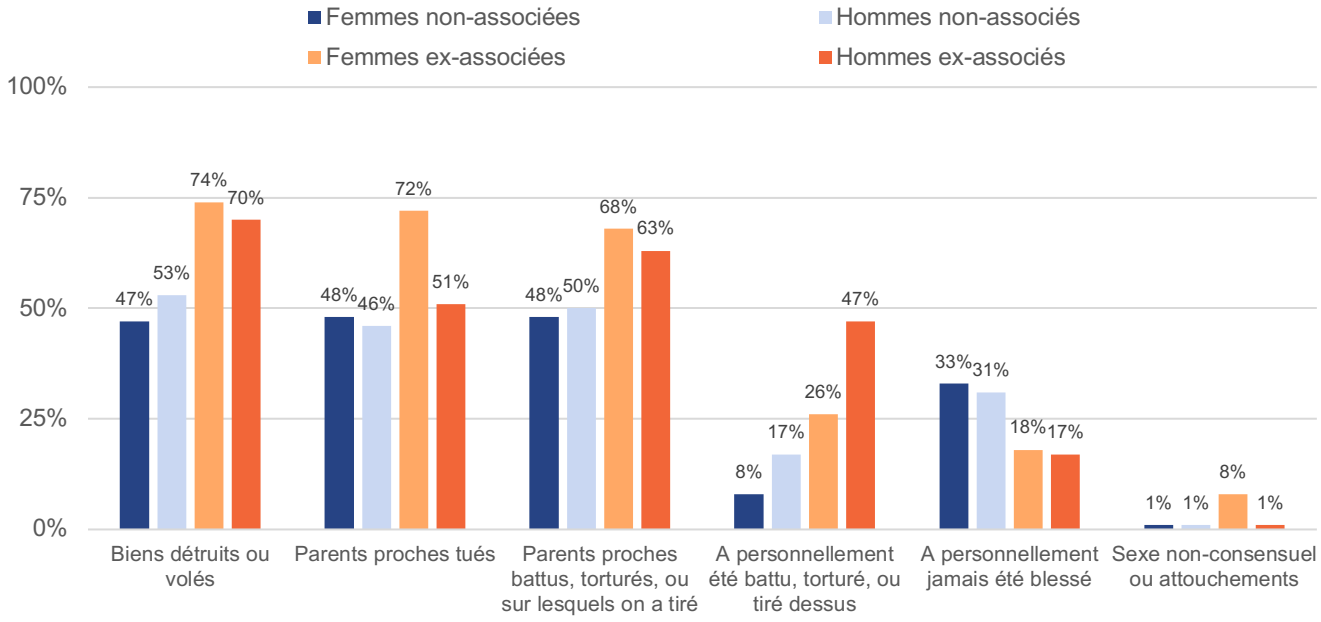
Graphique 23b – Indicateurs de victimization désagrégés par gender et association (Cameroun)



Graphique 23c – Indicateurs de victimization désagrégés par gender et association (Niger)



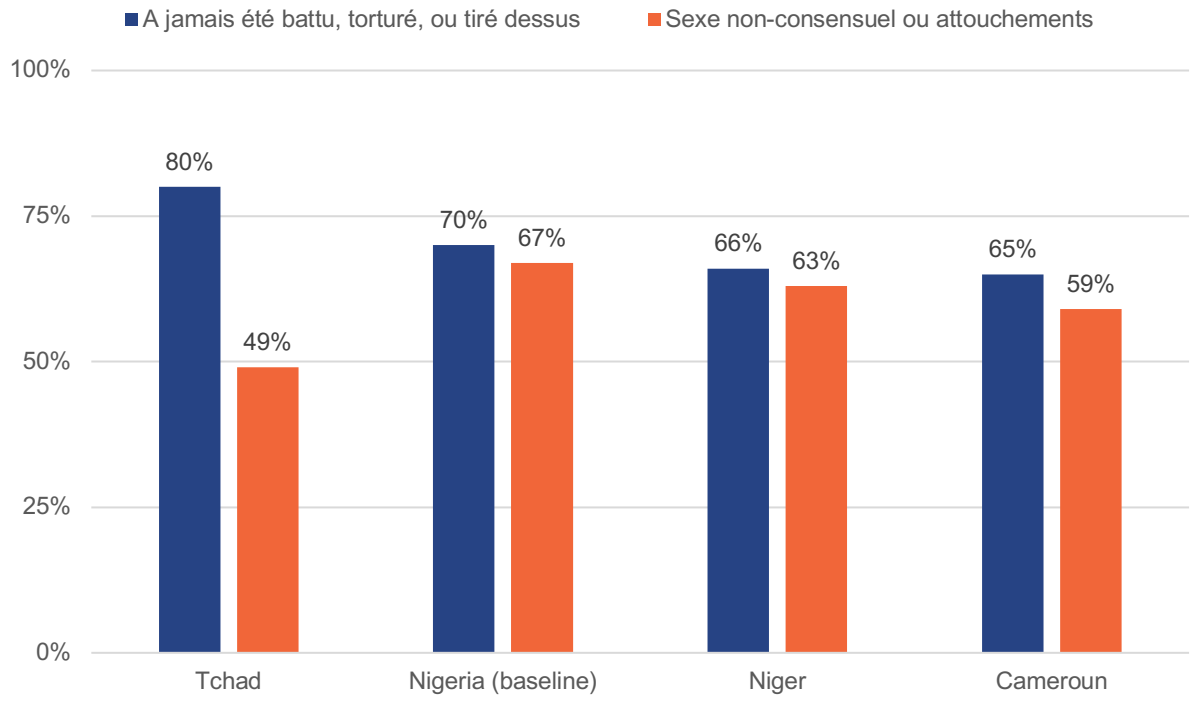
Graphique 23d – Indicateurs de victimization désagrégés par gender et association (Nigeria baseline survey)



C. Les auteurs d'actes de violence

Dans toutes les catégories de victimisation, l'auteur le plus fréquemment désigné est Boko Haram. Comme le montre la graphique 24, les personnes qui ont subi des passages à tabac, des tortures, des coups de feu ou des violences sexuelles, ainsi que celles qui ont déclaré qu'un membre de leur famille avait été tué ou avait subi des dommages physiques, ont désigné en grande majorité « Boko Haram » et ses factions comme les principaux responsables (80 per cent au Tchad et 65-66 per cent au Cameroun et au Niger).[53] Dans l'enquête de référence du Nigeria (baseline survey), 70 per cent des personnes interrogées ont désigné Boko Haram comme responsable des atteintes physiques directes qu'elles ont subies, et 68 per cent comme responsable des violences sexuelles. Par rapport aux autres pays du bassin du lac Tchad, l'enquête de référence du Nigeria montre des taux de victimisation par l'État et les acteurs affiliés à l'État beaucoup plus élevés. Au Nigeria, près d'un tiers des personnes qui ont déclaré avoir été battues, blessées par balle ou torturées pendant le conflit ont dit que c'était aux mains de l'armée. En ce qui concerne la violence sexuelle, 6 per cent des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête de référence au Nigeria ont désigné des personnes de leur propre communauté (soit des jeunes, soit d'autres personnes) et 4 per cent ont désigné les militaires comme responsables.

Graphique 24 – Pourcentages de répondants désignant Boko Haram comme responsable pour la violence physique ou sexuelle qu'ils ont vécus



[53] Certaines personnes interrogées dans les autres pays ont mentionné les bandits ou les militaires, mais dans de faibles pourcentages (1-2 per cent au Tchad, 5 per cent pour les militaires au Cameroun, 6-7 per cent au Niger).

Lorsque les personnes interrogées ont fait la différence entre les factions de Boko Haram, elles étaient beaucoup plus susceptibles de désigner la faction de Shekau comme l'auteur de violences physiques et sexuelles contre elles et leurs familles. En revanche, très peu de personnes interrogées ont désigné la faction d'Al Barnawi (également connue sous le nom ISWAP) comme étant à l'origine de ce type d'actes au Tchad et au Cameroun. Au Niger, cependant, 32 per cent des répondants qui avaient été victimes de violences physiques ou sexuelles ont identifié ISWAP comme étant l'auteur de ces actes, ce qui représente moins de 40 per cent des répondants qui ont déclaré que la faction de Shekau était responsable des mêmes types de violence. Encore une fois, cela peut indiquer que ISWAP joue un rôle plus important au Niger que dans les autres pays. Bien que les niveaux de victimisation au Niger semblent plus faibles qu'au Tchad et au Cameroun, ils restent significatifs, ce qui suggère peut-être que si ISWAP peut être considérée comme moins violente envers les civils que la faction de Shekau, elle est certainement engagée dans la violence contre les civils. En effet, ISWAP conduit aussi des actes de représailles contre les communautés soupçonnées de connivence avec l'armée ou refusant de payer les redevances exigées par le groupe.

VII. Au retour des ex-associés de Boko Haram

La réintégration est une voie à double sens. Quelle que soit l'ampleur, la qualité et le soutien de l'intervention, si les communautés ne sont pas prêtes à absorber socialement et économiquement les ex-associés des groupes armés, il est peu probable que ces derniers se réinsèrent pleinement et durablement dans la vie civile. Il est donc essentiel de comprendre la réceptivité des communautés aux ex-associés de Boko Haram, qui, avec la mort de Shekau et les défections massives qui ont suivi, reviennent et reviendront en nombre croissant dans de nombreuses communautés.[54] Comme l'a déjà établi la recherche du MEAC au Nigéria, « la difficulté de réintégration et le potentiel de rejet posent un problème humanitaire, ainsi qu'un défi potentiel de sécurité s'il pousse les ex-associés à retourner à Boko Haram, à passer à un autre groupe armé, ou à dissuader d'autres personnes encore avec Boko Haram de quitter le groupe par crainte d'expériences de réintégration négatives ».[55] Cette section se penche sur les ex-associés qui sont rentrés chez eux, sur la volonté des membres non-associés des communautés à interagir avec eux, et sur les préférences des communautés quant à la manière de traiter ceux qui quittent Boko Haram et ses factions.

[54] Les enquêtes menées au Tchad, au Niger et au Cameroun n'ont pas abordé les défections massives et n'ont pas interrogé les nombreuses personnes qui se sont manifestées lors de cette récente vague de défections. Au Nigéria, étant donné la nature de l'enquête, qui dure depuis plusieurs années, les personnes ayant fait partie des défections massives sont interrogées.

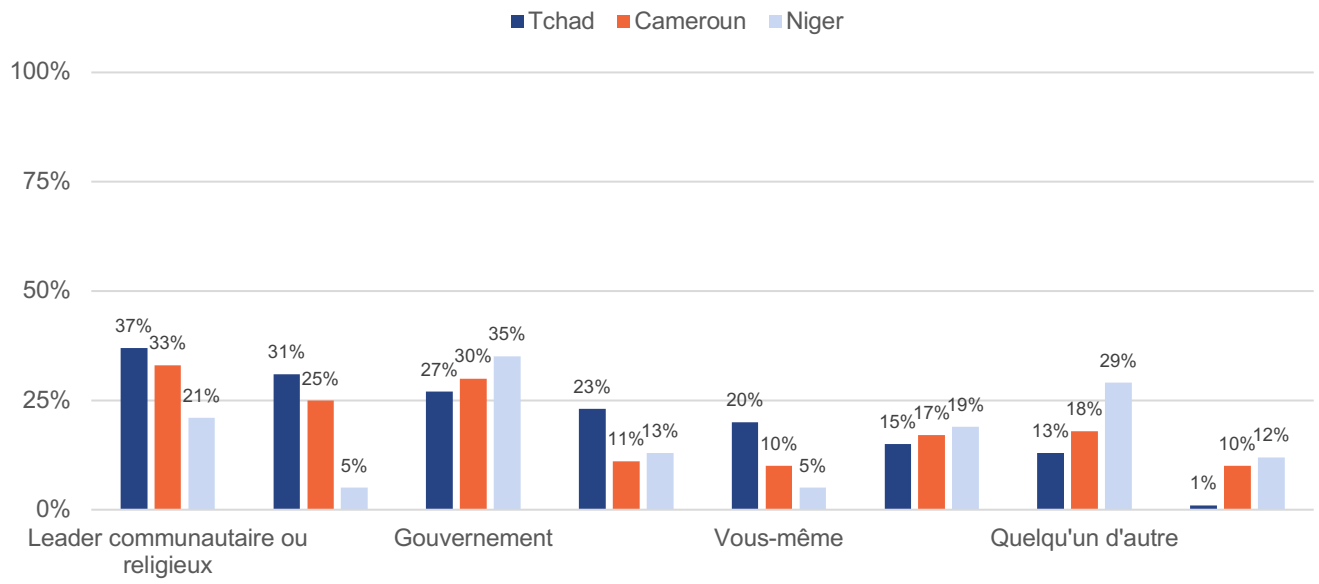
[55] Rebecca Littman et al., "Community Acceptance of Former Boko Haram Affiliates," *MEAC Findings Report* 7 (New York: United Nations University, 2021).

A. Retour des ex-associés dans les communautés

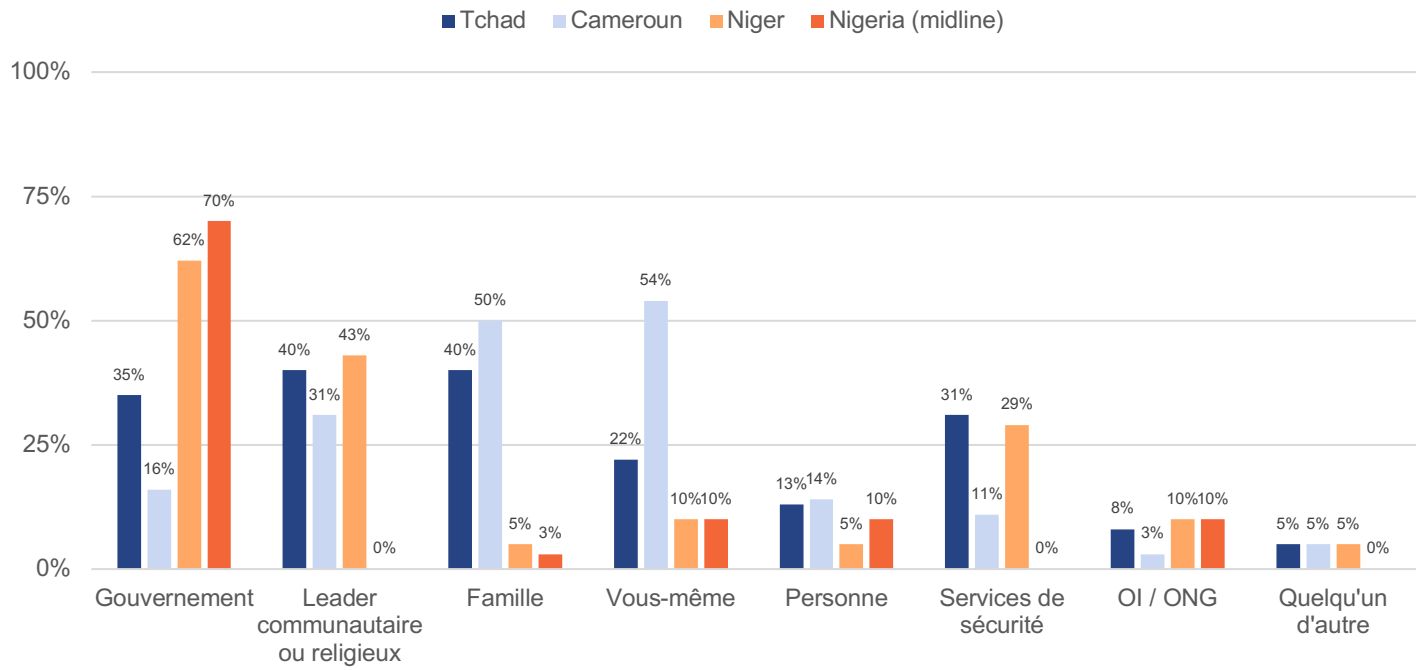
On observe des signes de retours directs - des personnes qui quittent Boko Haram ou l'une de ses factions et retournent directement dans leur communauté (ou une autre), en contournant tous les programmes de défection, de type DDR, de réintégration et/ou de sélection mis en place par les autorités gouvernementales. D'autres ex-associés passent par différents processus de sélection et de transition. Ceux qui passent par les centres de détention ou de transit du gouvernement ont souvent de l'aide pour reprendre contact avec leur communauté d'origine. L'enquête MEAC a demandé aux membres non-associés des communautés s'ils connaissaient des personnes de leur communauté qui étaient avec Boko Haram et qui sont revenues, et si oui, si quelqu'un a facilité leur retour (voir graphique 25).[56] En outre, il a été demandé aux ex-associés eux-mêmes si quelqu'un avait négocié leur retour (voir graphique 26). Lorsque leur arrivée a été négociée, les leaders communautaires et religieux ont joué un rôle important au Cameroun et au Tchad, et dans une moindre mesure, le gouvernement et les services de sécurité ont facilité les retours.[57] Au Tchad et au Cameroun, lorsqu'ils sont interrogés sur leurs propres expériences, les ex-associés identifient de la même manière le gouvernement, les chefs communautaires et les services de sécurité, mais ils identifient également les membres de leur famille comme ceux qui ont facilité leur retour. Beaucoup d'ex-associés, en particulier au Cameroun, disent avoir négocié leur propre retour. Au Niger, c'est le gouvernement qui a principalement joué le rôle d'intermédiaire pour les retours. Au Nigeria, la plupart des ex-associés déclarent que personne n'a facilité leur retour. Pour ceux qui ont indiqué que quelqu'un avait facilité leur retour, le gouvernement a été cité comme le principal intermédiaire (39 per cent), suivi par les organisations internationales ou les ONG (8 per cent), et les membres de la famille (2 per cent).[58]

[56] Les répondants pouvaient sélectionner plusieurs réponses pour ces questions, au cas où plusieurs acteurs joueraient le rôle de courtier.
[57] Au Nigeria, cette question est actuellement posée dans le cadre d'une enquête en cours à mi-parcours (midline) et en fin de parcours (endline), et n'est donc pas incluse dans cette graphique.
[58] Au Nigeria, les options de réponse varient légèrement. Les répondants n'ont pas obtenu les options « Vous-même » et « Services de sécurité ».

Graphique 25 – Répondants non-associés sur qui a facilité le retour des ex-associés dans leur communauté (Tchad, Cameroun, Niger)



Graphique 26 – Ex-associés sur qui a facilité le retour des ex-associés dans leur communauté (Tchad, Cameroun, Niger, Nigeria)



B. Volonté des membres non-associés des communautés d'interagir avec les ex-associés

Les répondants non-associés réagissent de différentes manières au retour des ex-associés. La grande majorité d'entre eux ont une perception négative des ex-associés, ce qui se traduit par des inquiétudes quant à leur stigmatisation. Cependant, les communautés sont également ouvertes au fait de pardonner et de réintégrer les ex-associés parmi elles.

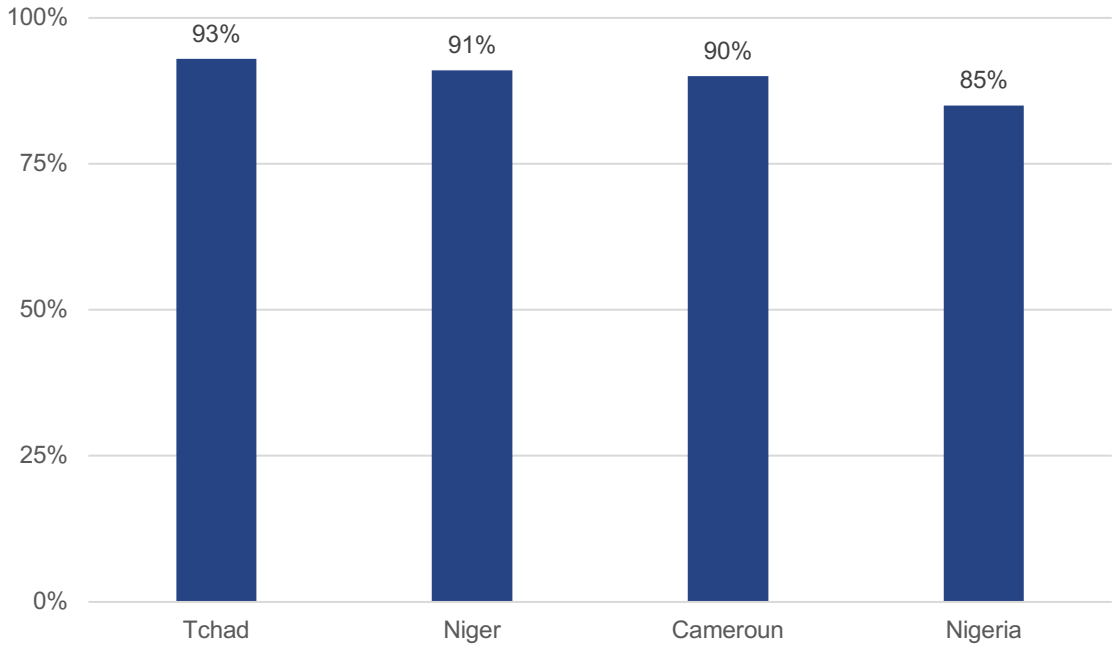
1. Perceptions négatives des ex-associés

Le potentiel de rejet des ex-associés qui reviennent semble très élevé, car plus de 90 per cent des membres de la communauté interrogés au Tchad, au Cameroun et au Niger considèrent les personnes qui étaient avec Boko Haram comme « mauvaises ». A leur tour, 80 à 90 per cent des ex-associés supposent également que la plupart des personnes de leur communauté perçoivent les ex-associés de manière négative. De plus, la majorité des membres de la communauté non-associés déclarent qu'il y a des personnes dans leur communauté qui se sentent blessées par les actions passées des personnes qui étaient avec Boko Haram.

Ces perceptions ne semblent pas propices au soutien de la communauté à la réintégration, et pourtant, les données de l'enquête téléphonique communautaire au Nigeria - réalisée avant les enquêtes au Tchad, au Cameroun et au Niger - ont mis en évidence plusieurs indications que la réceptivité était plus élevée que ce à quoi on pourrait s'attendre. Tout d'abord, comme le montre la graphique 27, cette enquête a révélé que davantage de personnes ont entendu parler d'ex-associés de Boko Haram qui sont revenus dans la communauté et qui ont été de « bons membres de la communauté » (39 per cent) que de ceux qui sont revenus et qui ont « posé des problèmes » (14 per cent).[59] Cette question n'a pas encore été posée de façon répétée au fil du temps, mais elle le sera dans le cadre du suivi de l'enquête au Nigeria. En soi, elle peut représenter une indication positive de la progression vers l'**indicateur RSS 11.3a**, et posée plusieurs fois dans le temps, permettra d'évaluer si les relations s'améliorent effectivement. Il est important de noter qu'il est possible que cette enquête antérieure ne représente pas les sentiments actuels (par exemple, depuis que les défections massives ont commencé), qu'elle soit spécifique au Nigéria, ou qu'elle soit également différente parce que le Nigéria à l'époque avait déjà vu tant de personnes rentrer chez elles après l'engagement de Boko Haram.

[59] Rebecca Littman et al., "Community Acceptance of Former Boko Haram Affiliates," *MEAC Findings Report* 7 (New York: United Nations University, 2021): 10.

Graphique 27 – Pourcentage de répondants non-associés qui perçoivent les ex-associés de Boko Haram comme "mauvais"



Il semble que les leaders communautaires et les chefs traditionnels soient largement réceptifs au retour de leurs voisins qui avaient été avec Boko Haram, ce qui est essentiel pour faire progresser l'**indicateur RSS 12.4a**. Les chefs communautaires de Maiduguri et des environs étaient en fait plus susceptibles d'être réceptifs au retour des ex-associés. La réceptivité au retour était en fait plus élevée parmi les chefs communautaires qui avaient été ciblés par le groupe lui-même. Selon l'enquête du MEAC auprès des leaders communautaires et des chefs traditionnels, 89 per cent et 95 per cent des leaders communautaires et des chefs traditionnels ciblés par Boko Haram seraient prêts à autoriser le retour d'une femme ou d'un enfant qui avait été avec le groupe (respectivement), contre 83 per cent et 82 per cent des chefs non ciblés (respectivement). Les chefs locaux sont les principaux garants des retours, qui sont bien placés, en particulier à la lumière de l'enquête téléphonique communautaire du MEAC au Nigeria, pour influencer l'acceptation de la communauté (par exemple, si le Bulama se porte garant de ceux qui reviennent, l'acceptation de la communauté augmente).[60]

Même si les communautés et leurs dirigeants reconnaissent les histoires positives de réintégration, la plupart des ex-associés au Tchad et au Niger cachent encore le fait qu'ils aient appartenu au groupe ou à l'une de ses factions. Seuls 43 per cent des ex-associés au Tchad et 28 per cent au Niger sont prêts à reconnaître leur implication passée. En revanche, les ex-associés semblent plus enclins à révéler leur implication passée au Cameroun (58 per cent) - ce qui peut s'expliquer par le fait que la plupart d'entre eux sont encore dans les centres de transit

[60] Rebecca Littman et al., "Social, Economic, and Civic Reintegration of Former Boko Haram Affiliates", *MEAC Findings Report* 10 (New York : United Nations University, 2021): 9.

de Meri, où certaines préoccupations concernant la reconnaissance de l'association peuvent être quelque peu hypothétiques et/ou n'étaient pas encore potentiellement problématiques lorsqu'ils étaient entourés de personnes dans une situation similaire.[61] Il est encore plus frappant de constater que, dans l'enquête de référence du Nigéria (baseline survey), 66 per cent des ex-associés de Boko Haram étaient prêts à dire aux membres de leur communauté qu'ils avaient fait partie du groupe. La réticence à révéler leur ancienne association et le désir profond de passer inaperçu, en particulier au Niger, réduisent encore la visibilité de la communauté sur les personnes qui ont été impliquées dans Boko Haram et ses factions et celles qui ne l'ont pas été. Les ex-associés qui tentent de se démobiliser et de se réintégrer directement dans leur communauté - ou de repartir à zéro ailleurs - peuvent être une arme à double tranchant. D'une part, le fait de ne pas révéler leur implication dans un groupe armé permet aux ex-associés d'éviter la stigmatisation liée à l'association. D'autre part, cela peut entraver la bonne mise en œuvre des programmes officiels destinés aux ex-associés et laisser ces derniers sans soutien et peut-être plus vulnérables au ré-enrôlement.

2. Préoccupations concernant la stigmatisation

Les données suggèrent que les ex-associés de Boko Haram peuvent avoir des raisons de s'inquiéter. À l'aide de modèles de régression analytique, MEAC a examiné comment les gens réagissent et traitent les ex-associés de Boko Haram, de JAS ou d'ISWAP, tels qu'ils sont rapportés par ces derniers. Il existe des liens forts et cohérents entre le fait d'être un ex-combattant ou un ex-associé au Tchad, au Niger et au Cameroun et le fait de signaler un mauvais traitement une fois de retour dans la communauté. Dans les trois pays, dans tous les cas sauf un[62], être un ex-associé a conduit à une probabilité plus élevée de déclarer que les gens avaient peur d'eux, agissaient comme s'ils ne leur faisaient pas confiance, les insultaient ou les menaçaient.[63] L'ampleur des effets varie de faible à très importante, en particulier au Tchad où, pour chaque mesure, le fait d'être un ex-associé de Boko Haram ou de l'une de ses factions entraîne une augmentation considérable de la probabilité que le répondant déclare que les gens ne lui font pas confiance, ont peur de lui ou l'insultent.

Les ex-associés ne font pas toujours le lien de causalité entre leur association et leur mauvais traitement. On a également demandé à ceux qui ont souffert de stigmatisation, de menaces ou d'insultes ce qui expliquait leur mauvais traitement par d'autres personnes. De manière surprenante, l'association antérieure à un groupe armé est la principale raison invoquée - elle a été choisie par moins de 2 per cent des ex-associés ayant répondu à la question au Tchad, ce qui est assez peu si l'on considère que 21 per cent ont répondu « l'endroit d'où vous venez ». Cependant, au Cameroun, 18 per cent des ex-associés considèrent qu'ils ont été mal traités en raison de leur ancienne implication dans un groupe armé - entre autres raisons (et 21 per cent des ex-associés considèrent que ce mauvais traitement est dû à l'endroit d'où ils viennent). Bien

[61] À l'inverse, seul un tiers environ des membres de la communauté interrogés (30 à 40 per cent) sont capables d'identifier les personnes de leur communauté dont ils savaient qu'elles étaient associées à Boko Haram ou à ses factions apparentées.
[62] Au Niger, la relation entre le fait d'être un ex-combattant de Boko Haram/JAS/ISWAP et la probabilité que la personne interrogée ait été menacée au cours du dernier mois n'était pas statistiquement significative.
[63] Toutes ces questions demandaient à quelle fréquence les répondants avaient subi ces traitements au cours du mois précédent.

que ces chiffres soient inférieurs à ce que l'on pourrait attendre, il est important de noter que « l'endroit d'où vous venez » peut également être interprété comme étant le groupe armé ou un centre de transit. Au Nigeria, les groupes de discussion avec les femmes qui ont quitté Boko Haram ont également souligné que l'association avec un groupe armé est souvent associée à des stigmates. Les femmes qui ont participé à cette discussion ont parlé de la communauté - déjà à court des provisions les plus élémentaires - qui n'a pas réagi chaleureusement à leur retour de la brousse parce qu'elles étaient sales, mal nourries, avaient des poux, avaient besoin de vêtements et n'avaient rien à offrir. Cependant, les données de l'enquête de mi-parcours (midline survey) suggèrent que de nombreux ex-associés de Boko Haram attribuent leur mauvais traitement à leur association avec le groupe (48 per cent).

La maltraitance peut ne pas être internalisée en tant que telle, mais elle peut découler de préoccupations liées à la sécurité de la communauté ou de réactions émotionnelles à l'égard d'ex-associés. Les répondants non-associés à l'enquête ont été interrogés sur leur niveau de colère envers les ex-associés et sur leur conviction qu'ils essaieraient de nuire à l'avenir. La majorité des membres non-associés des communautés déclarent ressentir de la colère envers les hommes (50 per cent au Cameroun, 71 per cent au Tchad, 80 per cent au Niger) et les femmes (38 per cent au Cameroun, 67 per cent au Tchad, 79 per cent au Niger) qui étaient avec Boko Haram. Cette réponse plus tolérante à l'égard des femmes peut être due au fait que les femmes ne sont pas considérées comme ayant autant d'autonomie que les hommes et donc leur association avec Boko Haram peut ne pas être considérée comme un choix de leur propre volonté mais plutôt comme celui des hommes dans leur vie (maris, frères, pères).[64] La majorité des personnes interrogées au Cameroun et au Niger pensent également que les hommes qui ont été associés à Boko Haram et à ses factions sont susceptibles d'essayer de nuire aux gens à l'avenir - et plus encore que les ex-associées. Le ressentiment et la méfiance envers les ex-associés sont donc assez élevés et peuvent créer des obstacles à la réintégration.

3. Le potentiel de pardon et de réintégration

Pourtant, malgré ces sentiments de colère et de peur, la majorité des membres non-associés des communautés se considèrent également capables de pardonner aux ex-associés, qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes (respectivement 71 per cent et 73 per cent au Tchad, 72 per cent et 79 per cent au Cameroun, 58 et 59 per cent au Niger) - ce qui représente une opportunité de réconciliation communautaire. La bonne disposition à pardonner est très similaire chez les hommes et les femmes non-associés, ainsi que les adultes et les enfants, au Tchad et au Cameroun. Cependant, il existe une forte disparité entre les hommes et les femmes, et les adultes et les enfants, au Niger. En effet, alors que 85 per cent des hommes interrogés ont déclaré qu'ils seraient capables de pardonner aux hommes et 79 per cent des hommes ont déclaré qu'ils seraient capables de pardonner aux femmes qui étaient avec Boko Haram, les pourcentages chutent drastiquement chez les femmes interrogées, où seulement respectivement 45 per cent et 50 per cent d'entre elles se déclarent prêtes à le faire (pour les hommes et les femmes qui étaient avec Boko Haram, respectivement). Il y a également une différence entre les adultes et

[64] L'organisation culturelle, religieuse et sociale, ainsi que les rôles traditionnels des hommes et des femmes, contribuent à cette perception de l'autonomie des femmes. Voir : Jeannine Ella Abatan and Boubacar Sangare, "Katiba Macina and Boko Haram: including women to what end?", *ISS Today*, 31 March 2021.

les enfants, et 63 per cent des adultes sont prêts à pardonner aux hommes ou aux femmes ex-associés de Boko Haram, alors que seulement 45-49 per cent des enfants ont déclaré qu'ils ne pardonneraient pas aux hommes et aux femmes qui ont été avec le groupe, respectivement.

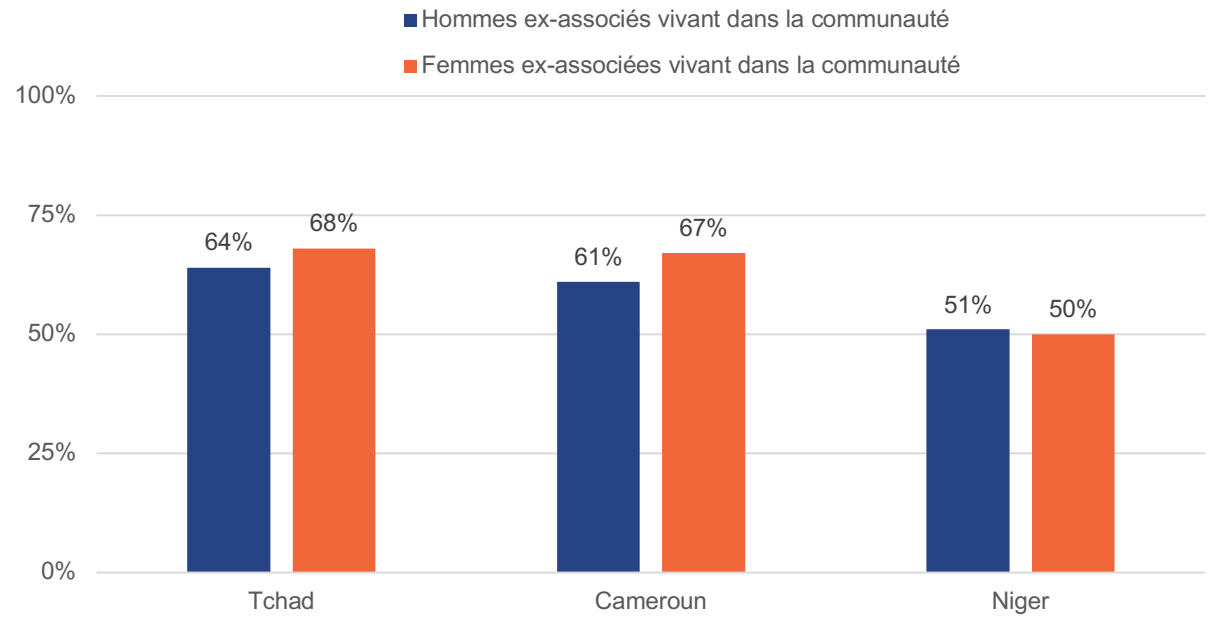
Un travail antérieur du MEAC au Nigeria a conclu que « ...l'Islam encourage les musulmans à pardonner à ceux qui font preuve d'humilité et demandent le pardon. Il est généralement admis que vous avez plus de chances d'être pardonné par Dieu pour vos méfaits si vous pardonnez à ceux qui vous ont fait du tort. La culture du pardon dans le Nord-Est contribue probablement à expliquer les niveaux élevés de volonté de pardonner aux ex-associés de Boko Haram dans les données de l'enquête. »[65] Cela laisse également entrevoir la possibilité de progresser sur l'**indicateur RSS 12.4a**.

Plus important encore, dans tout le bassin du lac Tchad, la réceptivité à la réintégration est élevée. Comme le montre la graphique 28, au Tchad, au Niger et au Cameroun, 49 à 64 per cent des personnes interrogées seraient prêtes à accepter dans leur communauté un homme anciennement associé à Boko Haram. Les femmes anciennement associées semblent plus facilement acceptées, avec des taux de réceptivité plus élevés au Tchad et au Cameroun (67 per cent), par rapport à leurs homologues masculins. Dans l'ensemble, la volonté d'accepter le retour d'ex-associés dans les communautés est plus faible au Niger que dans les autres pays.

Les niveaux d'acceptation des ex-associés de Boko Haram étaient généralement élevés au Nigeria lors de l'enquête téléphonique communautaire du MEAC au Nigeria. Les questions relatives à l'acceptation ont été posées de plusieurs manières dans cette enquête, y compris celles qui faisaient référence aux ex-associés homme/femme de façon générique, et qui ont été répétées au Tchad, au Niger et au Cameroun. D'autres questions portaient sur l'expérience réelle du répondant avec des personnes qu'il connaissait dans sa famille ou sa communauté et qui étaient associées, et l'enquête comprenait une expérience avec deux profils fictifs de Fatima et Usman,[66] qui essayaient de quitter le groupe. Au Nigeria, la réceptivité pour un ex-associé masculin générique de Boko Haram était un peu plus élevée qu'au Tchad, au Niger et au Cameroun (69 per cent) et pour une ex-associée féminine générique (71 per cent). Il est intéressant de noter que, lorsqu'on leur a posé des questions sur Fatima et Usman, la réceptivité au retour a augmenté de manière significative pour toutes les options d'âge (entre 85 et 90 per cent selon les détails sur le sexe et l'âge fournis dans la vignette). Comme nous le verrons plus loin, il semble que la réceptivité au retour des ex-associés de Boko Haram augmente à mesure que les questions de l'enquête passent d'hypothétiques et génériques à plus spécifiques, basées sur l'expérience réelle du répondant avec les individus associés. Cela peut expliquer cette augmentation.

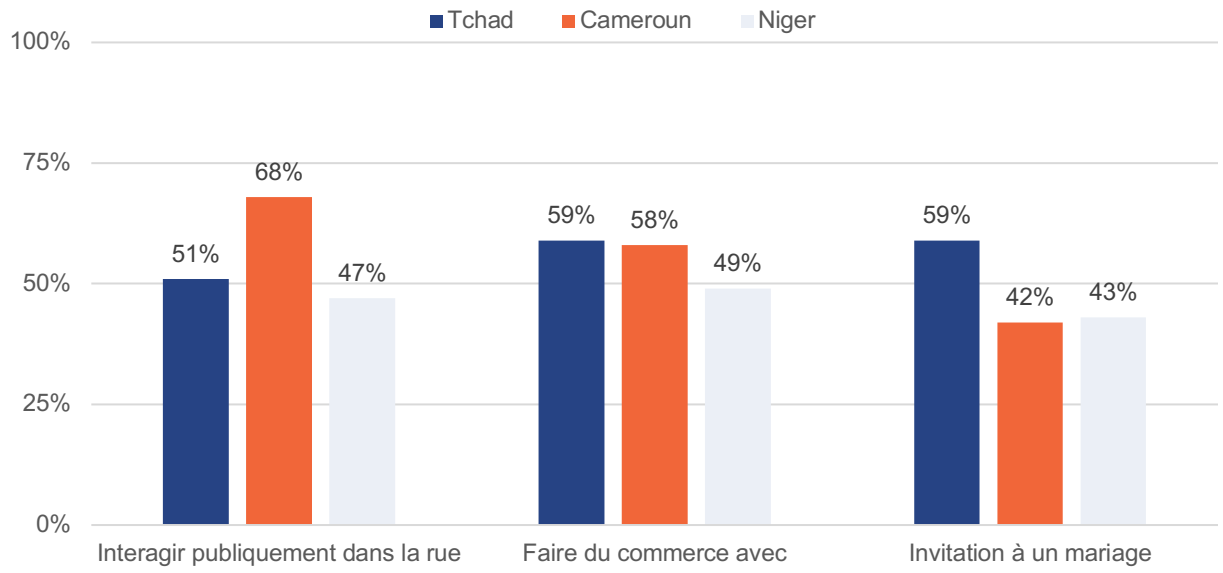
[65] Rebecca Littman et al., "Criminal and Transitional Justice Preferences for Former Boko Haram Associates," *MEAC Findings Report* 12, (New York: United Nations University, 2021): 7.
[66] L'expérience de l'enquête comportait trois conditions : le sexe (« Usman » ou « Fatima »), l'âge (12 ou 28 ans), et quelques informations sur le processus par lequel il/elle était passé(e) (autorisé(e) par le gouvernement après avoir suivi un programme de réorientation (réintégration), exprimé une volonté de s'excuser publiquement et de demander pardon à la communauté, ou aucune information supplémentaire fournie). Le but de l'expérience était d'isoler comment l'âge, le sexe et le parcours de sortie d'un ancien associé influençaient la réceptivité de la communauté à son retour.

Graphique 28 – Réceptivité des communautés à la réintégration des ex-associés (Tchad, Cameroun, Niger)



Au-delà d'un indicateur d'acceptation générale, il est important d'analyser les types spécifiques d'engagement que les membres non-associés des communautés sont prêts à avoir avec les ex-associés, car ils peuvent indiquer des domaines particuliers à cibler pour les efforts de réintégration et de réconciliation. Une telle approche est utile car si l'intégration économique et l'intégration sociale sont liées, elles ont des facettes différentes qui doivent être comprises pour élaborer des interventions de réintégration plus adaptées. La graphique 29 examine si les membres de la communauté non-associés sont prêts à s'engager économiquement et socialement avec les ex-associés. Au Tchad, au Niger et au Cameroun, au moins la moitié de l'échantillon non affilié était prête à parler avec d'ex-associés de Boko Haram dans la rue, à faire du commerce avec eux ou à les inviter à un mariage. La volonté de s'engager avec des ex-associés est systématiquement plus faible au Niger que dans les autres pays.

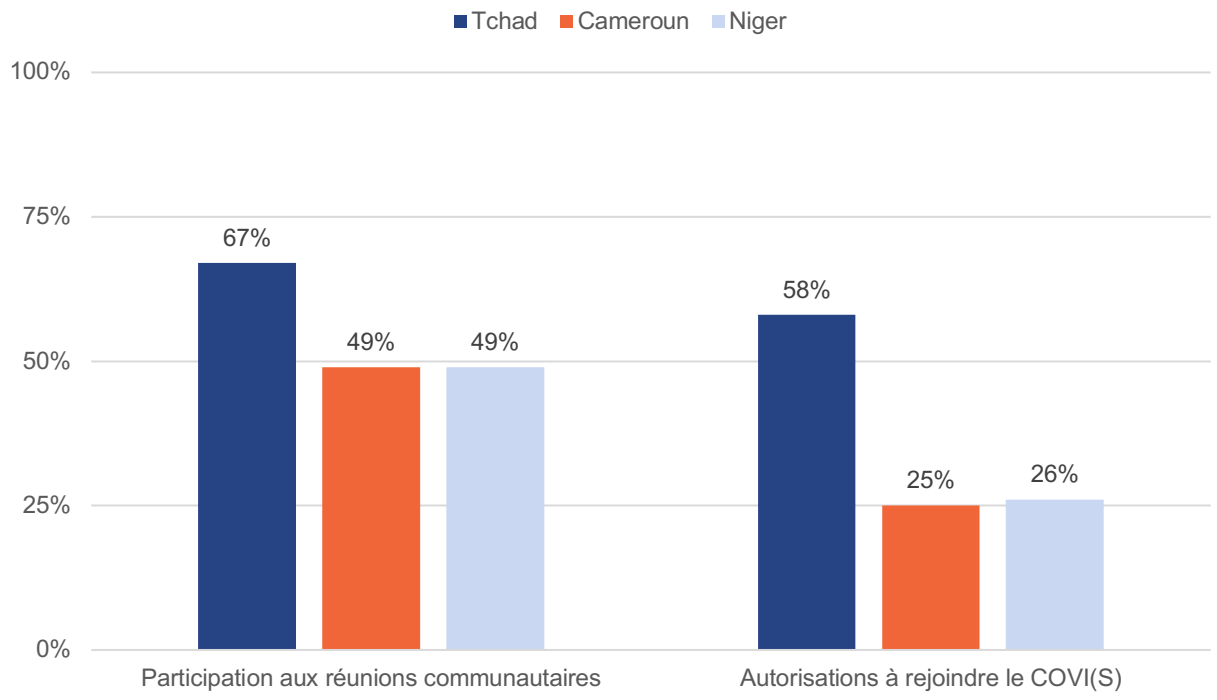
Graphique 29 – Volonté des répondants non-associés d'interagir avec les ex-associés (Tchad, Cameroun, Niger)



Un autre aspect de la réintégration est l'engagement politique et civique, qui peut prendre de nombreuses formes, notamment la participation aux réunions communautaires ou la garantie de la sûreté et de la sécurité de la communauté. Comme le montre la graphique 30, les membres de la communauté au Tchad semblent plus disposés à intégrer les ex-associés dans les réunions communautaires et le COVI(S), par rapport au Cameroun et au Niger. Cela peut s'expliquer en partie par le fait qu'au Tchad, la plupart des ex-associés sont déjà rentrés dans leur communauté depuis un certain temps (le centre de Bagasola n'a été utilisé que pour le filtrage, à un certain moment), alors qu'au Cameroun et au Niger, les ex-associés ont reçu un soutien dans le centre pendant plus longtemps. Permettre aux ex-associés de rejoindre le COVI/COVIS recueille cependant un soutien moindre parmi les membres de la communauté non-associés. Cela indique un manque de confiance persistant des membres de la communauté envers les ex-associés. En effet, leur permettre de faire partie de la COVI/COVIS revient à les intégrer aux structures de sécurité de la communauté, avec la possibilité de détenir des armes - ce qui exige un niveau de confiance plus élevé, qui ne peut se construire que sur le long terme. Il est intéressant de noter que, selon certaines indications au Nigeria, les personnes qui quittent Boko Haram essaient parfois de rejoindre des organisations de sécurité non étatiques afin de montrer qu'elles ne représentent pas une menace pour la communauté.[67]

[67] Hilary Matfess, Graeme Blair, and Chad Hazlett, “Beset on All Sides: Children and the Landscape of Conflict in North East Nigeria,” *Cradled by Conflict: Child Involvement with Armed Groups in Contemporary Conflict* eds. Siobhan O’Neil and Kato Van Broeckhoven (New York: United Nations University, 2018).

Graphique 30 – Rôles potentiels des ex-associés dans les communautés, ainsi que permis par les membres des communautés



C. Préférences des membres non-associés des communautés en matière de punition

Les communautés de la région du bassin du lac Tchad ont été victimes du conflit avec Boko Haram. Elles ont souvent des traditions différentes lorsqu'il s'agit de faire face à cette violence, qu'il s'agisse d'approches de justice pénale, transitionnelle et traditionnelle ou de violence rétributive.[68] Afin de développer et de favoriser des programmes de réintégration qui auront le soutien du public, il est important de recueillir des informations sur les types de punitions et les préférences de la communauté en matière de responsabilité. Il est important de noter que les préférences de la communauté varient en fonction du sexe des ex-associés ainsi que du rôle qu'ils avaient dans le groupe (par exemple, rôle de soutien ou rôle de combattant actif). Les préférences peuvent également varier en fonction des expériences personnelles des membres des communautés, en particulier des expériences de victimisation personnelle, familiale ou communautaire.

[68] Anikola Olojo and Maram Mahdi, "Transition justice: testing the waters in the Lake Chad Basin", *ISS Today*, 26 April 2022.

1. Aperçu des préférences de punition pour les ex-associés en fonction de leur sexe, de leur autonomie lorsqu'ils ont rejoint le groupe, et de leur rôle dans le groupe.

Les enquêtes MEAC ont demandé quel type de punition les personnes interrogées souhaitaient pour les hommes et les femmes qui ont fait partis de Boko Haram. La question a été posée de manière ouverte et les enquêteurs ont noté la réponse préprogrammée la plus proche des réponses des répondants (ils pouvaient en choisir plusieurs). Il convient de noter que bon nombre des réponses fournies ne correspondent pas aux conceptions occidentales traditionnelles des punitions. En effet, certaines étaient plus conformes aux approches de la justice transitionnelle ou de la réintégration et de la réhabilitation, avec la compréhension qu'elles étaient obligatoires. Les réponses qui en résultent ne reflètent pas la façon dont les Nations Unies et les acteurs internationaux cloisonnent ces types d'outils, mais reflètent plutôt ce que les populations locales considèrent comme des punitions.

Les données indiquent que les membres non-associés des communautés sont globalement favorables à des mesures de justice et de responsabilisation pour ceux qui ont été impliqués dans Boko Haram, en particulier pour les hommes, comme le montre la comparaison des graphiques 31a et 31b. Au Tchad, 33 per cent des répondants et 39 per cent au Niger pensent qu'ils devraient être poursuivis (seulement 18 per cent au Cameroun). Au Tchad, 41 per cent des répondants et 27-29 per cent au Cameroun et au Niger pensent qu'ils devraient être emprisonnés. En revanche, les membres non-associés des communautés peuvent se montrer plus tolérants envers les femmes qui étaient avec Boko Haram. Cela ne veut pas dire que les membres non-associés des communautés pensent que les femmes ne devraient pas être punies (65 à 75 per cent pensent que les femmes devraient recevoir une punition). Les préférences en matière de poursuites et d'emprisonnement pour les femmes sont également légèrement inférieures au Tchad et au Cameroun, par rapport aux hommes. Elles restent cependant les mêmes au Niger, quel que soit le sexe de l'ex-associé. Pas moins de 20 per cent des personnes interrogées au Tchad et 30 per cent au Niger considèrent que les hommes qui étaient avec Boko Haram devraient être condamnés à mort (seulement 10 per cent au Cameroun). La préférence pour la peine de mort[69] pour les femmes diminue de 5 à 10 per cent dans les trois pays, par rapport aux hommes.

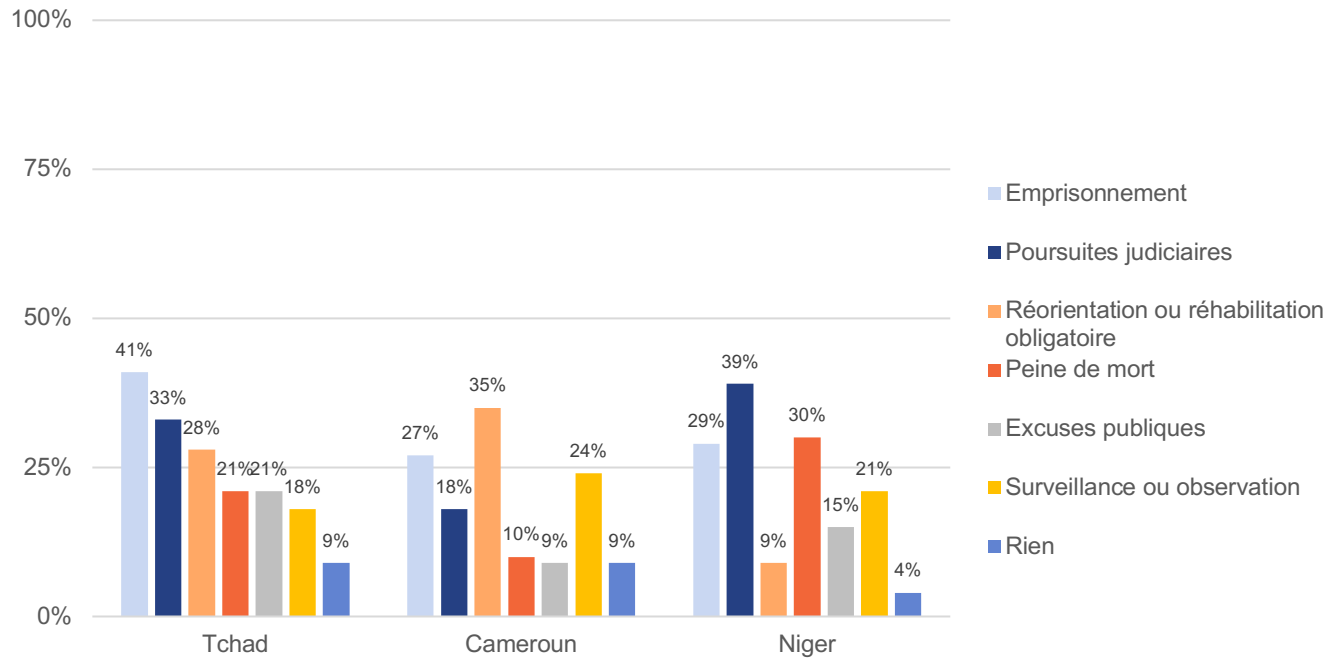
Comme évoqué précédemment, la plus grande tolérance à l'égard des femmes ex-associées peut s'expliquer par le fait qu'elles peuvent être perçues par les communautés comme des

[69] Mesurer les préférences à l'égard de la peine de mort est extrêmement important car cela permet de comprendre dans quelle mesure les membres de la communauté seraient favorables à une « punition » dure. Cependant, la peine de mort n'est plus utilisée *de jure* au Tchad, et les condamnations à mort ne sont plus exécutées *de facto* au Niger et au Cameroun. Alors que le Tchad a exécuté 10 membres de Boko Haram en 2015 par peloton d'exécution, la peine de mort a été abolie pour les infractions liées au terrorisme en 2020 (et en 2017 pour les infractions non liées au terrorisme). Au Niger, 11 individus sont actuellement dans le couloir de la mort, mais l'État observe un moratoire de facto sur la peine de mort depuis 1976, date de la dernière exécution. Au Cameroun, le nombre de condamnations à mort a augmenté depuis 2014, suite à la promulgation de lois antiterroristes, et le Code pénal adopté en 2016 maintient toujours la peine de mort. La plupart des condamnations à mort sont prononcées par le tribunal militaire de Maroua pour des crimes liés au terrorisme dans le cadre de la lutte contre Boko Haram, mais aucune exécution n'a été enregistrée depuis 1997. Au Nigeria, la peine de mort est toujours autorisée par la Constitution, et les condamnations à mort sont exécutées. En avril 2022, le Sénat nigérian a modifié la loi sur l'interdiction du terrorisme afin de rendre les enlèvements passibles de la peine de mort lorsque l'enlèvement a entraîné la perte de vies humaines.

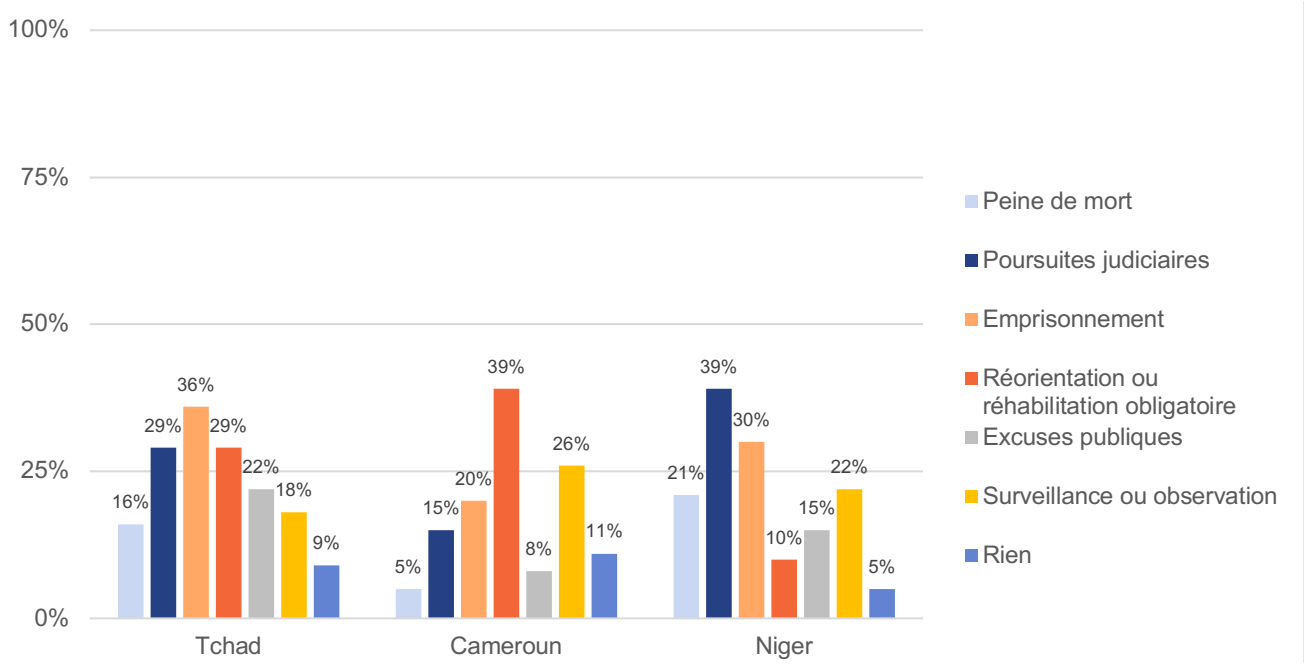
subordonnées de leurs maris et des membres masculins de la famille, qui ne peuvent pas prendre de décisions indépendantes. Ainsi, leur participation peut être considérée comme un engagement involontaire - voire forcé - dans le groupe. Les hommes et les garçons, en revanche, sont plus susceptibles d'être considérés comme des agents individuels, capables de prendre leurs propres décisions et coupables de leur association.

Les mécanismes de justice réparatrice ou transitoire, tels que la réorientation ou la réhabilitation obligatoire, les excuses publiques et la surveillance ou l'observation sont également choisis par un pourcentage significatif des échantillons communautaires. Ici, les tendances sont très similaires pour les ex-associés, hommes et femmes, comme le montrent les graphiques 31a et 31b. Au Cameroun et au Tchad, entre 30 et 40 per cent des répondants sont favorables à une réorientation ou une réhabilitation obligatoire (seulement 9-10 per cent au Niger). Environ 15 per cent au Niger et 20 per cent au Tchad sont également favorables à des excuses publiques (seulement 8-9 per cent au Cameroun). Enfin, environ 22-26 per cent des répondants sont favorables à un suivi ou une observation au Niger et au Cameroun (18 per cent au Tchad).

Graphique 31a – Préférences exprimées quant aux punitions pour les hommes ex-associés de Boko Haram (Tchad, Cameroun, Niger)



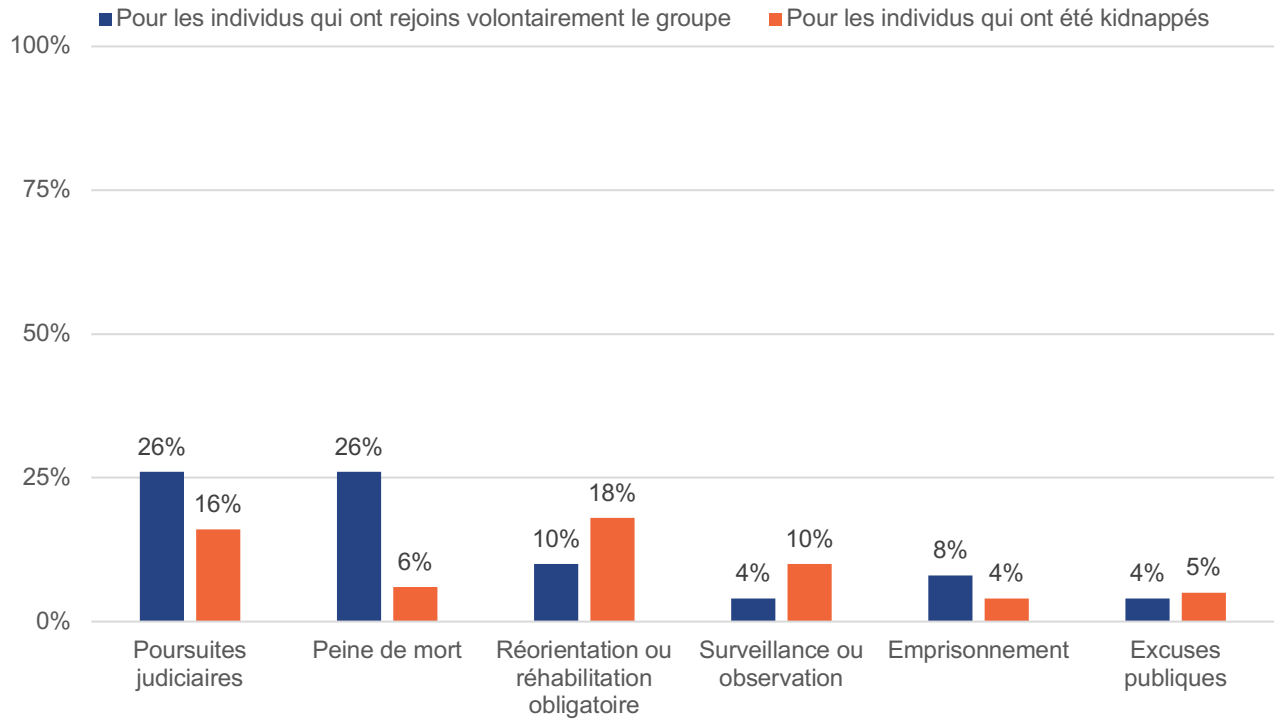
Graphique 31b – Préférences exprimées quant aux punitions pour les femmes ex-associées de Boko Haram (Tchad, Cameroun, Niger)



Les données de l'enquête montrent qu'au Tchad, au Cameroun et au Niger, la grande majorité des répondants sont favorables à une punition plus sévère pour les personnes qui ont rejoint le groupe de leur plein gré, par rapport à celles qui ont été enlevées. Cette tendance est également observée dans les données de l'enquête de référence du Nigéria, qui fournit plus de détails sur le type de punition préféré pour les individus qui ont rejoint le groupe volontairement ou qui ont été enlevés. Il ressort clairement de la graphique 32 que les personnes interrogées préfèrent des formes de punition sévères pour ceux qui ont adhéré volontairement (peine de mort et poursuites judiciaires) et, inversement, des formes de soutien ou de réorientation pour ceux qui ont été enlevés. Il est important de noter ici que les membres non-associés des communautés ne disposent souvent pas des informations détaillées nécessaires pour déterminer la punition en fonction de la manière dont une personne a rejoint le groupe et de son rôle au sein du groupe. Comme nous l'avons déjà mentionné, d'autres résultats du MEAC montrent que lorsqu'on leur présente un profil plus détaillé d'un ancien associé, mais qui ne donne pas de détails sur les crimes commis, les répondants sont moins susceptibles de préférer la ligne dure. En outre, au-delà des questions hypothétiques, les gens semblent mieux accepter lorsqu'ils sont réellement confrontés à des personnes réelles qui reviennent.[70]

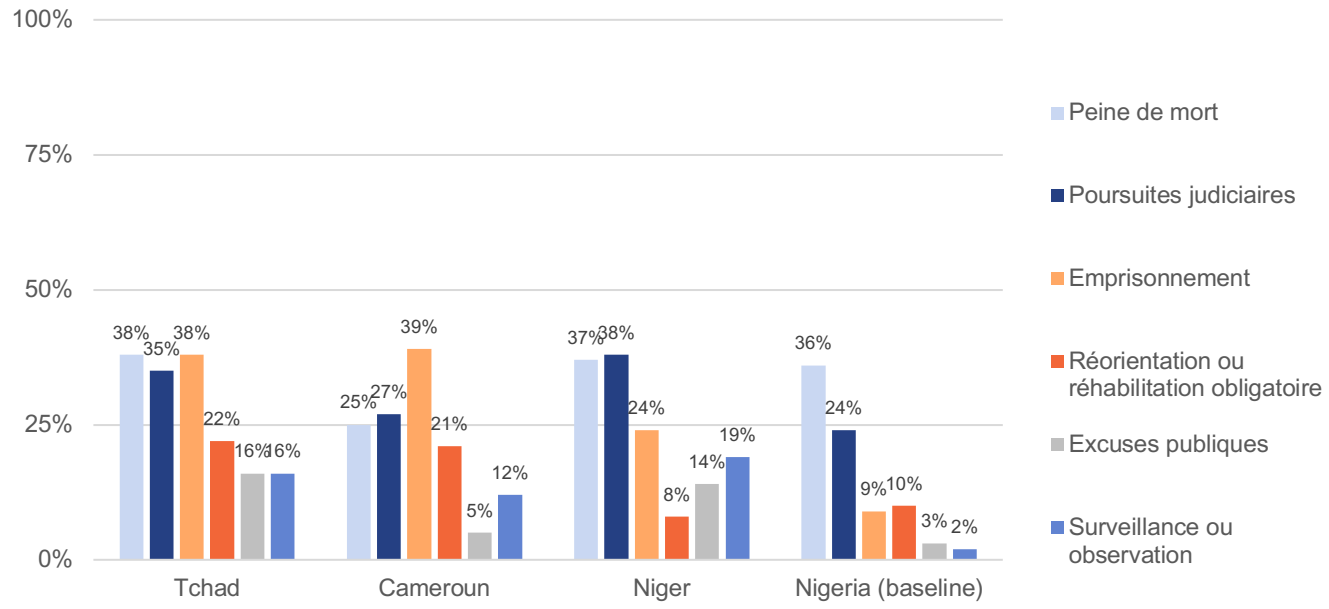
[70] Rebecca Littman et al., "Community Acceptance of Former Boko Haram Affiliates," *MEAC Findings Report* 7 (New York: United Nations University, 2021)

Graphique 32 – Préférences quant aux punitions pour les ex-associés (Nigeria baseline survey)



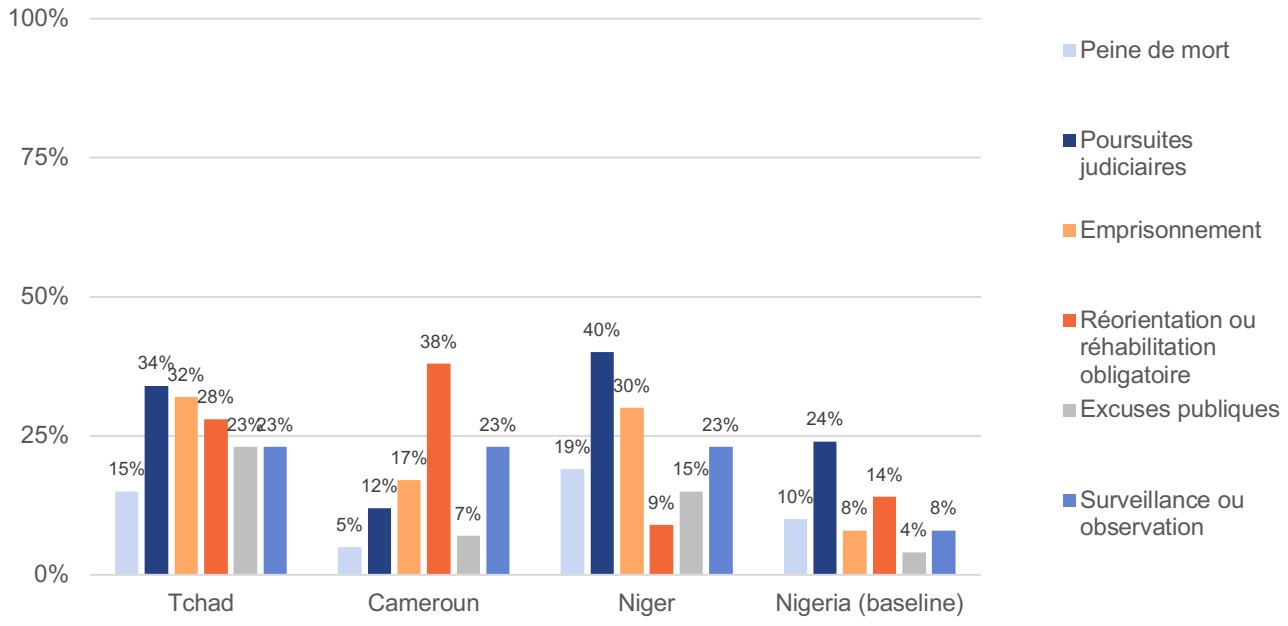
Dans les quatre pays, et comme l'illustre la graphique 33, lorsqu'ils sont interrogés sur les ex-associés qui ont combattu pour Boko Haram et tué des gens, les membres non-associés des communautés expriment une préférence pour les formes de punition les plus sévères (peine de mort) et les réponses de la justice pénale traditionnelle (poursuites, emprisonnement) et une préférence moindre pour les réponses de la justice transitionnelle et de la réhabilitation, que lorsqu'ils sont interrogés sur les associés génériques, hommes et femmes, et sur les personnes qui ont seulement servi dans des rôles de soutien.

Graphique 33 – Préférences quant aux punitions pour les ex-associés qui ont tué des gens pendant qu'ils étaient avec Boko Haram



Lorsqu'on leur a demandé si les ex-associés qui *n'avaient pas* de rôle actif mais qui remplissaient des fonctions comme cuisinier devaient être punis de la même manière que les personnes qui étaient des combattants dans le groupe, les majorités au Tchad et au Niger ont répondu par l'affirmative (53 per cent au Tchad et 60 per cent au Niger mais 39 per cent au Cameroun). Cependant, lorsqu'on leur demande quelles sont les peines préférées pour les personnes ayant servi dans des rôles de soutien, comme cuisinier ou chauffeur, le pourcentage de répondants en faveur de la peine de mort chute. La graphique 34 ci-dessous illustre les préférences de punition envers les ex-associés qui avaient des rôles de soutien, comme cuisiniers ou chauffeurs.

Graphique 34 – Préférences quant aux punitions pour les ex-associés qui ont seulement eu des rôles supports pendant leur temps avec Boko Haram



2. Préférences pour des peines sévères pour les ex-associés de Boko Haram

En plus des statistiques sommaires ci-dessus, le MEAC a exécuté un modèle de régression analytique pour déterminer si les différents types de victimisation avaient un impact sur les préférences pour la forme la plus dure de « punition » : la peine de mort. La théorie sous-jacente était que les personnes qui avaient été personnellement victimes ou qui avaient eu des victimes parmi leur famille/communauté pouvaient souhaiter des peines plus sévères pour les hommes et les femmes qui avaient été associés à Boko Haram. En réalité, il n'y a pas de relation cohérente entre certains types de victimisation et le soutien à la peine de mort au Niger, au Tchad et au Cameroun. Cela dit, certains résultats intéressants méritent d'être soulignés. Dans chaque pays, les mêmes facteurs de victimisation influent sur la probabilité qu'une personne interrogée soit favorable à la peine de mort pour punir les ex-associés (hommes et femmes).

Au Cameroun, le fait d'avoir vécu dans une communauté qui a été occupée par Boko Haram augmente la probabilité de considérer la peine de mort comme châtiment (de 10 à 15 points de pourcentage selon le sexe de l'ancien associé). Cela peut s'expliquer par le fait que les personnes vivant dans des communautés occupées par Boko Haram ont personnellement été témoins d'atrocités, même si l'on pourrait alors s'attendre à ce que cette relation soit statistiquement significative au Tchad et au Niger également. En outre, au Cameroun, le fait d'avoir un proche parent qui a été battu, torturé ou abattu à cause du conflit avec Boko Haram augmente de 9 à 13 points de pourcentage la probabilité d'envisager la condamnation à mort d'un ex-associé. Dans chaque cas, l'augmentation du pourcentage était plus élevée pour les ex-associés masculins, ce qui suggère que les membres non-associés des communautés dans ces situations peuvent être

légèrement plus tolérants envers les ex-associées féminines qu'envers leurs homologues masculins, peut-être en raison - encore une fois - des croyances selon lesquelles les femmes sont moins coupables de leurs actions ou peut-être parce qu'elles sont perçues comme représentant une moindre menace pour la communauté.

Au Niger, il convient de noter que les femmes et les filles interrogées sont plus susceptibles que les hommes de préférer la peine de mort pour punir les ex-associés. En outre, si une personne interrogée avait un parent proche qui a été tué à cause du conflit avec Boko Haram, il y avait une probabilité accrue qu'elle choisisse la peine de mort pour un ex-associé masculin (8 points de pourcentage).

Au Tchad, le fait d'avoir subi un préjudice physique direct (avoir été battu, torturé ou blessé par balle) pendant le conflit augmente de 12 points de pourcentage la probabilité qu'une personne interrogée souhaite la condamnation à mort d'un ex-associé masculin.

Les questions relatives aux sanctions dans l'enquête téléphonique communautaire du Nigeria ont été posées de manière légèrement différente de celles posées au Tchad, au Niger et au Cameroun. Dans ces derniers pays, le modèle a examiné la relation entre la victimisation et la préférence pour la peine de mort pour une femme ou un homme générique qui avait été avec Boko Haram. Au Nigéria, le modèle a cherché à savoir si les personnes ayant déclaré avoir été victimes de violences étaient plus susceptibles de répondre par l'affirmative à la question « Usman/Fatima doit-il/elle être puni(e) pour son implication dans Boko Haram ? ». Au Nigeria, l'enquête téléphonique communautaire a posé ces questions dans le cadre d'une expérience d'enquête avec deux profils fictifs de Fatima et Usman.[71] Les résultats suggèrent qu'à Maiduguri et dans ses environs, la grande majorité du public ne voulait pas que Fatima ou Usman soient punis, quel que soit leur âge ou les détails du processus de sortie fournis (74-79 per cent). Sur le quart environ des personnes interrogées qui souhaitaient qu'Usman/Fatima soient punis, les « punitions » les plus fréquemment mentionnées étaient les poursuites judiciaires (6-8 per cent pour Usman/Fatima selon le profil d'âge), la réorientation obligatoire (4-5 per cent), l'emprisonnement (3-5 per cent), les excuses publiques (2-4 per cent) ou une renonciation publique à Boko Haram (2-4 per cent). Le soutien à la peine capitale ou au châtiment corporel était très faible (1-2 per cent et 1-3 per cent respectivement), ce qui est très différent des réponses obtenues au Tchad, au Niger et au Cameroun.[72] De plus, les répondants qui connaissent un membre de la communauté qui est revenu de Boko Haram, et ceux qui ont entendu parler d'un ancien associé qui est revenu et qui a été un problème dans la communauté, étaient plus susceptibles de vouloir une punition.

[71] L'expérience variait en trois conditions : le sexe (« Usman » ou « Fatima »), l'âge (12 ou 28 ans) et quelques informations sur le processus par lequel il/elle était passé(e) (autorisé(e) par le gouvernement après avoir suivi un programme de réorientation (réintégration), exprimé une volonté de s'excuser publiquement et de demander pardon à la communauté, ou aucune information supplémentaire fournie). Le but de l'expérience était d'isoler comment l'âge, le sexe et le parcours de sortie d'un ancien associé influençaient la réceptivité de la communauté à son retour.

[72] La question a été posée de manière ouverte, et les recenseurs ont classé les réponses des personnes interrogées dans une liste comprenant les punitions classiques de la justice pénale et les programmes obligatoires de justice transitionnelle ou de réintégration. Si toutes les réponses ne sont pas considérées comme des punitions par le gouvernement nigérian ou la communauté humanitaire (par exemple, la réorientation obligatoire et les excuses publiques), elles représentent ce que les habitants de Maiduguri considèrent comme des punitions.

Cette différence peut s'expliquer par plusieurs facteurs alternatifs (ou qui se recoupent). Tout d'abord, des travaux antérieurs du MEAC « ont mis en évidence la possibilité réelle que des questions hypothétiques sur la réintégration suscitent un soutien moindre, mais à mesure que les scénarios deviennent plus spécifiques, ou que l'on présente aux gens des membres de leur famille ou de leur communauté qui reviennent, le soutien à la réintégration augmente ».[73] Ainsi, les personnes interrogées peuvent avoir été plus réceptives - et moins enclines à punir - une personne qu'elles connaissaient un peu, même s'il s'agissait de la Fatima brièvement décrite plutôt que d'une femme plus anonyme qui avait été avec Boko Haram.

En substance, il est également possible que le conflit ait eu un impact différent sur chaque pays à des moments différents, et que les habitants du nord-est du Nigeria, pour qui la crise a été plus longue et plus aiguë, aient des préférences différentes en conséquence. En effet, les groupes de discussion organisés en mars 2022 ont fait état d'un sentiment de fatalisme à l'égard des retours – « Je ne me sens pas bien à ce sujet, mais que puis-je faire ? J'espère qu'ils se sont vraiment repentis ».[74] En outre, l'association avec Boko Haram est omniprésente dans la région et beaucoup de gens connaissent personnellement quelqu'un dans leur famille ou leur communauté qui a été avec Boko Haram. Par exemple, dans cette enquête téléphonique communautaire, 28 per cent des personnes interrogées ont déclaré avoir un ou plusieurs proches parents qui ont été enlevés par Boko Haram, tandis que 12 per cent ont déclaré avoir un proche parent qui a volontairement rejoint le groupe. Comme il s'agit de questions sensibles auxquelles les gens peuvent hésiter à répondre, il est possible que les chiffres réels soient plus élevés. En plus de connaître quelqu'un qui a été associé, une partie importante de la population semble connaître d'ex-associés qui sont retournés dans la communauté. De nombreuses personnes interrogées (29 per cent) ont déclaré connaître un parent proche ou un membre de la communauté qui avait été associé à Boko Haram ou à l'une de ses factions, mais qui était depuis revenu dans la communauté. Cela a également été confirmé lors des discussions de groupe : « J'avais une sœur qui a suivi son mari dans la brousse avec leurs 5 enfants. Son mari est membre de JAS, et j'espère qu'elle sera acceptée quand elle reviendra. Il y a environ 3 personnes qui sont revenues dans notre communauté et qui étaient auparavant associées à Boko Haram. Ils vivent paisiblement et les gens les ont acceptés. Ils se sont même mariés dans la communauté ».[75]

En outre, les résultats de l'enquête et des groupes de discussion confirment que de nombreuses personnes interrogées considèrent la sortie comme une étape nécessaire sur la voie de la paix – « Nous voulons maintenant vraiment que les gens reviennent parce que c'est dans notre propre intérêt. Si davantage de personnes reviennent, cela signifie que la paix revient, ce qui est très bénéfique pour la société en général. La vérité est que beaucoup de personnes ont rejoint le groupe par la force, ont été enlevées ou trompées. Je ne ferais vraiment pas de différence dans

[73] Rebecca Littman et al., "Community Acceptance of Former Boko Haram Affiliates," *MEAC Findings Report 7* (New York: United Nations University, 2021)
[74] Groupe de discussion avec des femmes membres de la communauté à Maiduguri, État de Borno, Nigeria, mars 2022.
[75] Groupe de discussion avec des hommes actuellement associés au CJTF à Maiduguri, État de Borno, Nigeria, mars 2022.

l'acceptation des rapatriés. Il suffit qu'ils aient décidé de revenir ».[76] Pour ceux qui vivent dans et autour de Maiduguri au moins, la réintégration des ex-associés de Boko Haram n'est pas théorique. C'est quelque chose qui dure depuis un certain temps et qui se poursuit encore aujourd'hui.

Au Nigéria, parmi les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête téléphonique communautaire qui souhaitaient que Fatima ou Usman soient punis, une majorité écrasante a déclaré qu'elle leur pardonnerait (86-92 per cent) et qu'elle accepterait qu'ils reviennent vivre dans la communauté (84-89 per cent) s'ils recevaient la punition choisie par la personne interrogée. Ce résultat est lié à l'**indicateur RSS 10.4** et indique que si leurs préférences politiques sont appliquées, les membres de la communauté pourraient être plus ouverts à la réintégration des ex-associés de Boko Haram.

D. Familiarité des membres non-associés des communautés avec les centres de transit

Pour comprendre la réceptivité de la communauté au retour des ex-associés ainsi que les perceptions de la communauté sur la justice pénale et transitionnelle, il est essentiel d'évaluer la familiarité avec les politiques gouvernementales envers Boko Haram et ses factions et les processus qui existent pour ceux qui quittent le(s) groupe(s). Au niveau institutionnel, les pays entourant le lac Tchad ont adopté différentes approches pour gérer la sortie des ex-associés de Boko Haram. Le Niger a adopté un Programme national de gestion de la reddition des éléments de Boko Haram en février 2019 pour régir la réhabilitation des ex-associés qui se sont rendus volontairement. Le Centre de Goudoumaria, dans la région de Diffa, est l'élément central du programme et accueille, réhabilite et forme les ex-associés avant de les réintégrer dans une communauté de leur choix.[77] Le Centre a déjà accueilli plus de 400 personnes à ce jour, dont la plupart ont été réintégrées dans diverses communautés de la région de Diffa, tandis que d'autres sont encore sur place à Goudoumaria. Le Cameroun a mis en place un « Comité National de Désarmement, Démobilisation, et Réintégration » (CNDDR) pour organiser, superviser et gérer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-associés de Boko Haram et des combattants séparatistes anglophones des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest qui se rendent volontairement. La CNDDR dispose d'un centre de coordination à Mora et d'un centre de transit à Meri dans l'Extrême-Nord. L'ouverture d'un centre de réhabilitation est prévue à Memé, mais celui-ci n'est pas encore opérationnel. Le centre de transit de Meri est donc sous pression car tous les ex-associés qui se sont rendus jusqu'à présent sont restés dans ce centre en attendant d'être envoyés à Memé. Les derniers chiffres s'élèvent à environ 1500 personnes. Au Tchad, aucun centre de ce type n'a été mis en place. Contrairement à d'autres pays, le Tchad n'a pas de centre de transit ou de réhabilitation désigné ; le centre de Bagasola n'est utilisé que comme lieu de filtrage de ceux qui sortent de Boko Haram et de ses factions. Pour la gestion des premières vagues d'ex-associés, une unité anti-terroriste multidisciplinaire à Bagasola a effectué

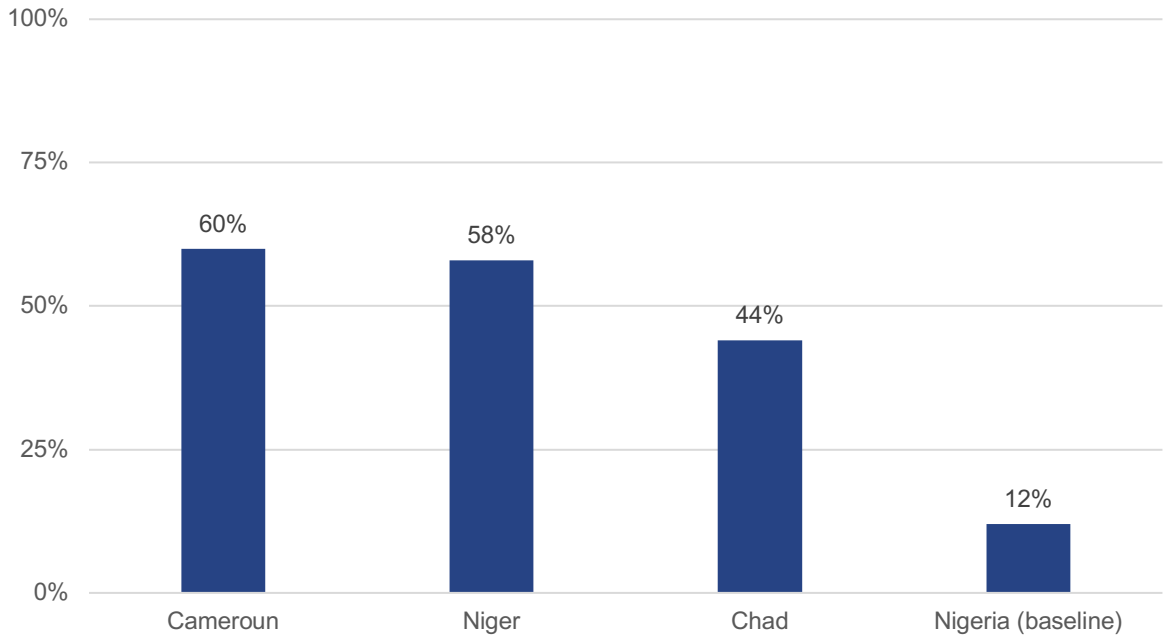
[76] Groupe de discussion avec des hommes actuellement associés au CJTF à Maiduguri, État de Borno, Nigeria, mars 2022.
[77] Jeannine Ella Abatan and Remadji Hoinathy, "Getting Goudoumaria right: are Boko Haram defectors reintegrating safely?", *ISS Today,* 08 December 2021.

un profilage de base avant de renvoyer les ex-associés directement dans leurs communautés d'origine ou dans les sites de déplacés internes sous la houlette des chefs traditionnels et des leaders communautaires. Un comité directeur a été mis en place pour aider à résoudre ce problème. Le gouvernement nigérian a mis en place l'opération Safe Corridor en 2016 pour offrir une porte de sortie aux transfuges volontaires de Boko Haram jugés à faible risque. Après avoir bénéficié d'un soutien à la réinsertion dans un établissement à Gombe, les transfuges passent généralement plusieurs mois dans des centres de « transit » à Maiduguri, avant de retrouver leur famille. Au cours de l'année écoulée, cette filière s'est accompagnée d'autres processus - Sulhu - pour les transfuges de plus haut niveau, ainsi que de défections massives qui ont eu lieu depuis la mort de Shekau en mai 2021, ce qui a créé un afflux d'ex-associés à Maiduguri, encombré les camps de transit et autres camps sur place, et brouillé la compréhension de la manière dont les transfuges quittent le(s) groupe(s).

Comme l'illustre la graphique 35, les membres non-associés des communautés du Tchad, du Cameroun et du Niger connaissent assez bien les différents centres de profilage, de réintégration et de réorientation - surtout si l'on compare les taux de connaissance de processus similaires au Nigeria. Environ 60 per cent des répondants non-associés au Cameroun et au Niger connaissaient respectivement les centres CNDDR de Mora et Meri et le centre de réhabilitation de Goudoumaria. Moins de répondants non-associés connaissaient le centre de dépistage de Bagasola au Tchad, ce qui est prévisible étant donné que le centre était un arrangement plus ad hoc et qu'il était fermé depuis plus de cinq ans au moment où l'enquête a été administrée. En revanche, au Nigeria, de nombreuses personnes ne semblent pas connaître certaines politiques ou certains processus. À Maiduguri et dans ses environs, seuls 21 per cent des répondants à l'enquête téléphonique communautaire du MEAC avaient déjà entendu parler de l'opération Safe Corridor, le programme gouvernemental destiné aux associés à faible risque de Boko Haram.[78] Dans l'enquête de référence plus récente, ce chiffre est encore plus bas, avec seulement 12 per cent des personnes interrogées déclarant avoir déjà entendu parler de l'Opération Safe Corridor. Lorsque l'on ventile les données par sexe, il apparaît clairement que les femmes interrogées sont moins informées sur l'Opération Safe Corridor que les hommes (5 per cent des femmes interrogées contre 20 per cent des hommes).

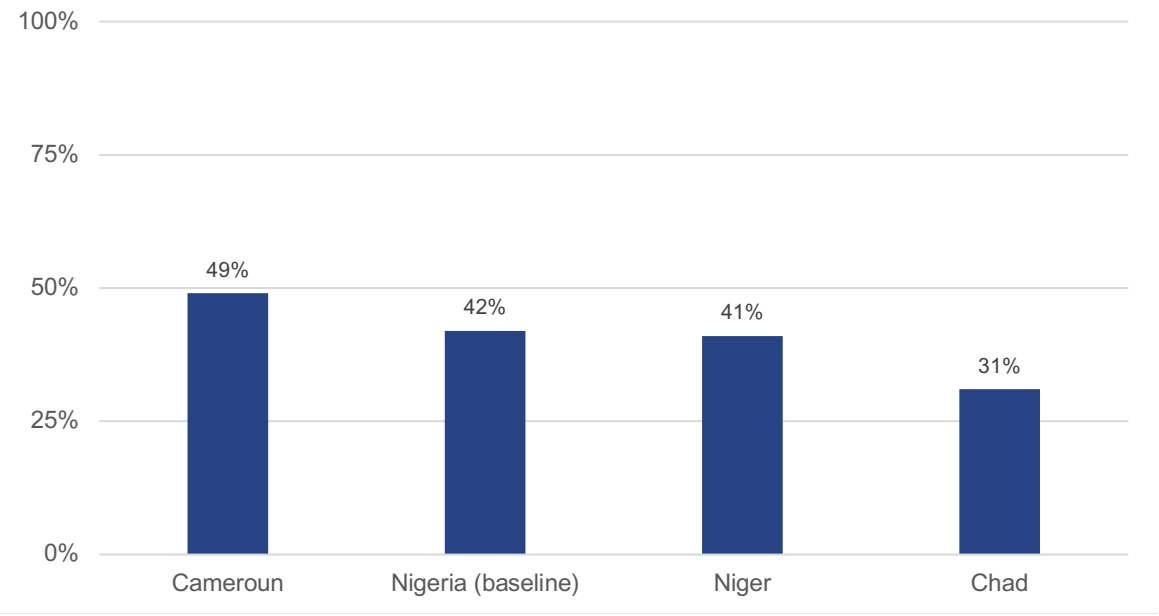
[78] Rebecca Littman et al., "Criminal and Transitional Justice Preferences for Former Boko Haram Associates," *MEAC Findings Report* 12 (New York: United Nations University, 2021).

Graphique 35 – Familiarité des répondants non-associés avec les centres de transit ou de réhabilitation



Le fait de connaître les efforts déployés par le gouvernement pour réhabiliter les ex-associés et les ex-membres de Boko Haram n'entraîne pas nécessairement une grande confiance dans leur travail, mais il est difficile d'imaginer avoir confiance dans un processus dont on n'a jamais entendu parler, surtout lorsque les enjeux sont considérés comme importants. Une minorité non négligeable de personnes interrogées dans les quatre pays pense que les personnes qui sortent des différents centres représentent toujours une menace pour la société.

Graphique 36 – Pourcentage des répondants non-associés qui considèrent que les ex-associés sortant des centres continuent à représenter une menace pour la société



D'autre part, à la question de savoir si le gouvernement avait officiellement reconnu leur statut civil, les ex-associés du Tchad et du Niger ont répondu par l'affirmative à une écrasante majorité (80 per cent et 85 per cent, respectivement). Au Cameroun, moins d'ex-associés ont déclaré que leur statut civil était reconnu la plupart du temps (59 per cent) et 13 per cent ont dit ne pas savoir en réponse à la question. Dans l'enquête de mi-parcours au Nigeria (midline survey), 50 per cent des ex-associés qui ont répondu à cette question ont dit que leur statut civil était reconnu par le gouvernement, 28 per cent ont dit que ce n'était pas le cas, et 21 per cent ne savaient pas. Il est intéressant d'analyser ces réponses à la lumière du manque de cadres juridiques régissant ces sorties et la reconnaissance légale du statut d'ancien associé dans la région, où les offres initiales d'amnistie n'ont pas été inscrites dans la loi. Les ex-associés qui ont déclaré que leur statut civil était reconnu étaient confiants que leurs gouvernements respectifs continueraient à reconnaître leur statut (73 per cent au Tchad, 97 per cent au Cameroun, 85 per cent au Niger). Cette confiance est l'une des nombreuses mesures mentionnées dans le présent document qui témoigne d'un optimisme plus large quant à l'avenir dont font état de nombreux ex-associés, ce qui peut alimenter le rapport sur l'**indicateur RSS 12.3b**.

VIII. Impacts potentiels de l'association sur la vie après le conflit

Cette section examine l'impact du conflit sur le bien-être et la manière dont le fait d'avoir été associé à Boko Haram ou à l'une de ses factions influence le bien-être économique, les relations sociales et l'engagement civique et politique après la sortie du conflit. Il convient de rappeler que l'écrasante majorité des personnes interrogées vivent dans des situations de déplacement, et beaucoup dans des camps de déplacés internes, ce qui explique que les paramètres de bien-être communautaire de la comparaison peuvent être faibles et que les progrès relatifs de réintégration des ex-associés aux groupes armés doivent être considérés en gardant cela à l'esprit.

A. Indicateurs économiques

Les répondants du Tchad, du Cameroun, du Niger et du Nigeria ont été invités à répondre à une série de questions afin de mesurer leur bien-être économique actuel par rapport à celui d'avant le conflit. En plus d'examiner l'impact du conflit sur le bien-être économique, cette section explore brièvement un résumé des statistiques concernant les indicateurs économiques ventilés entre les ex-associés et les répondants qui n'ont jamais été associés à un groupe armé. Une analyse supplémentaire serait toutefois nécessaire pour établir une relation de cause à effet entre l'association à un groupe armé et le bien-être économique actuel.

L'impact des conflits sur le bien-être économique

Sur trois indicateurs clés (propriété foncière, insécurité alimentaire et revenus), les données de l'enquête suggèrent que, globalement, la population de la région du bassin du lac Tchad a souffert économiquement du conflit avec Boko Haram. Aujourd'hui, au Tchad, au Cameroun et au Niger, seuls environ 37 per cent du total des répondants possédaient des terres au moment de l'enquête, ce qui contraste fortement avec les 70 à 90 per cent des répondants qui déclaraient posséder des terres avant le début du conflit. En ce qui concerne la sécurité alimentaire et les revenus, des baisses similaires sont observées dans les trois pays. La situation actuelle de nombreux répondants renforce les alarmes lancées par la communauté internationale. La majorité des personnes interrogées au Tchad (53 per cent), au Cameroun (64 per cent) et au Niger (50 per cent) ont confirmé avoir eu accès à une nourriture suffisante au cours de la dernière semaine.

Le bien-être économique aujourd'hui - ex-associés et membres non-associés de la communauté

Dans l'ensemble, il semble y avoir des disparités entre les ex-associés de Boko Haram et la communauté dans les quatre pays, comme le montre le tableau 1 ci-dessous, qui comprend les trois indicateurs économiques actuels. Au Niger et au Cameroun, les ex-associés sont moins bien lotis économiquement que les membres de la communauté non-associés. Cela peut être dû en partie au fait que 70 per cent des ex-associés au Niger et 32 per cent au Cameroun résident toujours dans des centres de transit, ce qui limite leur activité économique (contre seulement 9 per cent au Tchad). Au Nigeria et au Tchad, les ex-associés sont souvent à peu près au même niveau économique que les membres de la communauté non-associés. Au Nigeria, dans l'échantillon intermédiaire, par exemple, 65 per cent des membres de la communauté et 66 per cent des ex-associés ont une source de revenus. Il est important de noter que même pour les personnes interrogées qui déclarent exercer des activités qui leur procurent un certain revenu, cela ne signifie pas nécessairement qu'elles gagnent suffisamment d'argent pour répondre à leurs besoins. Malgré certaines indications positives selon lesquelles les ex-associés de Boko Haram ont au moins des moyens de subsistance et une situation économique similaires à ceux de leurs pairs non-associés, il y a encore des signes que de nombreuses personnes interrogées ont des difficultés. Il s'agit d'une mesure pertinente pour le rapport sur l'**indicateur RSS 12.3**. Il convient de noter que malgré des pourcentages relativement élevés de la population globale déclarant une source de revenus au Nigeria, environ ⅔ de l'ensemble de l'échantillon fait encore état d'insécurité alimentaire.

Au Tchad et au Niger, les femmes et les hommes déclarent que leur ménage possède des terres à des taux relativement similaires. En revanche, il existe une différence notable entre la propriété foncière déclarée par les hommes/garçons et les femmes/filles au Cameroun et au Nigeria, où 43 per cent et 35 per cent des hommes/garçons déclarent posséder des terres, contre 33 per cent et 21 per cent des femmes/filles, respectivement. Cette disparité entre les sexes est similaire pour les échantillons d'ex-associés et de non-associés.

En ce qui concerne la sécurité alimentaire, il existe des différences drastiques au Tchad, entre les hommes et les femmes, et entre les adultes et les enfants, où 47 per cent des hommes ont déclaré avoir eu suffisamment de nourriture au cours de la semaine passée, contre 62 per cent des femmes. La répartition par sexe entre les répondants ex-associés et non-associés est similaire. Une disparité similaire est observée selon l'âge, puisque 48 per cent des adultes au Tchad ont déclaré avoir eu suffisamment de nourriture, contre 65 per cent des enfants. Le Nigeria présente un écart similaire, mais une sécurité alimentaire encore plus faible (43 per cent des hommes contre 28 per cent des femmes), ce qui souligne l'ampleur de la crise humanitaire dans ce pays.

Comme il pouvait être attendu, beaucoup plus d'hommes déclarent une source de revenus, par rapport aux femmes (entre 10 per cent et 20 per cent d'hommes en plus). C'est le cas au Niger, au Cameroun et au Nigeria, avec un écart similaire au sein des échantillons ex-associés et non-associés. Au Tchad, cependant, la tendance est inversée, même si la différence est moins frappante (35 per cent des hommes, 41 per cent des femmes).

Tableau 1 – Indicateurs économiques par pays (en pour cent)

Pays	Type de répondants	Terrain	Sécurité alimentaire	Source de revenus
Tchad	Ex-associés	38	53	42
	Membres de la communauté	37	53	34
Cameroun	Ex-associés	21	54	44
	Membres de la communauté	55	75	68
Niger	Ex-associés	34	42	39
	Membres de la communauté	37	52	52
Nigeria	Ex-associés	24	29	66
	Membres de la communauté	22	32	65

Il est à craindre que si les ex-associés des groupes armés ne parviennent pas à trouver des moyens de subsistance durables, ils risquent de retourner dans leur groupe armé (ou un autre) ou de se tourner vers la criminalité. Les enquêtes demandaient si toutes les personnes interrogées avaient été tentées de faire des choses comme voler chez les gens, sur les étals des marchés ou dans les champs ? Parmi les personnes interrogées, 80 à 90 per cent ont répondu qu'elles n'étaient pas tentées de le faire (mais les taux de réponses positives à cette question étaient légèrement plus élevés chez les ex-associés, notamment au Tchad - 6 per cent, et au Cameroun - 11 per cent). Les niveaux plus élevés de tentation parmi les ex-associés au Cameroun sont logiques à la lumière du différentiel de bien-être économique avec les membres de la communauté non-associés, comme indiqué dans le tableau 1 ci-dessus. Seulement 1 per cent des ex-associés au Nigeria déclarent avoir été tentés de voler depuis qu'ils ont quitté Boko Haram dans l'enquête de mi-parcours (midline survey). Cette section suggère que pour réaliser des progrès supplémentaires par rapport à l'**indicateur RSS 12.3a**, et réduire la probabilité de ré-enrôlement et d'activités criminelles, en particulier au Cameroun et au Niger, il faut se concentrer davantage sur le soutien aux activités génératrices de revenus et aux compétences liées aux moyens de subsistance pour combler le fossé entre les ex-associés de Boko Haram et les communautés dans lesquelles ils se réinsèrent.

B. Engagement social et civique

Les indicateurs d'engagement civique et politique de l'enquête comprenaient une série d'activités politiques (grève, protestation, vote, bénévolat, candidature à un poste) et l'engagement dans une série d'organisations et de groupes (religieux, communautaires, syndicaux, politiques, jeunes, femmes ou personnes au foyer, sports). Cette section présente brièvement les données désagrégées concernant l'engagement civique et politique entre les membres non-associés des communautés et les ex-associés de Boko Haram *au moment de l'enquête*. Dans les trois pays, la majorité des répondants, qu'ils soient ex-associés ou non, ont déclaré qu'ils ne participaient pas à ces types d'activités ou de groupes, que ce soit avant le conflit (comme indiqué dans la section III) ou actuellement.

Dans les quatre pays, les taux d'engagement étaient faibles pour la plupart des activités politiques (moins de 1 per cent pour toutes les activités ci-dessus, sauf le vote). Au moment de la réalisation de l'enquête au Tchad, au Cameroun et au Niger, les répondants non-associés étaient plus susceptibles de déclarer avoir voté que les ex-associés (par exemple, 22 per cent contre 14 per cent au Tchad, 20 per cent contre 13 per cent au Cameroun, et 19 per cent contre 7 per cent au Niger). Dans l'enquête de mi-parcours du Nigeria (midline survey), les taux d'engagement envers le vote sont plus faibles que dans les autres pays, et similaires pour les membres de la communauté et les ex-associés (9-10 per cent).

L'engagement dans les groupes sociaux varie selon les pays. Aujourd'hui, au Tchad et au Cameroun, les répondants non-associés déclarent des taux de participation plus élevés dans certains types de groupes sociaux que les ex-associés. Par exemple, au Tchad, 14-15 per cent des membres de la communauté ont déclaré participer à des organisations religieuses ou à des groupes communautaires, mais seulement 8-9 per cent des ex-associés ont déclaré y participer. Au Cameroun, moins de 3 per cent des ex-associés participent à des organisations religieuses ou à des associations de femmes ou de ménagères, alors que 7-8 per cent des membres de la communauté déclarent s'engager dans ces groupes. En revanche, dans l'enquête de mi-parcours du Nigeria (midline survey), l'engagement dans les groupes sociaux est beaucoup plus faible que dans les autres pays (environ 1 à 3 per cent) et les taux d'engagement sont similaires pour les ex-associés et les répondants non-associés.

C. Fonctionnement psychologique

À l'aide d'un modèle de régression, le MEAC a examiné la relation entre l'association à un groupe armé et la santé mentale et le fonctionnement psychologique d'une personne. Les résultats suggèrent que l'association avec Boko Haram ou l'une de ses factions à un impact négatif sur le fonctionnement psychologique d'une personne - en répondant « parfois » ou « la plupart du temps » à une série de questions sur la fréquence à laquelle les personnes ont souffert d'anxiété, de dépression et de symptômes de Syndrome de stress post-traumatique (SSPT). Au Tchad, au Niger et au Cameroun, le fait d'être associé au groupe était associé à une augmentation de 9 à 18 per cent de la probabilité que la personne interrogée admette être anxieuse. En outre, l'association avec Boko Haram ou l'une de ses factions était associée à une probabilité plus

élevée de souffrir de plusieurs symptômes de SSPT et de dépression.[79] Au Cameroun, l'association à Boko Haram ou à l'une de ses factions augmente la probabilité que la personne interrogée déclare être tourmentée par le souvenir de mauvaises choses, adopte des comportements d'évitement (d'environ 12 points de pourcentage chacun) et souffre de dépression (de près de 17 points de pourcentage). Au Tchad, l'association avec Boko Haram ou l'une de ses factions augmente la probabilité que la personne interrogée déclare être tourmentée par le souvenir de mauvaises choses qui lui sont arrivées (14 points de pourcentage), avoir des effets psychosomatiques de ces souvenirs et souffrir de dépression (environ 6 points de pourcentage chacun). Au-delà de l'anxiété, tous ces indicateurs évoluent dans une direction similaire au Niger, mais aucun d'entre eux n'est statistiquement significatif. Au Nigéria, l'enquête de mi-parcours (midline survey) a montré que le fait d'avoir été associé à Boko Haram ou à l'une de ses factions augmentait la probabilité que le répondant déclare être anxieux (augmentation de 9 points de pourcentage), avoir des souvenirs qui le hantent (augmentation de 16 points de pourcentage) et se sentir déprimé (augmentation de 11 points de pourcentage).

IX. Vie dans les centres de transit et les camps de déplacés internes

Cette section se concentre sur les personnes vivant actuellement dans des centres de transit/réintégration et des camps de déplacés internes (à savoir Meri au Cameroun et Goudoumaria au Niger), leur désir de retourner dans leur communauté,[80] et leurs attentes pour l'avenir et, par conséquent, la connaissance des centres de transit par les membres de la communauté.

A. Attentes des personnes déplacées et des personnes dans les centres de transit

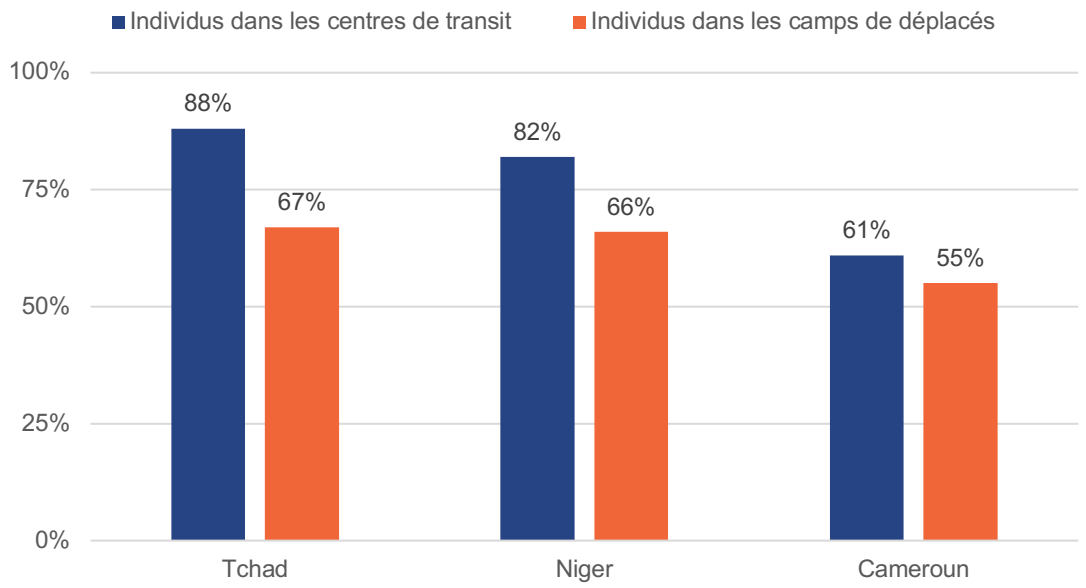
Les personnes interrogées qui sont actuellement déplacées et/ou dans des centres de transit/réintégration souhaitent généralement retourner dans leur communauté (en moyenne, 63 per cent au Tchad, 54 per cent au Cameroun, 70 per cent au Niger), ce désir étant le plus fort parmi les résidents des centres de transit. Au Nigeria, 74 per cent des personnes interrogées

[79] Les indicateurs comprennent : Mauvais souvenirs – « Dans votre vie actuelle, à quelle fréquence les pensées concernant les mauvaises choses qui vous sont arrivées vous dérangent-elles ? »; Effets psychosomatiques – « Dans votre vie actuelle, lorsque vous pensez aux mauvaises choses qui vous sont arrivées, combien de fois ressentez-vous instantanément quelque chose dans votre esprit ou dans votre corps, comme vous vous sentez très triste, vous commencez à transpirer, ou votre cœur se met à battre vite ? »; Évitement – « Dans votre vie actuelle, à quelle fréquence vous éloignez-vous des choses qui vous rappellent les mauvaises choses qui se sont produites ? »; et Dépression – « Dans votre vie actuelle, à quelle fréquence vous sentez-vous triste ou désintéressé de la vie ? ».

[80] Il a été demandé aux personnes résidant dans des camps de déplacés et à celles qui se trouvaient dans des centres de transit si elles souhaitaient retourner dans leur communauté, et si oui, pourquoi, et quels étaient les défis à relever pour la vie d'après. On a également demandé aux personnes interrogées dans les centres de transit ce qu'elles voulaient faire de leur vie après avoir quitté le centre.

alors qu'elles se trouvaient dans un centre de transit ont déclaré qu'elles souhaitaient retourner dans leur communauté.[81]

Graphique 37 – Désir de retour dans les communautés (Tchad, Cameroun, Niger)



Retrouver sa famille et ses amis est la principale raison pour laquelle les répondants souhaitent retourner dans leur communauté d'origine au Cameroun et au Tchad. Par exemple, 70 per cent des personnes interrogées dans les camps de transit et de déplacés ont répondu « être avec ses parents » à la question « pourquoi voulez-vous y aller » au Cameroun et au Tchad (contre 45 per cent au Niger).[82] Les considérations économiques et professionnelles (créer une entreprise, travailler pour quelqu'un, apprendre une compétence) sont également des motivations très importantes. Elles constituent la deuxième raison principale de vouloir rentrer (la première au Niger).

Dans une question ouverte, on a demandé aux ex-associés déplacés pourquoi ils ne sont pas retournés dans leurs communautés. L'insécurité et la peur de Boko Haram ont été fréquemment citées comme raisons pour lesquelles les ex-associés ne veulent pas rentrer. Ces ex-associés ont l'intention de rester déplacés car ils supposent que les combattants de Boko Haram sont toujours actifs dans ou autour de leurs communautés. La plupart d'entre eux craignent toujours d'être tués ou kidnappés s'ils rentrent, en particulier lorsque leurs villages se trouvent dans des zones sans présence militaire. Une minorité non négligeable de personnes interrogées s'inquiète également du fait que leur village est désormais vide et que tous les membres survivants de la communauté résident dans des camps de déplacés. Certains de ceux dont les villages n'existent

[81] Ce point de données provient d'une enquête distincte qui est actuellement administrée par le MEAC dans trois centres de transit différents à Maiduguri, dans l'État de Borno (centre Bulumkutu, centre Shokari et camp Hajj), et n'est donc pas inclus dans la graphique 38. Ce chiffre pourrait changer à l'avenir, car l'enquête sur l'enregistrement des centres est toujours en cours au moment de la rédaction de ce rapport.

[82] Contrairement à ce que l'on pourrait supposer, cette réponse est donnée en majorité par les répondants adultes, et seulement par quelques enfants - sauf au Cameroun, où un plus grand nombre d'enfants l'ont exprimé.

plus préfèrent rester dans les camps de déplacés afin d'avoir accès à l'aide humanitaire ou à l'assistance du gouvernement.

Bien que les personnes déplacées et les ex-membres de groupes armés aient eu des trajectoires différentes, ils partagent certains des mêmes défis, notamment en ce qui concerne leur déplacement (ou le fait d'être éloigné de leur communauté pendant de longues périodes). Les personnes interrogées dans les centres de transit et les camps de personnes déplacées ont été interrogées, dans le cadre d'une question ouverte, sur les défis qu'elles pourraient rencontrer après avoir quitté le camp de personnes déplacées ou de transit dans lequel elles résidaient. Trois défis principaux ressortent de la majorité des réponses. Le premier défi, exprimé au Cameroun, au Niger et au Tchad, est lié au bien-être économique. La majorité des répondants ont souligné le manque de moyens financiers pour démarrer une activité génératrice de revenus, les difficultés d'accès aux terres arables et le taux de chômage. Une minorité non négligeable de répondants au Niger a également souligné le manque de sécurité alimentaire. Au Cameroun et au Niger, certaines personnes interrogées s'inquiètent des difficultés à réunir leurs familles déplacées à cause du conflit,[83] et de l'endroit où elles devraient s'installer maintenant que leurs villages (et leurs maisons) ont été détruits ou abandonnés.[84] Certains ex-associés ont également exprimé la crainte d'être rejetés par leur communauté, voire d'être tués. La sécurité est le troisième défi le plus souvent identifié par les ex-associés au Niger, qui craignent d'être attaqués ou tués parce qu'ils sont considérés comme des traîtres par Boko Haram ou par l'autre faction à laquelle ils étaient autrefois associés. Les ex-associés résidant dans des centres de transit ont également exprimé leur crainte d'être rejetés ou stigmatisés à leur retour, ou d'être pris pour cible par Boko Haram en représailles de leur départ ou de leur défection du groupe. Il est important de comprendre ces préoccupations et d'y répondre, car elles sont susceptibles d'entraver les progrès de la réintégration, tels que mesurés par les **indicateurs RSS 12.3b et 12.3c.**

X. Structures institutionnelles existantes pour la prévention et la réintégration

Cette section vise à fournir une vue d'ensemble des structures gouvernementales, de sécurité et d'aide humanitaire existantes dans la région, ainsi que de la confiance que leur accorde le public. L'objectif de cette vue d'ensemble est de contextualiser la manière dont les communautés réagissent aux différentes politiques et programmes gouvernementaux de lutte contre le terrorisme et de réintégration, et de discerner s'il existe des structures existantes auxquelles on

[83] Par exemple : « Retrouvez ma femme et mes enfants sera un vrai défi pour moi car ils sont restés au Nigeria dans un camp de réintégration »
[84] Par exemple: « Trouver un village où m'installer est un défi car mon village a été détruit par Boko Haram »

fait confiance et qui pourraient être mises à contribution pour faire avancer les efforts de stabilisation de la région.

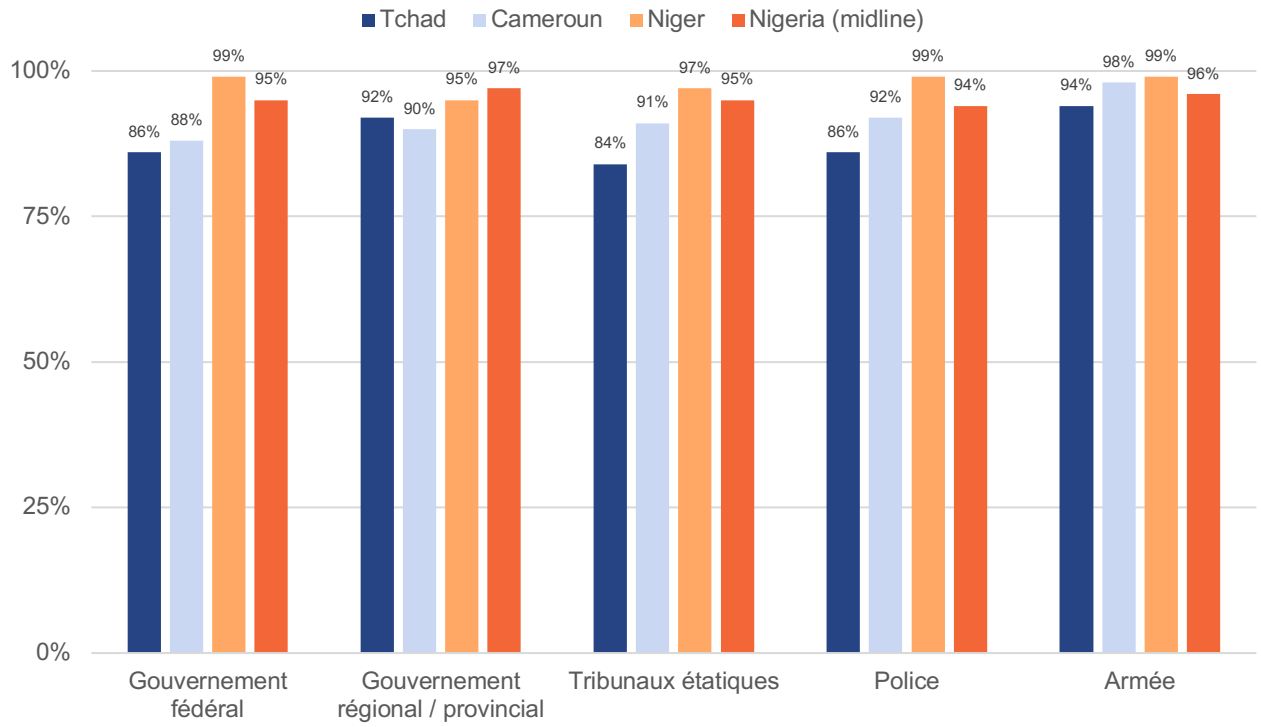
A. Confiance et perceptions autour des structures étatiques et non étatiques

Malgré le conflit en cours et les difficultés à endiguer l'insécurité et la violence, la majorité des personnes interrogées dans le bassin du lac Tchad continuent d'exprimer une grande confiance dans les institutions de l'État (c'est-à-dire les autorités fédérales, provinciales et régionales, le gouvernement central, les tribunaux gouvernementaux et les structures de sécurité telles que la police et l'armée). De plus, les forces de sécurité affiliées à l'État, et en particulier l'armée, sont toujours perçues comme les principaux garants de sécurité dans les communautés.

Entre 70 per cent et 95 per cent des répondants dans les quatre pays expriment leur confiance dans les institutions de l'État. Une grande partie des personnes interrogées au Tchad, au Cameroun et au Niger leur font confiance (que ce soit « beaucoup » ou « dans une certaine mesure »), comme le montre la graphique 38.[85] L'armée est l'institution la plus digne de confiance parmi les différentes institutions de l'État dans les quatre pays (96 per cent des personnes interrogées dans l'enquête de mi-parcours au Nigeria lui font confiance). Le gouvernement central vient ensuite au Niger et au Tchad. Inversement, la police et l'armée ont été désignées comme les principaux garants de la sécurité par respectivement 40 per cent et 71 per cent des personnes interrogées au Tchad, 42 per cent et 80 per cent des personnes interrogées au Cameroun, et 30 per cent et 68 per cent des personnes interrogées au Niger.

[85] Le graphique ci-dessous ne montre que le pourcentage de répondants qui ont répondu « beaucoup » à la question « dans quelle mesure faites-vous confiance [aux gouvernements fédéral, provinciaux et régionaux, aux tribunaux gouvernementaux, à la police et aux militaires] ». Le reste des répondants a répondu « dans une certaine mesure » à ces questions, ce qui donne le pourcentage global indiqué dans le texte.

Graphique 38 – Confiance dans les structures étatiques



Plus encore que les institutions de l'État central, les dirigeants communautaires sont la forme d'autorité à laquelle on fait le plus confiance dans les trois pays (plus de 95 per cent de confiance exprimée au Tchad, au Cameroun et au Niger[86], et 97 per cent dans l'enquête de mi-parcours au Nigeria). De plus, la majorité des personnes interrogées au Tchad, au Cameroun et au Niger iraient voir leur chef local en cas de conflit avec un autre membre de leur communauté (89 per cent des personnes interrogées au Tchad et 90 per cent des personnes interrogées au Cameroun).

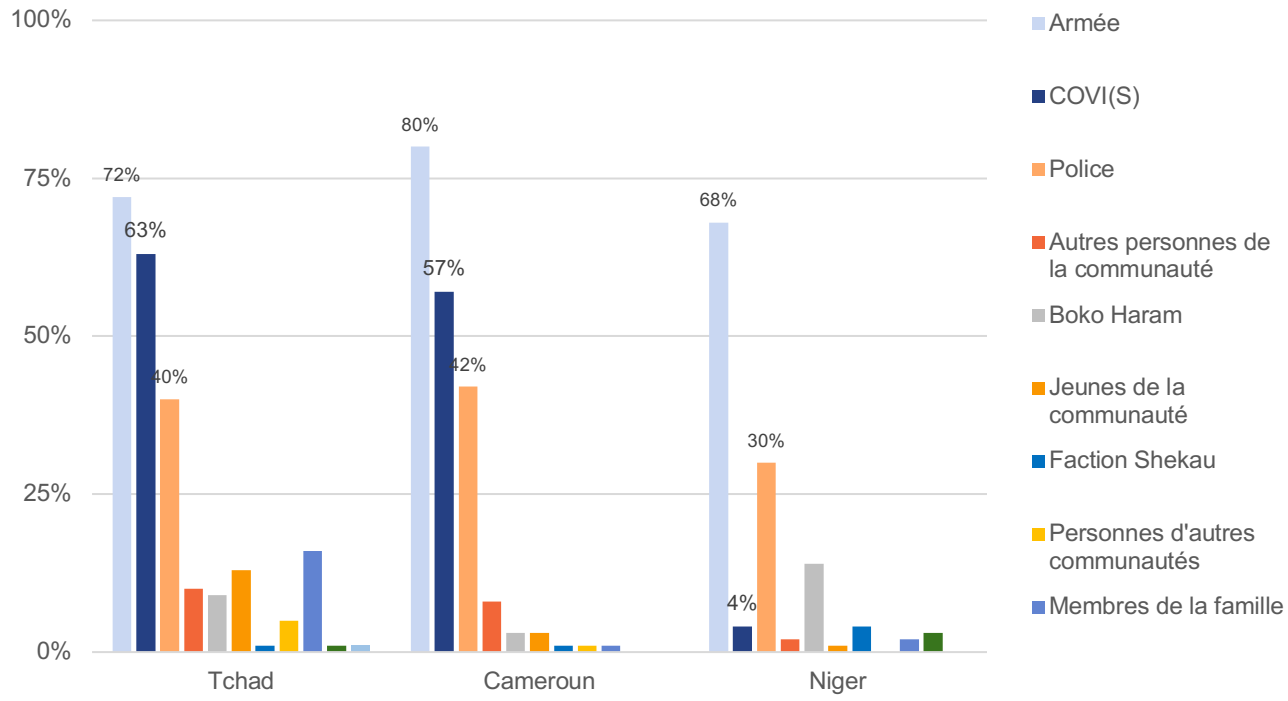
Les graphiques 39 et 40 ci-dessous illustrent la perception qu'ont les personnes interrogées des prestataires de sécurité au sein de leur communauté. Au Nigeria, les responsabilités en matière de sécurité défensive ont été réparties différemment qu'au Tchad, au Niger et au Cameroun. Dans l'enquête de mi-parcours, 48 per cent des personnes interrogées ont désigné les CJTF, 20 per cent Yan Gora et 11 per cent les chasseurs et les charmeurs comme les principaux prestataires de sécurité dans leurs communautés. Les organisations de sécurité non étatiques comme la COVI au Tchad (63 per cent) et la COVIS au Cameroun (57 per cent) ont été désignées comme les principaux garants de la sécurité. En revanche, seuls 4 per cent des répondants non-associés au Niger ont cité le COVI comme principal fournisseur de sécurité, malgré le fait que le COVI soit actif dans presque toutes les communautés où l'enquête a été déployée dans le pays.

[86] La majorité des répondants ont répondu « beaucoup » à la question « dans quelle mesure faites-vous confiance au chef de votre communauté ? » (84 per cent au Tchad ; 87 per cent au Cameroun, 71 per cent au Niger). Le reste a répondu « dans une certaine mesure », ce qui donne le pourcentage global indiqué dans le texte.

La confiance dans le COVI/COVIS est également assez élevée, notamment au Tchad et au Cameroun.[87] Au Tchad, 63 per cent des personnes interrogées font « beaucoup » confiance au COVI, et 23 per cent « dans une certaine mesure ». Au Cameroun, 70 per cent font « beaucoup » confiance au COVIS et 20 per cent « dans une certaine mesure ». En revanche, au Niger, 28 per cent font « beaucoup » confiance au COVI et 26 per cent « dans une certaine mesure » - bien que ces chiffres doivent être considérés avec prudence car seule la moitié des personnes interrogées avaient déjà entendu parler du COVI auparavant.[88]

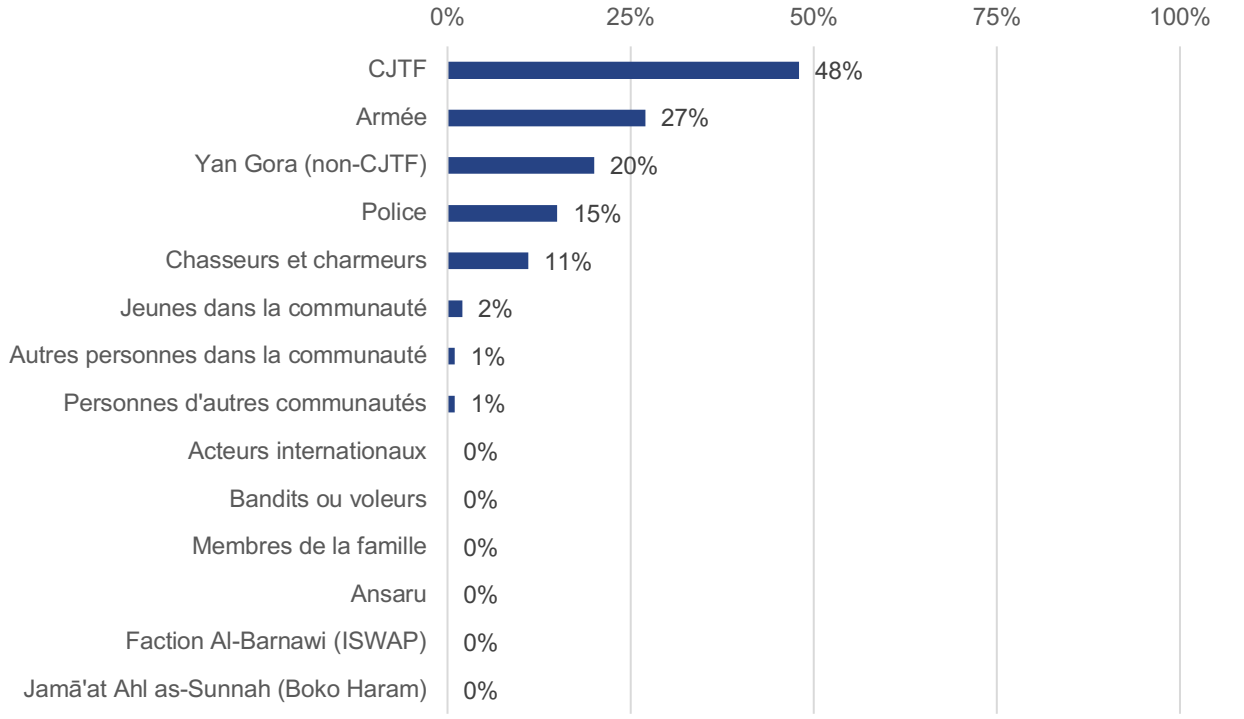
Dans certaines communautés, ce ne sont pas les organismes de sécurité étatiques ou non étatiques qui sont considérés comme assurant la sécurité, mais les groupes rebelles/terroristes. Au Niger, 14 per cent des personnes interrogées ont déclaré que Boko Haram était le principal fournisseur de sécurité, contre 9 per cent des personnes interrogées au Tchad et 3 per cent au Cameroun. La faction de Shekau et ISWAP ont été nommés spécifiquement, mais moins fréquemment (3-4 per cent des répondants au Niger, et encore moins au Tchad et au Cameroun). Aucun autre groupe armé n'est considéré comme assurant la sécurité.

Graphique 39 – Principaux fournisseurs de sécurité (Tchad, Cameroun, Niger)



[87] La connaissance de COVI/COVIS est élevée dans les trois pays : 81 per cent du total des répondants ont entendu parler de COVI au Tchad, 50 per cent au Niger, et 88 per cent au Cameroun ont entendu parler de COVIS.
[88] D'autres entités non étatiques ont été citées comme garants de sécurité au Tchad : 17 per cent des répondants ont cité les membres de la famille ; 13 per cent ont cité les jeunes de la communauté (13 per cent) ou les personnes de leur communauté (10 per cent) ou d'autres communautés (5 per cent) comme garants de sécurité. Ces catégories de garants de la sécurité n'ont été choisies que par environ 1-2 per cent au Niger et au Cameroun (sauf pour « d'autres personnes de la communauté » - 8 per cent au Cameroun). Bien que certaines fonctions de sécurité soient assurées par des acteurs locaux, la plupart des fonctions de sécurité sont encore principalement assurées par l'armée tchadienne. De plus, les acteurs internationaux ont été choisis par seulement 1 per cent des répondants au Tchad, et moins de 1 per cent au Cameroun et au Niger.

Graphique 40 – Principaux fournisseurs de sécurité (Nigeria midline survey)



B. Transitions des ex-affiliés parmi les acteurs sécuritaires non-étatiques

L'enquête MEAC est conçue pour évaluer les transitions de ceux qui quittent des organisations de sécurité non étatiques comme le CJTF et le COVI/COVIS, mais malgré cet objectif, les études menées au Niger, au Cameroun et au Tchad n'ont eu qu'une visibilité limitée sur l'implication et les sorties de ces types de groupes. Les personnes impliquées dans le COVI/COVIS ne représentent que 4,7 per cent de cet échantillon communautaire aléatoire au Tchad, 3 per cent au Cameroun et 0,5 per cent au Niger. Dans leur grande majorité, les personnes interrogées étaient des membres actifs et non des membres sortants. Il est donc difficile de parler des **indicateurs 7.3[89] , 7.5[90] et 7.6[91]** du **RSS** dans ces pays. Au Nigeria, par contre, l'étude est en cours depuis plus longtemps, bénéficie d'un accès différent aux organisations de volontaires pour la sécurité (VSO), et a bénéficié de la collaboration de partenaires qui programment les membres VSO actuels et sortants.

[89] 7.3 : Pourcentage d'ex-membres de groupes d'autodéfense sélectionnés pour un processus de DDR qui se démobilisent avec succès.
[90] 7.5 : Pourcentage de chefs communautaires dans les communautés comptant au moins [insérer le nombre] ex-vigilants qui indiquent que les ex-vigilants sont très réintégrés ou raisonnablement réintégrés dans la vie civile au moins un an après la fin du soutien DDR (ventilé par sexe, âge et lieu),
[91] 7.6 : Pourcentage d'ex-justiciers qui indiquent se sentir très réintégrés ou raisonnablement réintégrés dans la vie civile au moins un an après la fin du soutien DDR (désagrégé par sexe, âge et localisation)

En avril 2021, le MEAC a mené une enquête auprès d'un petit groupe de membres du CJTF qui faisaient partie d'une intervention d'exfiltration au Nigeria. Il est intéressant de noter que, lorsqu'on leur a demandé quelle était leur relation actuelle avec le groupe, de nombreux participants ont déclaré qu'ils étaient toujours des membres actifs. Les réponses de ce petit échantillon ont mis en évidence le défi que représente l'application d'une conceptualisation de la sortie d'un groupe plus rebelle aux VSO. En mars 2022, le MEAC a exploré ce que signifie « quitter » un VSO lorsque les membres n'ont jamais quitté physiquement leur communauté, lorsque les membres sont considérés comme des héros locaux et lorsqu'il y a des attentes sociales constantes pour continuer à protéger la communauté en cas de besoin. Les discussions de groupe avec des membres masculins, jeunes et moins jeunes, du CJTF et de Yan Gora, ainsi qu'avec des femmes faisant partie du groupe, ont permis d'obtenir des informations importantes pour les **indicateurs RSS 7.5 et 7.6.** Premièrement, lorsqu'il s'agit de quitter des acteurs de sécurité non étatiques, les ex-affiliés et les affiliés du CJTF et de Yan Gora ont souligné dans les discussions de groupe qu'il n'y a pas toujours un processus formel pour « se désinscrire » du groupe. Bien que certains affiliés soient officiellement enregistrés auprès du CJTF, beaucoup ne le sont pas. Quitter le groupe signifie simplement ne plus participer aux activités du groupe. Lorsqu'on a demandé aux personnes actuellement affiliés ce qu'ils voulaient faire de leur vie, la plupart d'entre eux ont indiqué qu'ils souhaitaient être absorbés par les services de sécurité du gouvernement, comme l'armée ou le service des douanes. Deuxièmement, les participants aux groupes de discussion avec des affiliés du CJTF ont été catégoriques sur le fait que leurs devoirs allaient bien au-delà de la simple fourniture de sécurité ou de la défense de leurs communautés. Lorsqu'on leur a demandé de quel type de tâches ils étaient chargés, l'accent a été mis sur le rôle du groupe dans l'application de certaines normes sociales, telles que la résolution de conflits entre couples ou enfants, le maintien de l'ordre auprès des jeunes, l'application de codes vestimentaires, ainsi que l'application de certaines règles pour les femmes et les filles (par exemple, un couvre-feu à 21 heures). Lorsque l'on réfléchit aux rôles que ces acteurs sécuritaires non étatiques jouent dans la société, il est important de considérer que leur engagement et leur influence peuvent aller au-delà des aspects liés à la sécurité, en particulier lorsque la sécurité s'améliore et que le conflit s'atténue.

Aujourd'hui, la plupart des programmes au Nigeria sont axés sur la professionnalisation de le CJTF et d'autres VSO, plutôt que sur la fourniture de rampes de sortie pendant un conflit encore actif. Le MEAC a eu l'occasion, au début de l'année 2022, d'interroger un groupe de 344 bénéficiaires du programme du PNUD, issus de diverses VSO, qui suivaient un tel programme. Une partie de l'échantillon a été interrogée juste avant qu'ils ne commencent la formation, et environ la moitié a été interrogée juste après la formation, qui comprenait des modules sur les droits de l'homme, le leadership et la civilité, le dialogue, l'engagement communautaire, y compris la protection des civils, et la justice transitionnelle, entre autres sujets. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une enquête par panel avec des entretiens avant et après avec les mêmes participants, ce modèle de recherche permet de voir si la participation est susceptible d'être associée à différents résultats intéressant le RSS (**Indicateurs 7.3, 7.5, 7.6**). Dans cette étude, les données suggèrent que le fait d'être formé à la protection des civils, aux droits de l'homme et à la résolution alternative des conflits est associé à un soutien légèrement inférieur à l'utilisation de la violence. On a constaté une baisse de 7 points de pourcentage de la volonté de recourir à la violence pour

attaquer les ennemis de sa communauté parmi ceux qui avaient suivi la formation par rapport au sous-groupe qui ne l'avait pas encore suivie. De même, une baisse de la même ampleur a été observée dans la réponse de la cohorte post-cours à la question formulée de manière positive : « Êtes-vous prêt à recourir à la violence pour protéger votre communauté ? ». Ces résultats suggèrent que de telles interventions peuvent contribuer à modifier la volonté des membres de VSO de recourir à la violence, ce qui, étant donné les rapports d'exécutions extrajudiciaires et de violations des droits de l'homme par ces groupes, est bienvenu. Il convient de noter que ces interventions devront probablement avoir un impact plus important et durable pour modifier de manière significative les relations avec les communautés sur le terrain, mais elles sont prometteuses pour une professionnalisation potentielle. Il s'agit d'un domaine que l'étude à plus long terme au Nigéria continuera de surveiller, car ces cohortes sont suivies périodiquement. Bien que cela ne concerne pas directement la réintégration des groupes d'autodéfense (comme indiqué dans les **indicateurs RSS 7.3, 7.4 et 7.5**), cela indique que les membres actifs des groupes d'autodéfense/OSV adoptent peut-être des normes plus conformes à une approche de la sécurité communautaire fondée sur les droits.

C. Besoins des bénéficiaires et aide humanitaire

Les organisations humanitaires estiment que plus de 10 millions de personnes ont besoin de protection et de secours humanitaires dans la région du bassin du lac Tchad.[92] Pourtant, l'acheminement de l'aide humanitaire indispensable est souvent entravé par l'impossibilité d'accéder à certaines populations, en raison de problèmes de sécurité ou de restrictions bureaucratiques et militaires. La pandémie de COVID-19 a encore compliqué l'accès, exacerbant les obstacles existants et en créant de nouveaux.[93]

Par conséquent, de nombreuses communautés sont hors de portée des acteurs humanitaires : 30 per cent des membres non-associés des communautés au Cameroun et au Niger, 56 per cent au Tchad et 60 per cent dans l'enquête de référence au Nigeria déclarent qu'aucune ONG n'a été active dans leurs communautés depuis le début du conflit. En outre, la majorité des membres non-associés des communautés déclarent n'avoir rien reçu du secteur de l'aide depuis le début du conflit (respectivement 38 per cent au Niger, 42 per cent au Tchad, 59 per cent au Cameroun et 55 per cent dans l'enquête de référence au Nigeria).

Le manque de soutien à la population civile se reflète dans l'expérience des ex-associés de Boko Haram et de ses factions.[94] Parmi les ex-associés résidant actuellement en dehors des centres de transit au Tchad et au Cameroun, 46 per cent des personnes interrogées déclarent n'avoir rien reçu lors de leur passage du groupe à l'endroit où ils vivent actuellement. La situation semble moins désespérée au Niger, où 21 per cent des ex-associés déclarent n'avoir reçu aucune forme d'aide (24 per cent pour ceux qui se trouvent actuellement dans des centres de transit, ce qui est

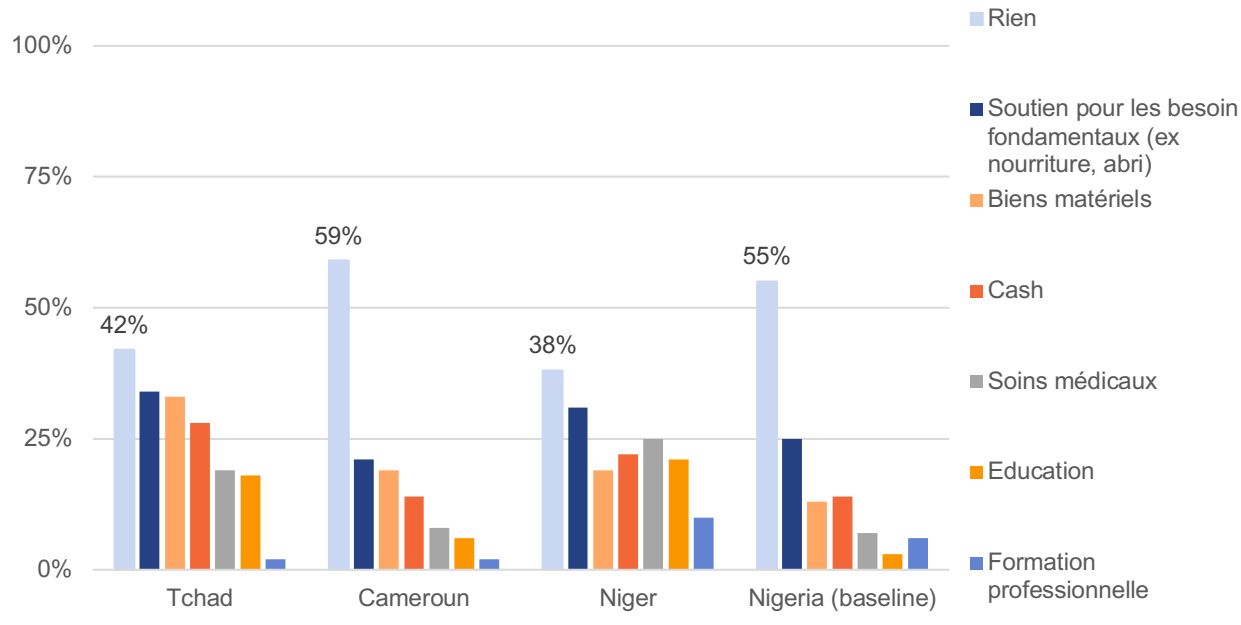
[92] OCHA, "Lake Chad Basin: Humanitarian Snapshot", United Nations, 17 January 2022.
[93] Malik Samuel, "COVID-19: a missed chance to build trust in Lake Chad Basin", *ISS Today,* 17 February 2022.
[94] On a demandé aux ex-associés du Tchad, du Cameroun, du Niger et du Nigeria : « Avez-vous reçu l'une des choses suivantes pendant que vous étiez là-bas ? » – « là-bas » étant l'un des endroits où ils se sont rendus depuis qu'ils ont quitté le groupe. Il a été demandé aux membres non-associés des communautés « Depuis le début du conflit avec Boko Haram, quel type d'aide, le cas échéant, avez-vous reçu des organisations internationales ou des ONG ? ».

inhabituel étant donné que c'est là que les services sont censés être fournis). Les types de soutien que les ex-associés ont reçu, ce qui a eu un impact positif sur leur vie et ce qu'ils fourniraient à d'autres comme eux s'ils étaient en charge sont détaillés plus loin dans cette section.

1. Soutien, besoins et préférences des membres non-associés de la communauté

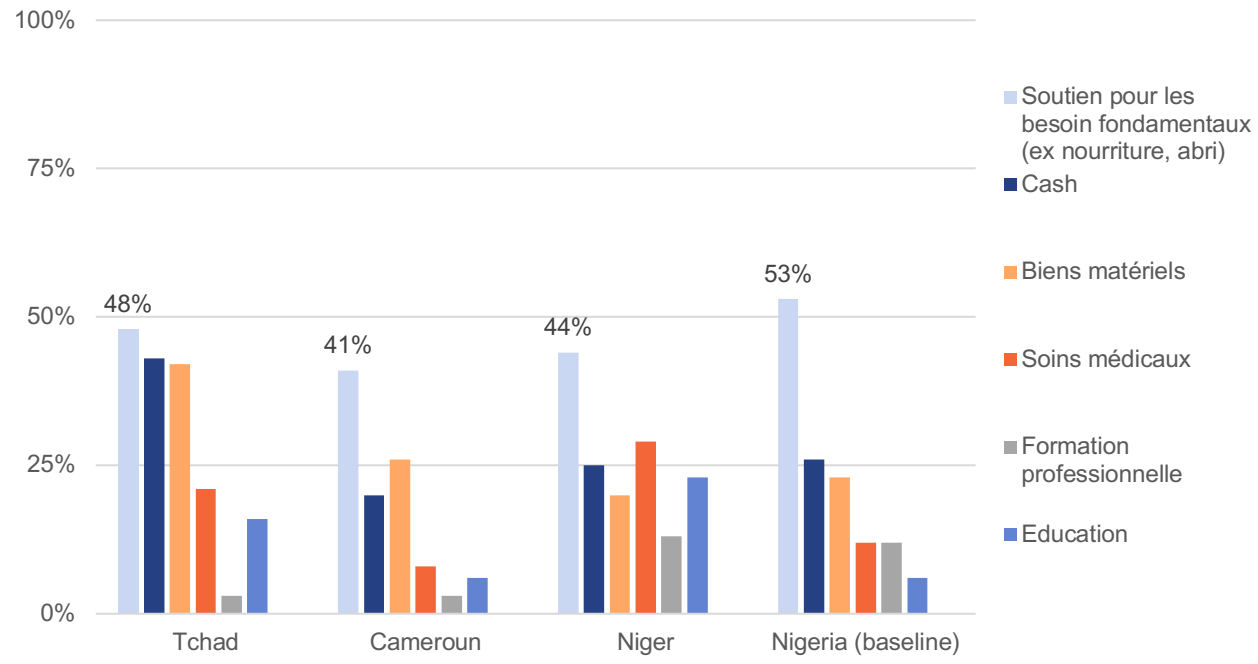
Lorsque les membres de la communauté ont pu accéder à l'aide humanitaire, ils ont déclaré recevoir principalement une aide pour les besoins de base (34 per cent au Tchad, 21 per cent au Cameroun, 31 per cent au Niger, 25 per cent dans l'enquête de référence au Nigeria - baseline survey), ce qui correspond aux besoins les plus importants identifiés par les répondants. Dans l'ensemble, les répondants du Cameroun, et dans une certaine mesure du Nigéria, sont moins susceptibles de déclarer recevoir un soutien que ceux des autres pays, en particulier ceux du Tchad, malgré le fait que davantage de communautés au Tchad soient hors de portée du secteur humanitaire. Au-delà des besoins de base, il y a eu des fluctuations dans les autres types d'aide reçue dans l'ensemble du Tchad, du Niger, du Cameroun et du Nigeria (comme le montre la graphique 41). Les communautés au Tchad ont plus exprimé avoir reçu de l'argent (28 per cent) et des biens matériels (33 per cent) qu'au Niger (22 per cent et 19 per cent respectivement), au Cameroun (14 per cent et 19 per cent respectivement) et au Nigeria (14 per cent et 13 per cent respectivement dans l'enquête de référence). Les communautés au Niger semblent avoir reçu plus de soins médicaux (25 per cent) et d'éducation (21 per cent) qu'au Tchad (respectivement 19 per cent et 18 per cent) et encore plus qu'au Cameroun et au Nigeria (respectivement 8 per cent et 6 per cent au Cameroun 7 per cent et 3 per cent dans l'enquête de référence au Nigeria). Ces variations peuvent répondre à des besoins particuliers, mais peuvent aussi être dues à la constellation d'acteurs OI et ONG opérant dans chaque pays et aux types d'interventions que la situation sécuritaire permet.

Graphique 41 – Soutien reçu depuis le début du conflit



La majorité des membres non-associés des communautés qui ont reçu une forme d'aide désignent le soutien aux besoins de base comme le type d'aide le plus utile qu'ils ont reçu - ce qui, encore une fois, est logique étant donné les préoccupations prédominantes des répondants concernant la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans la région du bassin du lac Tchad (41 per cent - 44 per cent au Tchad, au Cameroun et au Niger, 53 per cent dans l'enquête de référence au Nigeria). L'argent liquide et les biens matériels sont également appréciés, en particulier par les personnes interrogées au Tchad, où leur taux de réception est plus élevé qu'au Cameroun et au Niger. Bien que les membres de la communauté reçoivent - proportionnellement - moins d'argent et de biens matériels au Nigeria qu'au Tchad, ces formes d'aide sont également désignées comme les plus utiles par 23 per cent et 26 per cent des personnes interrogées dans l'enquête de référence au Nigeria (suivies par les soins médicaux et la formation professionnelle, 12 per cent).

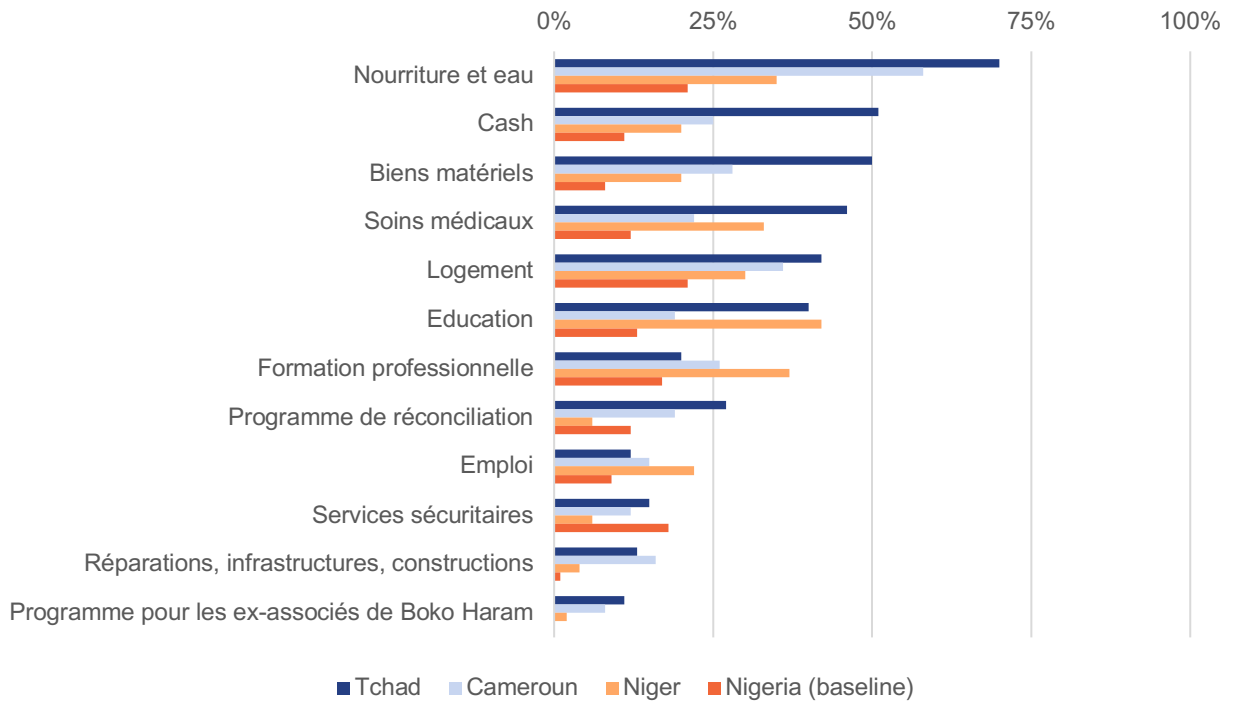
Graphique 42 – Aide reçue qui a le plus d'impact positif sur la vie actuelle



Enfin, lorsqu'on leur demande spécifiquement quels types de soutien seraient les plus utiles pour leurs communautés à la lumière de la réintégration des ex-associés, dans les quatre pays, les répondants non-associés semblent privilégier un éventail plus large de formes de soutien qui pourraient renforcer leurs communautés. Comme le montre la graphique 43, l'accent mis sur le soutien aux besoins de base - nourriture, eau, logement - reste élevé. Les réponses concernant les soins médicaux, l'éducation et la formation professionnelle sont également importantes. Il est intéressant de noter que le soutien aux programmes spécifiques destinés aux ex-associés de Boko Haram est plus faible. Au Tchad, 11 per cent des répondants ont choisi des programmes pour les ex-associés de Boko Haram, au Cameroun 8 per cent, au Niger seulement 2 per cent,

et au Nigeria moins de 1 per cent. Le soutien aux efforts de réconciliation est sélectionné à des taux plus élevés (27 per cent au Tchad, 19 per cent au Cameroun, 12 per cent au Nigeria et 6 per cent au Niger). Au Nigeria, 18 per cent ont choisi les services de sécurité (comme 15 per cent au Tchad, 12 per cent au Cameroun et 6 per cent au Niger), ce qui indique une certaine préoccupation pour la sécurité. Ces réponses soulignent que les répondants accordent effectivement une certaine importance aux activités de consolidation et de maintien de la paix, en plus de répondre aux nombreux défis humanitaires qui continuent d'affecter les communautés. Les besoins spécifiques à la réintégration identifiés par les membres non-associés des communautés peuvent indiquer les types d'interventions nécessaires pour progresser sur l'**indicateur RSS 12.4a** et s'assurer que les communautés sont prêtes à accueillir les ex-associés de Boko Haram.

Graphique 43 – Formes d'aide désirées si les ex-associés de Boko Haram rejoignaient la communauté



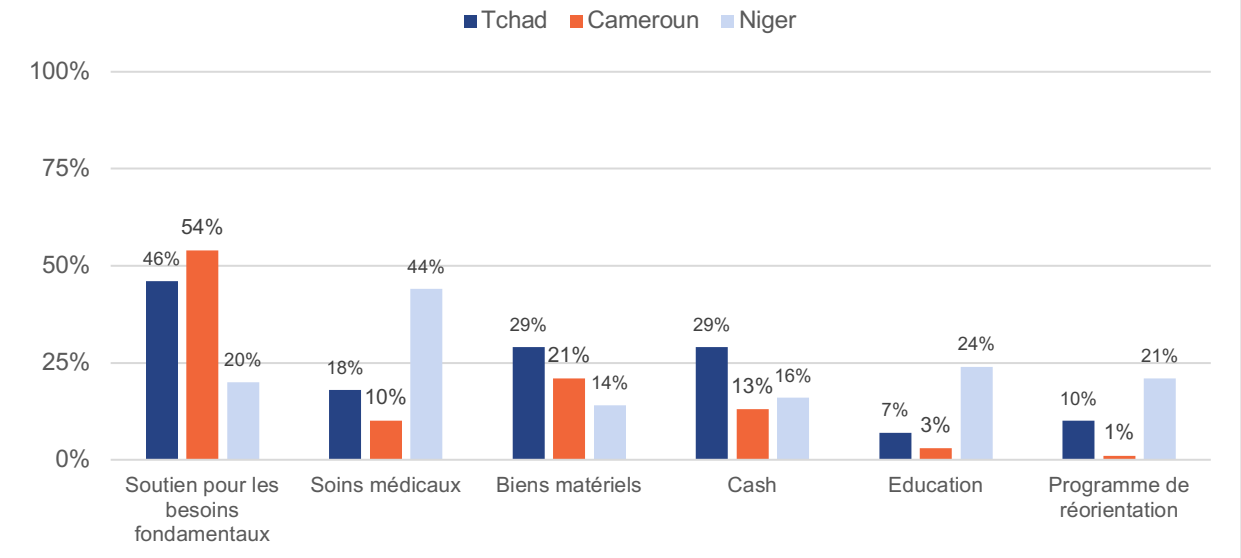
2. Besoins des bénéficiaires et préférences en matière de soutien chez les ex-associés de Boko Haram

L'étude a cherché à comprendre si les ex-associés avaient reçu un soutien à la réintégration conformément à la **CNS 12.3b**, et si oui, quels types de soutien étaient les plus utiles à leur transition. La proportion d'ex-associés de Boko Haram qui ont déclaré être passés par un centre de réintégration/réhabilitation était élevée au Niger (59 per cent) et au Cameroun (33 per cent). Dans l'échantillon de référence du Nigéria, 67 per cent des personnes qui avaient été associées à Boko Haram ou à ISWAP ont été identifiées par le biais d'un programme de réintégration. Cela n'est pas surprenant étant donné la méthode d'échantillonnage pour identifier les ex-associés de

Boko Haram et l'accent mis sur les entretiens dans plusieurs centres de réintégration et de dépistage. Par ailleurs, une telle approche ne fournit pas nécessairement une bonne mesure de l'aide à la réintégration dans chaque contexte. Au Tchad, par exemple, le centre de Bagasola était essentiellement un point de filtrage et il ne semble pas qu'un soutien à la réintégration y soit fourni. De plus, certaines personnes interrogées peuvent avoir reçu un soutien à différents stades. Un meilleur indicateur serait donc d'examiner le soutien que les ex-associés déclarent avoir reçu et de comprendre ce qui leur a été le plus bénéfique.

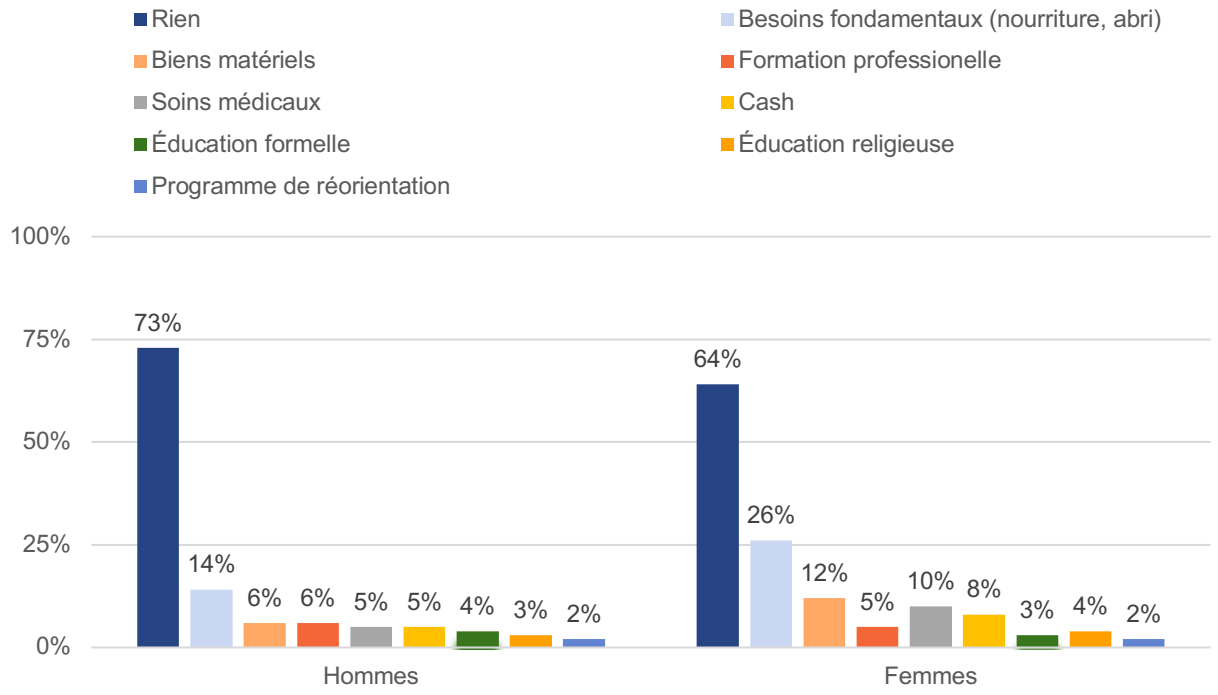
Étant donné que les ex-associés interrogés dans le bassin du lac Tchad pour cette étude se trouvaient à différentes étapes de leur parcours de réintégration, il peut être difficile de mesurer avec précision les progrès réalisés dans l'ensemble de l'échantillon. Cela dit, il est possible d'indiquer quels types de soutien leur servent dans leur transition - quelle que soit l'étape à laquelle ils se trouvent - et donc de fournir des données relatives à l'**Indicateur RSS 11.2b**. Au Tchad, au Cameroun et au Niger, lorsqu'on leur a demandé quel type de soutien leur a été le plus bénéfique, les ex-associés des groupes armés - comme leurs pairs non-associés - ont indiqué le soutien aux besoins de base, et dans une moindre mesure que les membres de la communauté, les biens matériels et l'argent liquide. La formation professionnelle, l'éducation, les soins médicaux et les programmes de réorientation sont notés à des taux élevés par les ex-associés au Niger, surtout par rapport aux autres pays. Cela peut être dû aux différences dans ce qui a été proposé dans les divers centres de réintégration/transit ainsi qu'aux différences dans les besoins. En effet, beaucoup moins d'ex-associés interrogés ont déclaré n'avoir rien reçu au Niger qu'au Cameroun et au Tchad. En outre, certaines des différences dans la valeur attribuée aux divers types de soutien peuvent refléter les besoins des différentes sous-populations. Les soins médicaux ont été mentionnés par plus de la moitié des ex-associés interrogés qui ont reçu la question au Niger, ce qui peut indiquer que ceux qui ont quitté Boko Haram et ses factions au Niger avaient des besoins médicaux plus aigus que ceux qui ont quitté le groupe au Tchad et au Cameroun.

Graphique 44 – Soutien avec le plus d'impact positif sur la vie actuelle



Pour soutenir le rapport sur l'**Indicateur RSS 12.2b**, l'enquête de mi-parcours au Nigeria (midline survey) a posé cette question séparément aux femmes et aux hommes ex-associés - comme le montre le graphique ci-dessous. Dans l'ensemble, les femmes et filles ex-associées ont déclaré avoir reçu un peu plus d'aide, quel que soit le type de soutien, que leurs homologues masculins. Cela est visible lorsqu'il s'agit de l'aide aux besoins de base (26 per cent pour les femmes et 14 per cent pour les hommes), des soins médicaux (10 per cent pour les femmes et 5 per cent pour les hommes) et des biens matériels (12 per cent pour les femmes et 6 per cent pour les hommes). Il est important de tenir compte du fait que ces chiffres peuvent être influencés par la méthode d'échantillonnage utilisée pour cette étude. Les travaux qualitatifs, ainsi que les preuves anecdotiques recueillies lors de conversations avec des décideurs politiques et des praticiens, soulignent que les femmes contournent très souvent tout type d'aide à la réintégration. Elles passent souvent brièvement en détention, puis sont relâchées car elles ne sont pas considérées comme un risque pour la sécurité. Presque toutes les femmes qui ont participé aux groupes de discussion en mars 2022 ont déclaré qu'elles n'avaient reçu aucun soutien et que personne ne les avait suivies après leur libération.

Graphique 45 – Formes d'aides reçues par les ex-associés pendant la période entre leur sortie du groupe et le présent Nigeria midline survey)

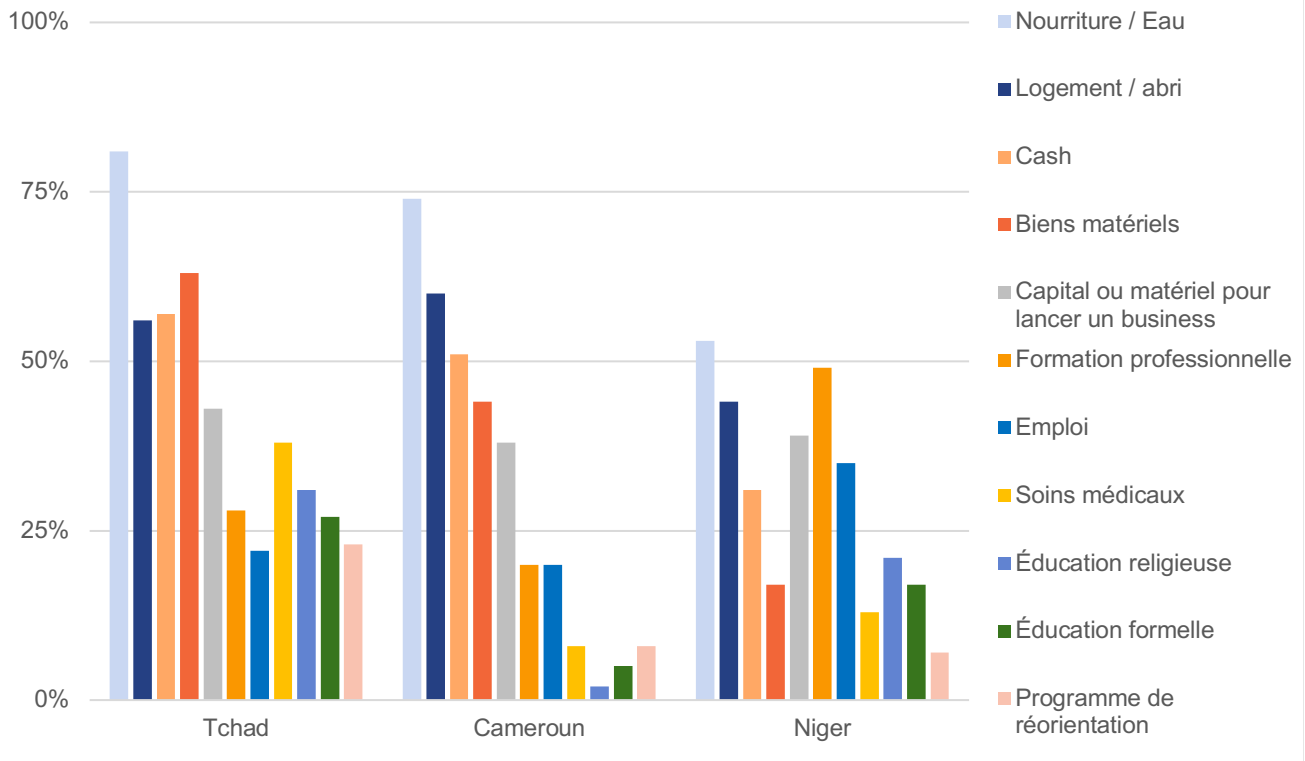


Dans une certaine mesure, les préférences des ex-associés quant aux formes de soutien contrastent avec ce qu'ils ont reçu jusqu'à présent (ce qui apparaît clairement en comparant les graphique 46). Les besoins en produits de première nécessité comme la nourriture, l'eau et le logement sont très élevés, ce qui correspond au soutien existant. Cependant, lorsqu'on leur demande quel soutien ils apporteraient à des personnes comme eux, des pourcentages

significatifs d'ex-associés dans les quatre pays répondent un soutien matériel et économique, qu'il s'agisse d'argent ou de biens matériels, ou des moyens de gagner un revenu et de devenir autonomes (par exemple, un capital pour démarrer une entreprise, un emploi). De plus, alors qu'au Niger, un pourcentage important d'ex-associés bénéficie d'un programme de réorientation et de soins médicaux, ces formes de soutien ne sont pas celles qui seraient recommandées par ces mêmes ex-associés, s'ils pouvaient choisir. En revanche, alors que peu d'ex-associés ont reçu ces formes de soutien au Tchad, elles sont très demandées - beaucoup plus que chez les ex-associés au Niger. Cela dit, lorsqu'on leur a demandé quel type de soutien ils apporteraient à des gens comme eux, 38 per cent des ex-associés tchadiens ont répondu des soins médicaux, ce qui suggère plutôt - du moins au Tchad - qu'il existe un besoin non satisfait. Au Nigeria, cette question a été posée dans l'enquête de base sous forme de question ouverte, il n'est donc pas possible de fournir des fourchettes de pourcentage pour illustrer les préférences en matière de soutien, mais les termes les plus courants sont liés à l'indépendance économique (« autonomisation », « emploi », « argent », « capital », « moyens de subsistance », « entreprise ») et au soutien des besoins de base (« nourriture », « vêtements », « abri »). Une partie non négligeable de l'échantillon de répondants a également mentionné « éducation ». Lors de l'élaboration d'interventions de réintégration, il est important d'équilibrer les besoins objectifs de la population cible, mais aussi ses besoins perçus.

Il existe également un contraste intéressant entre les ex-associés hommes/garçons et femmes/filles sur le type de soutien reçu qu'ils ont trouvé le plus utile. Dans les quatre pays, les hommes sont plus nombreux à déclarer que les soins médicaux étaient utiles (par exemple, 28 per cent des hommes ex-associés contre 2 per cent des femmes au Cameroun), ce qui peut indiquer des expériences du conflit et des rôles au sein des groupes armés qui seraient différents. Les hommes et les garçons sont plus susceptibles de déclarer que les « biens matériels » étaient utiles (par exemple, 59 per cent des hommes ex-associés contre 5 per cent des femmes ex-combattantes au Cameroun). Au Tchad, 25 per cent des hommes ont choisi « soins médicaux » contre 10 per cent des femmes, 35 per cent des hommes ont choisi « biens matériels », contre 19 per cent des femmes, et 52 per cent des hommes ont choisi « besoins fondamentaux », contre 39 per cent des femmes. Ceci est remarquable, car il s'agit de types d'aide spécifiques qui ont été reçus dans des pourcentages plus élevés chez les femmes, par rapport aux hommes, comme décrit dans le paragraphe ci-dessus. Les besoins fondamentaux, cependant, sont choisis comme ayant les impacts les plus positifs par des pourcentages plus élevés de femmes au Cameroun, au Niger et au Nigeria (mais pas au Tchad).

Graphique 46 – Préférences pour les formes d'aides (Tchad, Cameroun, Niger)

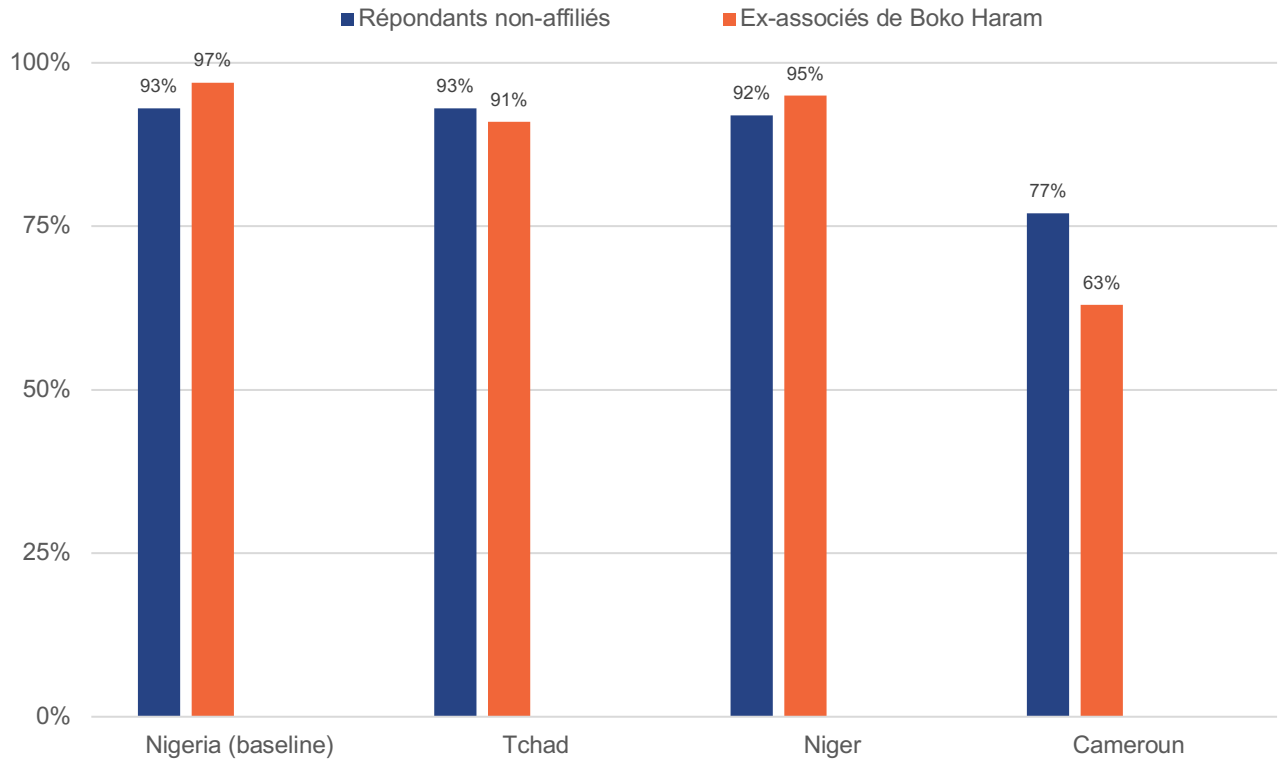


XI. Conclusion - Optimisme pour l'avenir parmi les ex-associés de Boko Haram

Malgré les nombreux défis auxquels ils sont confrontés, la plupart des ex-associés quittant Boko Haram et ses factions expriment un certain optimisme quant à l'avenir. Lorsqu'on leur demande s'ils pensent pouvoir réussir à devenir des membres prospères et respectés de leurs communautés, la plupart des ex-associés répondent par l'affirmative. Comme le montre la graphique 47, l'optimisme quant à leurs chances d'obtenir statut et reconnaissance dans leurs communautés était extrêmement élevé et correspondait aux réponses des répondants non-associés au Tchad, au Niger et au Nigeria (baseline survey). La confiance était plus faible au Cameroun, et le différentiel entre les ex-associés et les membres non-associés de la communauté était plus important. Bien que cette différence soit notable au Cameroun, l'optimisme reste relativement élevé, surtout à la lumière des défis auxquels ces populations sont confrontées aujourd'hui. Ainsi, ces résultats apportent une lueur d'espoir et constituent une première indication positive de progrès pour l'**indicateur RSS 12.3b**.

Cet optimisme envers l'avenir varie en fonction du sexe et de l'âge, tant chez les ex-associés que chez les répondants non-associés. Au Cameroun et au Tchad, parmi les répondants non-associés, les femmes et les filles expriment leur confiance dans leur capacité à devenir un membre respecté de leur communauté dans des pourcentages beaucoup plus élevés que les hommes et les garçons (83 per cent des femmes non associées au Cameroun et 97 per cent au Tchad, alors que les chiffres tombent à 69 per cent des hommes non-associés dans les deux pays). Toujours au Cameroun, les pourcentages de femmes ex-associées qui expriment leur confiance dans leurs perspectives de devenir des membres réussis et respectés de la communauté sont plus élevés (67 per cent), par rapport aux répondants masculins (58 per cent). Au Niger, cependant, les répondants masculins sont légèrement plus confiants que les femmes, tant chez les ex-associés que chez les non-associés. Il existe également des différences notables entre les adultes et les enfants ex-associés au Tchad et au Cameroun: des pourcentages plus élevés d'adultes ex-associés expriment leur confiance dans leur capacité à devenir des membres respectés de leur communauté, par rapport aux enfants (respectivement 93 per cent des adultes et 86 per cent des enfants au Tchad, et 66 per cent des adultes et 47 per cent des enfants au Cameroun).

Graphique 47 – Une lueur d'espoir : croyance dans la possibilité de devenir un member prospère et respecté de la communauté



MANAGING EXITS
FROM ARMED CONFLICT